JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1983-1984
(86^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

Séance du Jeudi 24 Novembre 1983.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. GUY DUCOLONÉ

1. — Modification de l'ordre du jour prioritaire (p. 5655).

2. — Renvoi pour avis (p. 5655).

3. — Homologation de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 5656).

M. Menga, rapporteur de la commission des lois.

M. Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Discussion générale :

MM. Bourg-Broc,
Hamel.

Clôture de la discussion générale.

Article unique (p. 5657).

M. le secrétaire d'Etat.

Explication de vote :

M. Bourg-Broc.

Adoption de l'article unique (p. 5657).

4. — Modification du code de la nationalité française et du code électoral. — Abrogation de l'article L. O. 128 du code électoral. — Discussion d'un projet de loi et d'un projet de loi organique adoptés par le Sénat (p. 5657).

M. René Rouquet, rapporteur de la commission des lois.

M. Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Discussion générale commune :

MM. Hamel,
Foyer.

Clôture de la discussion générale commune.

Passage à la discussion des articles des deux projets de loi.

MODIFICATION DU CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DU CODE ÉLECTORAL

Articles 1^{er} à 7. — Adoption (p. 5660).

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

ABROGATION DE L'ARTICLE L. O. 128 DU CODE ÉLECTORAL

Articles 1^{er} à 3. — Adoption (p. 5660).

Adoption, par scrutin, de l'ensemble du projet de loi organique.

5. — Intérêts maritimes et commerciaux de la France. — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 5660).

M. Jean Lacombe, rapporteur de la commission de la production.

M. Lengagne, secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Discussion générale :

M. Tourné.

Clôture de la discussion générale.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er}. — Adoption (p. 5664).

Article 2 (p. 5664).

Amendement n° 1 de la commission de la production : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3 (p. 5664).

Amendement n° 2 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 3 modifié.

Article 4 (p. 5664).

Amendement n° 3 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 4 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 4 modifié.

Après l'article 4 (p. 5665).

Amendement n° 5 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Article 5 (p. 5665).

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 5 modifié.

Articles 6 à 10. — Adoption (p. 5665).

Article 11 (p. 5665).

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Ce texte devient l'article 11.

Vote sur l'ensemble (p. 5666).

Explications de vote :

MM. Hamel,

Lauriol, le secrétaire d'Etat,
Tourné, le secrétaire d'Etat.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

4. — Congé parental d'éducation et travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant. — Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi (p. 5666).

Mme Jacquaint, rapporteur de la commission des affaires culturelles.

Mme Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Discussion générale :

M^{me} Fraysse-Cazalis,

MM. Pinte,
Le Foll,
Fuchs,

M^{me} Lecuir,

M. Sueur.

Clôture de la discussion générale.

Mme le secrétaire d'Etat.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 5672).

Amendement n° 23 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 24 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Rejet.

Amendement n° 25 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 1 de la commission des affaires culturelles, avec le sous-amendement n° 21 du Gouvernement : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Amendement n° 2 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 3 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 4 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

PRÉSIDENCE DE M. FRANÇOIS MASSROT

Amendement n° 5 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Adoption.

Amendement n° 26 de M. Pinte : M. Pinte. — L'amendement n'a plus d'objet.

Amendement n° 27 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Adoption de l'article 1^{er} modifié.

Article 2 (p. 5674).

Amendement n° 14 de Mme Fraysse-Cazalis : Mmes Fraysse-Cazalis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 15 de Mme Fraysse-Cazalis, avec le sous-amendement n° 39 du Gouvernement : Mmes Fraysse-Cazalis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3 (p. 5675)

Amendement n° 16 de Mme Fraysse-Cazalis : Mmes Fraysse-Cazalis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Rejet.

Amendement n° 28 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

L'amendement n° 29 de M. Pinte n'a plus d'objet.

Amendement n° 30 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 17 de Mme Fraysse-Cazalis : Mmes Fraysse-Cazalis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Rejet.

Amendement n° 31 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

L'amendement n° 32 de M. Pinte n'a plus d'objet.

Amendement n° 18 de Mme Fraysse-Cazalis : Mmes Fraysse-Cazalis, le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

L'amendement n° 33 de M. Pinte n'a plus d'objet.

Amendement n° 6 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Amendement n° 37 du Gouvernement : Mmes le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Les amendements n° 19 de Mme Fraysse-Cazalis, 7 de la commission et 34 de M. Pinte n'ont plus d'objet.

Amendement n° 8 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 38 du Gouvernement : Mmes le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Adoption.

Les amendements n° 9 de la commission, 20 de Mme Fraysse-Cazalis et 35 de M. Pinte n'ont plus d'objet.

Adoption de l'article 3 modifié.

Après l'article 3 (p. 5677).

Amendement n° 36 de M. Pinte : M. Pinte, Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Rejet.

Articles 4 et 5. — Adoption (p. 5677).

Après l'article 5 (p. 5677).

Amendement n° 10 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Rejet.

Amendement n° 11 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat, M. Le Foll. — Adoption.

Amendement n° 12 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption.

Amendement n° 22 du Gouvernement : Mmes le secrétaire d'Etat, le rapporteur, M. Le Foll. — Adoption.

Amendement n° 13 de la commission : Mmes le rapporteur, le secrétaire d'Etat. — Adoption de l'amendement n° 13 rectifié.

Vote sur l'ensemble (p. 5679).

Explications de vote :

MM. Le Foll,
Pinte,

Mme Fraysse-Cazalis.

Adoption de l'ensemble du projet de loi.

7. — Demande de votes sans débat (p. 5679).
8. — Dépôt de projets de loi (p. 5679).
9. — Dépôt de rapports (p. 5680).
10. — Ordre du jour (p. 5680).

PRESIDENCE DE M. GUY DUCOLONE,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR PRIORITAIRE

M. le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement, la lettre suivante :

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'en application de l'article 48 de la Constitution et de l'article 89 du règlement de l'Assemblée, le Gouvernement apporte à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée, les modifications suivantes :

Jeudi 24 novembre à quinze heures et éventuellement vingt et une heures trente :

- projet, adopté par le Sénat, homologuant des dispositions pénales en Nouvelle-Calédonie ;
- projet, adopté par le Sénat, sur le code de la nationalité française et le code électoral et projet de loi organique, adopté par le Sénat, abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral ;
- projet, adopté par le Sénat, sur les intérêts maritimes et commerciaux de la France ;
- projet sur le congé parental d'éducation.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'expression de ma haute considération.

L'ordre du jour prioritaire est ainsi modifié.

— 2 —

RENVOI POUR AVIS

M. le président. La commission des finances, de l'économie générale et du Plan demande à donner son avis sur le projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement dont l'examen au fond a été renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (n° 1807).

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi pour avis est ordonné.

— 3 —

HOMOLOGATION DE DEUX DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DEPENDANCES

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° 1761, 1786).

La parole est à M. Menga, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

M. Joseph Menga, rapporteur. Monsieur le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer, mes chers collègues, le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui a été adopté sans modification par le Sénat le 20 octobre 1983. Il a pour objet de faire homologuer par le Parlement les dispositions

pénales de deux délibérations prises par l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie en date du 12 avril 1979 et du 9 mai 1980.

La première délibération a trait au code territorial de la route et porte sur la répression d'infractions à la circulation routière ; la seconde porte sur la protection de la nature et concerne la définition des aires de protection de l'environnement et le classement des zones déjà protégées.

Le statut de la Nouvelle-Calédonie permet à l'assemblée territoriale d'assortir ses délibérations de peines contraventionnelles, mais ne lui permet d'édicter des peines correctionnelles ou complémentaires que dans certaines conditions, et dans la mesure où celles-ci sont homologuées par le Parlement.

Nous devons nous prononcer, mes chers collègues, sur un texte portant sur des problèmes d'actualité bien connus.

La recrudescence des accidents de la circulation semble ne plus être l'objet d'une attention particulière des médias et de chacun d'entre nous.

En effet, les catastrophes de la route, si vous me permettez cette expression, ne font plus la une de nos quotidiens comme il y a quelques années.

S'agirait-il d'une forme de banalisation des faits, d'une résignation inscrite progressivement dans l'esprit de chacun devant une fatalité ?

La route, pourtant, tue de plus en plus. Il s'agit d'un des fléaux les plus importants de notre époque. Des familles entières disparaissent dans de terribles accidents. Dans le meilleur des cas, si l'on peut dire, on peut imaginer le triste sort des blessés graves. Dure épreuve morale pour eux-mêmes et leur entourage. Je n'insisterai pas sur le coût social que représentent pour la société de tels événements. La route, facteur de communication entre les hommes, devient source de problèmes graves. C'est pourquoi, outre l'appel à la conscience et à la responsabilité de chacun que j'adresse aujourd'hui, je tiens également à manifester ma détermination à lutter efficacement contre ceux qui, sur la route, ne respectent pas les règles élémentaires de la circulation et mettent en danger nombre des leurs.

En conséquence, il vous est demandé, mes chers collègues, de permettre l'insertion dans le code territorial de la route de la Nouvelle-Calédonie des mesures suivantes : suspension, annulation du permis de conduire et interdiction de délivrance d'un permis de conduire comme peines complémentaires pour certaines infractions qui peuvent être prononcées par les cours et les tribunaux statuant en matière correctionnelle ou de police.

Dans le projet de loi qui vous est soumis, il est question d'une seconde délibération qui a pour objet de permettre une meilleure protection de la nature, donc de l'environnement de la Nouvelle-Calédonie qui est menacé à terme, notamment par l'essor de son activité économique.

En effet, de fortes pressions sont actuellement exercées sur place et compromettent l'équilibre et le devenir écologiques du territoire. Celui-ci est voué au tourisme, et quand on sait qu'il concourt à son enrichissement et à son développement, on peut facilement estimer le formidable enjeu posé à cette région.

Cet aspect fondamental du problème ne saurait vous échapper. C'est pourquoi, et afin de réprimer les infractions commises dans les zones d'environnement protégées, il est important d'homologuer la délibération du 9 mai 1980.

Mes chers collègues, la publication de ces dispositions présente un caractère évident d'utilité. Il s'agit de sauver des vies humaines et de sauvegarder le cadre de vie de nos compatriotes d'outre-mer. Je vous propose donc d'homologuer ces deux délibérations et, en conséquence, d'adopter sans modification l'article unique de ce projet de loi comme l'a déjà fait le Sénat. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs les députés, je dois tout d'abord excuser l'absence de mon collègue M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, qui, à la dernière minute, a été empêché de rejoindre l'Assemblée et m'a donc demandé de le remplacer.

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui, et qui a déjà été voté par le Sénat le 20 octobre 1983, a pour objet, comme l'a rappelé M. le rapporteur, d'homologuer les dispositions pénales de deux délibérations prises par l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, respectivement le 12 avril 1979 et le 9 mai 1980.

Pourquoi une telle homologation est-elle nécessaire ?

Le statut de la Nouvelle-Calédonie permet à l'assemblée territoriale d'assortir les délibérations de celle-ci de peines contraventionnelles. Si l'assemblée territoriale veut édicter des peines correctionnelles ou complémentaires, elle ne peut le faire, d'une part, que dans la limite des sanctions prévues par

la législation et la réglementation métropolitaines pour le même type d'infractions, d'autre part, qu'après homologation par le Parlement.

Cela résulte de l'article 50 de la loi du 28 décembre 1976 relative à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et cette disposition législative découle de l'application de l'article 34 de la Constitution qui prévoit que la détermination des peines applicables aux délits est de la compétence exclusive du Parlement. Elle ne peut être transférée aux assemblées territoriales.

Les deux délibérations en cause sont relatives au code de la route territoriale et à la protection de l'environnement, qui sont des matières de compétence territoriale.

L'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a estimé que, pour faire respecter certaines règles qu'elle édictait, il était nécessaire que les sanctions prévues se situent au-delà des peines contraventionnelles. Elle est même allée un peu au-delà des sanctions prévues en métropole pour le genre d'infractions qu'elle entendait réprimer.

Afin de respecter le vote du Parlement sur la fixation du maximum des peines en la matière et assurer ainsi des pénalités identiques sur l'ensemble du territoire national dans le sens de l'unicité du droit pénal qui sera applicable au 1^{er} janvier 1984 en Nouvelle-Calédonie, M. le secrétaire d'Etat Georges Lemoine a demandé à l'assemblée territoriale de rectifier les délibérations en cause. Ces modifications sont intervenues par délibération du 26 août 1982 en ce qui concerne celle du 12 avril 1979 et par délibération du 2 juin 1982 en ce qui concerne celle du 9 mai 1980.

Cette « navette » explique les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas pu présenter le projet de loi d'homologation plus tôt devant le Parlement. L'homologie étant maintenant rétablie, plus rien ne s'oppose à l'adoption du projet de loi qui vous est soumis.

J'ajouterai, pour terminer, qu'il s'agit de la première application de la procédure créée par l'article 50 du statut de la Nouvelle-Calédonie. L'adoption de ce texte sera donc un précédent qui ne pourra que servir au bon fonctionnement des institutions néo-calédoniennes, en entérinant les règles édictées par l'assemblée territoriale. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, sauver des vies humaines, sauvegarder le cadre de vie, tels sont les deux objectifs du projet de loi portant homologation des dispositions pénales de deux délibérations de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. Ces objectifs positifs répondront, pour une fois, aux véritables préoccupations de nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie.

Sauver des vies humaines, c'est le but de la délibération n° 185 du 12 avril 1979, modifiant et complétant le code territorial de la route. La route, en Nouvelle-Calédonie, est devenue en raison de l'augmentation du nombre des véhicules et de leur puissance, mais aussi en raison de l'extension du réseau routier, de plus en plus meurtrière. Les accidents de la circulation sont en constante augmentation. Il est donc devenu nécessaire d'assurer dans ce territoire français d'outre-mer une dissuasion plus efficace des infractions au code de la route.

Il a été proposé de permettre l'introduction dans le code territoriale de la route de Nouvelle-Calédonie des mesures suivantes : suspension, annulation du permis de conduire et, enfin, interdiction de délivrance d'un permis de conduire.

Ces peines complémentaires sanctionnant certaines infractions, et qui pourront être prononcées par les cours et tribunaux statuant en matière correctionnelle ou de police, apparaissent réellement indispensables, et elles doivent donc compléter le code territorial de la route.

En vertu du troisième alinéa de l'article 50 du statut de la Nouvelle-Calédonie, ces dispositions introduisant des peines complémentaires doivent faire l'objet d'une homologation législative. C'est l'objet de la première partie de l'article unique du projet de loi qui nous est soumis.

Il s'agit aussi de sauvegarder le cadre de vie de la Nouvelle-Calédonie. C'est l'objectif de la délibération n° 108 du 9 mai 1980 définissant les aires de protection de l'environnement et classant les zones déjà protégées du territoire français de Nouvelle-Calédonie.

Permettre une meilleure protection de la nature dans ce paradis français du Pacifique est d'ailleurs l'une des préoccupations des élus du territoire, notamment de mes collègues et amis, Jacques Lafleur et Dick Ukeiwé.

Malheureusement, aux termes des statuts des territoires d'outre-mer, le droit de l'environnement et de la protection de la nature est de la compétence du territoire. Les lois du 22 juillet 1960, relative à la création des parcs nationaux, et du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature, ainsi que leurs textes d'application, n'ont pas été étendus à la Nouvelle-Calédonie. L'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a donc décidé d'instituer trois entités nouvelles : les réserves naturelles intégrales, les parcs nationaux, les réserves spéciales. L'institution de ces entités s'inspire des deux textes de loi du 22 juillet 1960 et du 10 juillet 1976. La délibération du 9 mai 1980 de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a édicté des dispositions pénales visant à réprimer les infractions aux dispositions protégeant le caractère des zones d'environnement protégé.

Le projet que nous examinons vise donc essentiellement à aligner les textes applicables en Calédonie sur ceux qui sont en vigueur en métropole. Nous lui sommes favorables, car il répond au souhait non seulement de la majorité de l'assemblée territoriale, mais encore de la population de Nouvelle-Calédonie qui désire bénéficier des lois de la République française, à laquelle les Néo-Calédoniens sont attachés. Dans la diversité de leurs ethnies, ils restent rassemblés dans une même volonté de continuer à vivre dans un climat de fraternité, de liberté et de progrès.

C'est d'ailleurs parce qu'ils sont attachés à la République française que les Néo-Calédoniens sont inquiets devant la politique floue et ambiguë que mène le Gouvernement, politique que j'ai eu l'occasion de dénoncer hier au cours de la séance de questions au Gouvernement. Car aujourd'hui, c'est vrai, on est inquiet en Nouvelle-Calédonie, inquiet et scandalisé que M. Cheysson ait choisi l'Australie pour évoquer, le 16 novembre dernier, la possibilité d'indépendance de ce territoire. On est inquiet aussi des propos de M. Lemoine annonçant un référendum, alors que de multiples occasions ont été et sont encore données à la population du territoire de se prononcer sur son avenir.

Pense-t-on que si les Néo-Calédoniens n'avaient pas été et ne souhaitent pas rester profondément attachés à la République française, ils auraient, au mois de septembre 1982, réélu député, avec 90 p. 100 des suffrages, Jacques Lafleur ? Pense-t-on qu'ils auraient élu au mois de mars Roger Laroque à la mairie de Nouméa et qu'au mois de septembre ils auraient élu notre ami Dick Ukeiwé au Sénat ?

Aussi, au-delà de ce texte dont nous approuvons les principes, nous voulons dire, monsieur le secrétaire d'Etat, que les Néo-Calédoniens ont la volonté de rester Français dans ce territoire français de Nouvelle-Calédonie. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. Hamel, à qui je demande de s'en tenir au texte en discussion.

M. Pierre Mauger. Il reste toujours dans le sujet.

M. le président. Comme M. Bourg-Broc ?

M. Emmanuel Hamel. Le texte qui nous est soumis vise à appliquer à la Nouvelle-Calédonie les dispositions votées par le Parlement français. Nous y voyons le signe de notre attachement, de notre fidélité, de notre fraternité avec le peuple français de Nouvelle-Calédonie.

Cela dit, nous nous associons aux propos de M. Bourg-Broc. En effet, nous avons été très inquiets et étonnés de voir, sur une terre étrangère, l'Australie, un ministre du Gouvernement de la République accepter publiquement l'idée de l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. De même, nous avons été très étonnés par la teneur du texte qui doit être prochainement soumis à l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie et qui parle d'évolution vers l'autonomie interne.

Comme l'a souligné M. Bourg-Broc — et c'est le sentiment de tous les Français de Nouvelle-Calédonie — le référendum a déjà eu lieu. Il s'est manifesté par tous les votes qui sont intervenus en 1982 et en 1983, et je trouve très inquiétant que l'on renforce l'action de l'étranger en ouvrant la perspective d'une éventuelle distension des liens entre la Nouvelle-Calédonie et la France.

Nous connaissons la stratégie des grandes puissances dans le monde où nous vivons. Nous savons à quel point il est facile à certaines puissances étrangères de favoriser sur le territoire de Nouvelle-Calédonie une propension à l'indépendance et une volonté qui ne sont pas réelles, et nous tenons à exprimer ici à nos compatriotes de Nouvelle-Calédonie notre solidarité et à affirmer solennellement que nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que ce territoire qui est français le reste ! *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. Edmond Vacant. Ça vous embête, la liberté !

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion de l'article unique du projet de loi, dans le texte du Sénat, est de droit.

Je rappelle que peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article unique.

M. le président. « Article unique. — Sont homologuées les dispositions pénales des délibérations suivantes de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances :

« — délibération n° 185 du 12 avril 1979 modifiant et complétant le code territorial de la route, modifiée par la délibération n° 216 du 26 août 1982 ;

« — délibération n° 108 du 9 mai 1980 définissant les aires de protection de l'environnement et classant les zones déjà protégées en Nouvelle-Calédonie, modifiée par la délibération n° 425 du 2 juin 1982. »

La parole est à M. le secrétaire d'Etat, chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs les députés, je note d'abord avec satisfaction que M. Hamel et M. Bourg-Broc approuvent le projet de loi qui vous est soumis.

Ils ont l'un et l'autre évoqué les déclarations de M. Cheysson et de M. Lemoine. Le prétexte, sans doute, est bien trouvé, mais je pourrais leur dire que c'est là un autre débat.

En ce qui concerne les déclarations de M. Cheysson, M. Lemoine lui-même a répondu clairement hier ici-même qu'il y avait un erreur de traduction...

M. Bruno Bourg-Broc. J'ai le texte !

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. ... et que M. Cheysson avait parlé de « l'éventualité d'une indépendance » et non pas « d'indépendance ».

M. Jean-Claude Gaudin. Il aurait mieux fait de se taire !

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Quant aux déclarations de M. Lemoine, l'idée qui les sous-tend est que le nouveau statut, qui va ouvrir une nouvelle phase pour la Nouvelle-Calédonie, doit entraîner certaines évolutions.

Le renouvellement de l'assemblée territoriale doit intervenir, vous le savez, en 1984. La logique voudrait donc que le nouveau statut d'autonomie interne vive, en quelque sorte, le temps du mandat normal de cette assemblée, c'est-à-dire cinq années. C'est pourquoi, et je vous demande de replacer ces propos dans leur contexte, M. Lemoine a parlé de la possibilité de l'exercice du droit à l'autodétermination en 1989.

J'ajoute, et je m'étonne que l'on n'y ait pas fait allusion, que le projet de statut de large autonomie interne pour le territoire de la Nouvelle-Calédonie s'inspire des grands principes reconnus par l'ensemble des forces politiques lors de la table ronde qui s'est tenue à Nainville-les-Roches au mois de juillet dernier et qui rassemblait le R.P.C.R., le front indépendantiste, le F.N.S.C. et les chefs coutumiers.

Je rappelle quelques-uns des principes essentiels de ce statut : reconnaissance de la légitimité du peuple canaque, premier occupant du territoire ; nécessité d'assurer le développement économique, social et culturel du territoire dans la paix sociale et dans la reconnaissance mutuelle des communautés ethniques qui le composent ; réaffirmation du droit à l'autodétermination prévu par notre Constitution.

Je suis donc très étonné que l'on mette en cause les propos du secrétaire d'Etat chargé des départements et des territoires d'outre-mer alors même qu'ils ne font que traduire — je pourrais presque dire mot pour mot — le consensus qui s'est manifesté en juillet dernier de la part de la quasi-totalité des forces politiques en présence.

M. le président. La parole est à M. Bourg-Broc, pour expliquer son vote.

Je rappelle que nous examinons le projet de loi portant homologation de dispositions pénales ayant trait au code de la route et à la protection de l'environnement.

M. Bruno Bourg-Broc. Je confirme que nous approuvons le texte qui nous est soumis pour les raisons que j'ai énoncées tout à l'heure.

Selon M. le secrétaire d'Etat, les propos de M. Cheysson auraient fait l'objet d'une erreur de traduction. Or j'ai sous les yeux le texte intégral de la conférence de presse que M. Cheysson a tenue en anglais à Canberra le 16 novembre. En réponse à une question de M. Collin Brammal, du journal *Canberra Times*, il a notamment déclaré...

M. le président. Monsieur Bourg-Broc, je sais bien que tout est en tout et que l'on peut dire n'importe quoi, mais quand même !...

M. Bruno Bourg-Broc. ... — je vous prie d'excuser ma prononciation — « *the choice can bear on independence* »...

M. le président. Je ne comprends pas l'anglais, monsieur Bourg-Broc.

M. Bruno Bourg-Broc. ... c'est-à-dire : « Le choix peut porter sur l'indépendance ».

Je tiens le texte intégral de la déclaration de M. Cheysson à la disposition de nos collègues. Il n'y a pas d'erreur de traduction. Les propos qui ont été rapportés sont bien ceux qu'il a tenus le 16 novembre.

M. Jean-Claude Gaudin. Et voilà !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article unique du projet de loi.

(L'article unique du projet de loi est adopté.)

— 4 —

MODIFICATION DU CODE DE LA NATIONALITE FRANÇAISE ET DU CODE ELECTORAL

ABROGATION DE L'ARTICLE L. O. 128 DU CODE ELECTORAL

Discussion d'un projet de loi et d'un projet de loi organique adoptés par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion :

— du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant le code de la nationalité française et le code électoral et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française (n° 1779, 1806) ;

— et du projet de loi organique, adopté par le Sénat, abrogeant l'article L. O 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française (n° 1778, 1805).

La conférence des présidents a décidé que ces deux textes donneraient lieu à une discussion générale commune.

La parole est à M. René Rouquet, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, pour les deux projets.

M. René Rouquet, rapporteur. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat chargé de la mer, mes chers collègues, l'Assemblée nationale est saisie de deux projets de loi qui ont le même objet : supprimer la seule incapacité qui frappe encore les Français naturalisés par décret, l'inéligibilité à des mandats de nature politique.

Le caractère organique des dispositions qui régissent l'éligibilité à la Présidence de la République, à l'Assemblée nationale et dans le collège qui désigne les sénateurs représentant les Français de l'étranger a conduit le Gouvernement à déposer deux projets de loi distincts : un projet de loi ordinaire et un projet de loi organique.

Le projet de loi ordinaire fixe les principes de la réforme ; le projet de loi organique en tire les conséquences. C'est pourquoi il paraît préférable de les examiner conjointement.

Il s'agit donc de faire disparaître la dernière incapacité réduisant le droit des personnes qui acquièrent la nationalité française par naturalisation, et donc de permettre une complète assimilation des Français naturalisés aux autres catégories de Français. Ainsi, le principe selon lequel les naturalisés jouissent des mêmes droits que les Français d'origine ne connaîtra plus d'exception.

Cette réforme est l'aboutissement de l'évolution constante, amorcée ces dernières années, en faveur de la suppression des incapacités subies par les naturalisés.

Rappelons que les textes limitant les droits des naturalisés ont été introduits dans notre droit de la fin du XIX^e siècle à la Seconde Guerre mondiale, période où l'on considérait qu'il n'était pas souhaitable d'intégrer trop rapidement les naturalisés à la communauté française.

Ainsi, la loi de 1889 les frappe d'inéligibilité au Parlement pendant dix ans. Cette inéligibilité a été étendue à tous les mandats électifs par une loi de 1927. Une loi de 1934 leur interdit l'accès, pendant dix ans, à certaines fonctions publiques et un décret-loi de 1938 leur a supprimé le droit de vote pendant cinq ans. Le code de la nationalité de 1945 atténue quelque peu la rigueur de ces mesures, car il rend possible la dispense de ces incapacités.

La loi du 22 décembre 1961, qui élargit le système des dispenses, marque le début de l'extension des droits des naturalisés. Cependant, c'est la refonte complète du code de la nationalité opérée par la loi du 9 janvier 1973 qui fait franchir à notre législation un pas important en supprimant certaines incapacités, notamment l'interdiction du droit de vote pendant cinq ans.

Malgré les efforts déployés par notre commission des lois, le Gouvernement s'est, à l'époque, opposé à la disparition complète des incapacités.

En 1976, la commission des lois de l'Assemblée nationale réaffirme la même volonté à l'occasion de l'examen en commission d'un projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la nationalité, texte qui ne fut jamais discuté en séance publique.

M. Edmond Vacant. Eh oui !

M. René Rouquet, rapporteur. La loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public constitue une étape très importante vers l'assimilation complète des naturalisés aux Français d'origine. En effet, l'article 53-IV de ce texte abroge toutes les dispositions législatives ou réglementaires qui frappent d'incapacité temporaire les personnes ayant acquis la nationalité française et ne laisse subsister que l'article 81 du code de la nationalité. Ainsi, la seule incapacité que subissent actuellement les naturalisés est celle édictée par cet article, c'est-à-dire l'inéligibilité pendant dix ans à des mandats de nature politique.

A l'occasion du vote par notre assemblée, le 27 juin 1983, d'un projet de loi autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, le régime des incapacités des naturalisés est de nouveau remis en question par notre collègue Mme Paulette Nevoux, rapporteur au nom de la commission des affaires étrangères.

En effet, l'article 7 de cette convention, prévoit que les états signataires doivent prendre des mesures appropriées pour éliminer les discriminations à l'égard des femmes dans la vie politique et publique et leur assurer le droit de voter et d'être éligibles dans les mêmes conditions que les hommes.

L'article L. O. 128 du code électoral est alors apparu en contradiction avec cette convention, car il stipule que les étrangers naturalisés ne sont éligibles qu'à l'expiration d'un délai de dix ans à compter du décret de naturalisation, et que les femmes qui ont acquis la nationalité française par mariage ne sont éligibles qu'à compter de la date à laquelle cette acquisition ne peut plus faire l'objet d'opposition.

Cette disposition aurait dû être modifiée lors du vote de la loi du 9 janvier 1973 dont l'article 37-1 permet aux hommes d'acquérir la nationalité française par mariage, alors qu'auparavant cette possibilité était réservée aux femmes.

Ainsi le Gouvernement s'est-il engagé devant notre assemblée à déposer un projet de loi visant à rendre le régime de l'éligibilité des étrangers ayant acquis la nationalité française par mariage identique pour les hommes et pour les femmes. Il a tenu sa promesse, et il est même allé au-delà, en déposant les deux textes que nous examinons aujourd'hui.

La réforme qu'ils opèrent est nécessaire, car il est impossible de laisser subsister dans notre législation des dispositions aussi discriminatoires et contraires au principe de l'égalité civile.

En effet, le système en vigueur maintient une différence sans fondement juridique : les hommes qui ont acquis la nationalité française par mariage ne subissent aucune inéligibilité, alors que ceux qui l'ont acquise par décret sont inéligibles pendant dix ans à des fonctions politiques.

Cette différence est d'autant plus choquante que l'acquisition de la nationalité française par décret offre plus de garanties que les autres modes d'acquisition.

M. Edmond Vacant. C'est exact !

M. René Rouquet, rapporteur. Ce régime juridique est discriminatoire à l'égard des femmes qui acquièrent la nationalité française par mariage et sont frappées d'inéligibilité pendant dix ans, alors que les hommes devenus français dans les mêmes conditions sont éligibles.

Enfin, le régime actuel des incapacités frappant les naturalisés est contraire au principe de l'égalité civile qui exige que tous les Français jouissent des mêmes droits et, il ne permet pas l'assimilation complète aux autres catégories de Français des nouveaux naturalisés. On sait pourtant combien ces derniers ont le vif désir d'être Français à part entière et de remplir toutes leurs obligations.

En contrepartie, nous leur devons tous leurs droits.

Le rapporteur, représentant d'une circonscription qui compte, notamment, de nombreux citoyens d'origine arménienne, connaît l'ardent désir de ceux-ci, lorsqu'ils ont obtenu notre nationalité, de servir loyalement et fidèlement notre pays. Il est donc juste qu'ils ne soient pas affectés par une incapacité qui voudrait leur rappeler qu'ils ne sont pas encore tout à fait des nôtres.

Accordons-leur totalement confiance, car nous savons qu'ils la méritent largement, et qu'ils ont hâte de nous prouver la leur.

Le Sénat, en première lecture, a adopté à l'unanimité ces deux projets de loi, et n'a introduit qu'une seule modification, qui concerne la rédaction de l'article 80 du code de la nationalité française. Le Sénat a considéré qu'il était utile de préciser que la personne qui a acquis la nationalité française est tenue à toutes les obligations attachées à la qualité de Français. Il a estimé que l'allusion aux obligations, comme corollaires des droits conférés aux naturalisés, avait une valeur pédagogique.

La commission n'a pas vu d'obstacle à la nouvelle rédaction de l'article 80. Aussi, sous le bénéfice de ces observations, vous propose-t-elle d'adopter les deux textes qui vous sont soumis dans la rédaction du Sénat. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, les deux projets de loi que le Gouvernement a l'honneur de vous présenter aujourd'hui traitent de la dernière incapacité en matière électorale qui subsiste à l'encontre des Français récemment naturalisés.

En effet, ainsi que vient de le dire le rapporteur, M. Rouquet, pour les mandats de conseiller municipal et de conseiller général, l'article 81 du code de la nationalité française établit une incapacité de dix ans à partir du décret de naturalisation, avec toutefois deux exceptions : une dispense générale en faveur des naturalisés originaires des Etats francophones, lorsqu'ils sont naturalisés sans condition de stage ; des dispenses individuelles accordées par décret, sur avis conforme du Conseil d'Etat, en faveur des naturalisés qui ont rendu des services importants ou dont l'activité professionnelle présente un intérêt particulier.

Pour les mandats parlementaires et pour l'élection présidentielle, la loi organique institue une même incapacité de dix ans à partir du décret de naturalisation, sous réserve des dispenses déjà indiquées.

Ces incapacités électorales pour les Français récemment naturalisés ont varié suivant les époques.

Je rappellerai simplement que, depuis la loi du 26 juin 1889 jusqu'à l'ordonnance du 19 octobre 1945, on assiste à un renforcement de ces incapacités.

L'incapacité temporaire fixée à dix ans a été étendue à tous les mandats électifs, puis à l'accès à toutes les fonctions publiques, aux offices ministériels et à la profession d'avocat. Le décret-loi du 12 novembre 1938 a même enlevé le droit de vote pendant cinq ans aux Français naturalisés.

Par contre, dès la fin de la guerre, on a assisté à une libéralisation progressive de ce régime d'incapacité.

Ainsi le nouveau code de la nationalité de 1945 diminue-t-il la durée de l'incapacité opposable aux naturalisés pour l'accès aux fonctions publiques. En 1961, une loi du 22 décembre prévoit des dispenses d'incapacité, notamment pour ceux qui ont accompli leur service militaire. La loi du 9 janvier 1973, tout en réalisant une réforme importante du droit de la nationalité, a supprimé l'interdiction du droit de vote. Enfin, la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public n'a maintenu que l'incapacité à être investi de mandats électifs pendant dix années.

Parallèlement, en 1976, le Gouvernement avait déposé deux projets de loi visant à limiter à cinq ans la durée d'incapacité pour les mandats électifs locaux et à rétablir une égalité de traitement entre les personnes qui ont acquis la nationalité par naturalisation et celles qui l'ont acquise par mariage. Ces textes ont été votés par le Sénat, mais comme l'a souligné M. le rapporteur, ne sont jamais venus en discussion devant l'Assemblée nationale.

M. Pierre Mauger. Cela prouve qu'ils étaient mauvais !

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Un élément nouveau est apparu depuis que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une convention sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'égard des femmes.

En effet, l'article 7 de cette convention prévoit que les Etats doivent prendre les mesures appropriées pour éliminer les discriminations à l'égard des femmes dans la vie politique et publique et leur assurer le droit de voter et d'être éligible dans des conditions d'égalité avec les hommes.

Il apparaît donc que l'article L. O. 128 du code électoral, qui soumet les femmes ayant acquis la nationalité française par mariage à une incapacité de dix ans pour l'accès aux mandats parlementaires, est en contradiction avec la convention.

Lors du vote de la loi du 1^{er} juillet 1983, qui autorisait la ratification de la convention, le Gouvernement a dû maintenir la réserve qu'il avait formulée à l'article 7, mais il s'est engagé devant votre assemblée à déposer prochainement un projet de texte « afin que les règles de l'éligibilité des personnes qui ont

acquis la nationalité française par mariage deviennent égales pour les hommes et les femmes ».

En définitive, le régime actuel des incapacités créées à l'acquisition de la nationalité française est illogique à double titre.

Pour les mandats locaux, il soumet le naturalisé à une incapacité de dix ans, alors que ceux qui ont acquis la nationalité par le mariage sont immédiatement éligibles. Pourtant, la procédure de naturalisation par décret, pris après une enquête approfondie, présente de bien meilleures garanties de bonne insertion du bénéficiaire dans la communauté française.

De même, pour les mandats parlementaires et présidentiel, l'incapacité de dix ans, opposable aux Français naturalisés, l'est aussi aux femmes ayant acquis la nationalité française par mariage, alors qu'elle ne l'est pas aux hommes qui ont épousé une Française. Cette disposition s'explique par le fait qu'avant la réforme du code de la nationalité en 1973, seules les femmes pouvaient acquérir notre nationalité par le mariage.

A la suite d'échanges de vues entre le ministère de l'intérieur et la chancellerie, il est apparu que les incapacités électorales liées à l'acquisition de la nationalité française étaient anachroniques et peu conformes aux principes généraux du droit.

On peut en effet difficilement admettre qu'il existe deux catégories de Français qui ne jouissent pas des mêmes droits politiques : les Français de souche et les Français naturalisés. On peut même s'interroger sur la validité juridique de cette distinction.

Cette différence de traitement apparaît encore plus choquante lorsqu'on est maire et que l'on connaît bien ces naturalisés qui ont choisi de leur plein gré la France comme patrie et qui sont soucieux — peut-être plus que d'autres — de remplir leur devoir de citoyen.

Il est légitime de leur donner tous leurs droits afin qu'ils soient Français à part entière dès la date d'effet de leur naturalisation.

C'est pourquoi il vous est proposé de supprimer purement et simplement les incapacités électorales liées à l'acquisition de la nationalité française.

Du fait du caractère organique de certaines dispositions, le Gouvernement a dû préparer deux projets de loi distincts.

Et d'abord un projet de loi abrogeant les articles 81 à 83 du code de la nationalité qui traitent des incapacités en cause, la rédaction de l'article 80 étant modifiée en conséquence.

Ce projet de loi comprend en outre des mesures d'ordre : abrogation des articles L. 4, L. 197 et L. 198 du code électoral, qui font référence aux incapacités inscrites dans le code de la nationalité ; modifications de forme apportées à l'article L. 233 du code électoral et aux lois relatives à l'élection à l'assemblée de Corse et à l'élection des conseils régionaux d'outre-mer, pour tenir compte des abrogations précitées ; modifications, pour les mêmes raisons, de l'article 53 de la loi du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

Lors de son examen par le Sénat, le 2 novembre dernier, l'article 1^{er} a été amendé, de façon qu'y figurent non seulement les droits attachés à la qualité de Français mais également les obligations. Le Gouvernement a accepté cette proposition.

Ensuite, il vous est proposé un projet de loi organique abrogeant l'article L. O. 128 du code électoral et la référence à cet article figurant dans l'article 3-11 de la loi du 6 novembre 1982 relative à l'élection du Président de la République.

De plus, la même référence est supprimée à l'article 2 de la loi organique du 17 juin 1983 relative à la représentation à l'Assemblée des Français établis hors de France.

Si ces deux textes recueillent votre approbation, il sera mis un point final à une évolution qui, depuis la Libération, a tendu régulièrement à restreindre le champ des incapacités opposables, dans divers domaines, à ceux qui n'étaient pas Français de naissance. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Dans la discussion générale commune aux deux projets de loi, la parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, ces projets de loi tendent à supprimer la dernière incapacité qui reste attachée à l'acquisition de la nationalité française : l'inéligibilité, en matière électorale, pendant les dix années qui suivent le décret de naturalisation.

Le groupe U.D.F. ne votera pas ces textes.

D'abord, parce que les dispositions actuelles prévoient la possibilité, dans des cas exceptionnels, d'accorder des dispenses individuelles, par décret, sur avis conforme du Conseil d'Etat, en faveur des naturalisés ayant rendu des services importants.

Ceux qui ont versé leur sang pour notre pays, ceux qui ont rendu des services particulièrement éminents peuvent ainsi, à titre exceptionnel, en quelque sorte, devenir éligibles au moment même où ils obtiennent la nationalité française.

Faut-il étendre à tous les autres naturalisés cette possibilité d'être éligibles dès leur naturalisation ? Nous pensons que non.

Ce faisant, nous ne manquons pas au respect des droits de l'homme. Nous sommes prêts à accueillir dans la communauté française les étrangers qui n'ont pas encore le privilège d'en faire partie et qui sont estimés dignes d'y entrer.

Cela dit, le fait d'être un élu implique une lourde responsabilité, oblige à des choix qui supposent la connaissance de notre longue histoire, si souvent tragique, si souvent tourmentée.

C'est pourquoi, quels que soient les arguments juridiques, l'idée que nous nous faisons de la patrie et de la communauté française nous interdit d'admettre que, le lendemain même de la parution du décret de naturalisation, on puisse être éligible, non seulement à des mandats locaux, à des responsabilités parlementaires, mais encore à la fonction suprême de Président de la République.

La France est une communauté si chargée d'histoire, en deux mille ans de souffrances, de gloires et de divisions, c'est un pays qui a connu au cours des siècles tant de menaces que tout élu se doit d'avoir au cœur et dans l'esprit le sentiment des périls qui pèsent sur une patrie. C'est pourquoi nous estimons raisonnable que les personnes ayant acquis la nationalité française par naturalisation ne puissent, avant un certain nombre d'années, briguer l'honneur et la charge d'un mandat qui conduit à exercer une influence sur les destinées d'une commune, sur les destinées d'un département, et plus encore sur les destinées de la patrie.

Nous savons très bien que la dénatalité française a pour conséquence d'accélérer le mouvement de naturalisation, mais nous ne pouvons admettre que, le lendemain même du jour où l'on a acquis la nationalité française, on puisse être éligible. Le délai de dix ans est utile. Ne le supprimons pas. C'est la sagesse. Aussi nous ne voterons pas ces textes.

M. le président. La parole est à M. Foyer.

M. Jean Foyer. Mes chers collègues, malgré la sympathie que je porte à M. Hamel, il me serait difficile d'adopter son point de vue dans le présent débat.

En effet, en 1972, j'ai été le rapporteur, au nom de la commission des lois, du projet de réforme du code de la nationalité française et je crois qu'il n'est pas excessivement prétentieux de ma part de rappeler que je l'ai réécrit de ma plume à peu près intégralement.

Au nombre des innovations que j'avais proposées et que la commission des lois avait fait siennes, figurait un amendement qui tendait à la suppression de toutes les incapacités frappant les naturalisés.

Il faut dire que nous étions dans une situation qui était devenue tout à fait paradoxale. Le droit français, dans ce domaine, a suivi, en effet, une évolution sinusoidale curieuse.

L'ancienne monarchie ne manifestait aucune espèce de sentiment xénophobe. Elle l'a marqué par le fait qu'un Italien, Mazarin, a été Premier ministre ; qu'un Suisse, Necker, l'a été de fait sinon de droit, avec le titre de directeur général des finances puis de ministre des finances ; qu'un grand nombre d'étrangers ont exercé des commandements sans avoir été naturalisés français...

M. André Tourné. Sans compter les impératrices heureuses et malheureuses !

M. Jean Foyer. C'est différent, elles devenaient françaises par le mariage.

M. le président. Le code ne le disait pas ! (Sourires.)

M. Jean Foyer. ... que Cassini a été directeur de l'Observatoire ; que Lulli a été directeur de l'Opéra, et j'en passe.

A partir du début du XIX^e siècle, on est devenu beaucoup plus nationaliste. Puis on l'est devenu tout à fait, à partir de la grande loi de juillet 1889 qui avait refondu les dispositions du code civil sur la nationalité...

M. Emmanuel Hamel. C'était la grande époque de la République !

M. Jean Foyer. ... et l'on s'est mis à imposer aux Français qui l'étaient devenus au cours de leur existence toute une série d'incapacités politiques, électorales, professionnelles. C'est là où nous en étions en 1972.

Sur certains points, ces incapacités aboutissaient à des situations absurdes, et je pense en particulier aux incapacités d'ordre professionnel. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Rome et la mise en application des clauses du traité concernant la liberté d'établissement, il se trouvait que, sur le territoire de la République française, les Allemands, les Belges, les Néerlandais, les Italiens, puis les Britanniques pouvaient exercer des activités, bien qu'ils restassent étrangers, qui étaient interdites à des Français, parce que ceux-ci l'étaient devenus dans un temps récent.

Ces situations étaient tout à fait contradictoires et, en définitive, la commission des lois avait estimé préférable de faire

disparaître toutes ces anciennes dispositions. Mais le Gouvernement, à l'époque, avait estimé qu'il serait trop brutal de les supprimer toutes d'un coup.

On a rappelé, il y a quelques instants, dans quelles conditions les diverses suppressions sont intervenues. En définitive, il ne restait plus qu'une seule incapacité: l'inéligibilité. Je dirai que c'est celle qui pose le moins de problèmes. Car en quoi consiste l'éligibilité? Elle consiste à permettre à une personne de solliciter les suffrages du corps électoral; mais pour qu'elle soit élue, encore faut-il que la majorité des voix se prononce sur son nom.

Finalement, toutes les inéligibilités qui ne sont pas fondées sur l'idée d'indignité d'exercer certaines charges publiques ou certains mandats publics, qui frappe la personne qui a commis certains actes, sont en réalité des restrictions à la liberté de choix du suffrage universel, et elles n'ont en général guère de justification, ou même pas de justification du tout.

M. Emmanuel Aubert. Très bien!

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

La discussion générale commune est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles des deux projets de loi, dans le texte du Sénat, est de droit.

Je rappelle que peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

MODIFICATION DU CODE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE ET DU CODE ÉLECTORAL

M. le président. Nous abordons, en premier lieu, l'examen des articles du projet de loi modifiant le code de la nationalité française et le code électoral, et supprimant les incapacités temporaires frappant les personnes ayant acquis la nationalité française.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article 80 du code de la nationalité française est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 80. — La personne qui a acquis la nationalité française jouit de tous les droits et est tenue à toutes les obligations attachés à la qualité de Français, à dater du jour de cette acquisition. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

M. Emmanuel Hamel. Nous votons contre l'article 1^{er} et contre les articles suivants.

M. Pierre Mauger. Je vote contre également!

(L'article 1^{er} est adopté.)

Articles 2 à 7.

M. le président. « Art. 2. — Sont abrogés les articles 81 à 83 inclus du code de la nationalité française. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 2.

(L'article 2 est adopté.)

« Art. 3. — Sont abrogés les articles L. 4, L. 197 et L. 198 du code électoral. » — (Adopté.)

« Art. 4. — L'article L. 233 du code électoral est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. L. 233. — Les dispositions des articles L. 199 et L. 201 à L. 203 sont applicables. » — (Adopté.)

« Art. 5. — Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi n° 82-214 du 2 mars 1982 portant statut particulier de la région de Corse : organisation administrative, est modifié ainsi qu'il suit :

« Les articles L. 194-1 et L. 199 à L. 203 du code électoral sont applicables à l'élection des membres de l'Assemblée. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Le dernier alinéa de l'article 13 de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est modifié ainsi qu'il suit :

« Les articles L. 194, L. 194-1 et L. 199 à L. 203 du code électoral sont applicables à l'élection des membres du conseil régional. » — (Adopté.)

« Art. 7. — Le paragraphe IV de l'article 53 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public est modifié ainsi qu'il suit :

« Sont abrogées toutes dispositions qui frappent d'incapacités temporaires la personne ayant acquis la nationalité française. » — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

ABROGATION DE L'ARTICLE L.O. 128 DU CODE ÉLECTORAL

M. le président. Nous en arrivons à l'examen des articles du projet de loi organique abrogeant l'article L.O. 128 du code électoral, relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française.

Articles 1^{er} à 3.

M. le président. « Art. 1^{er}. — L'article L.O. 128 du code électoral est abrogé. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

« Art. 2. — Au II de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, la phrase : « L'article L.O. 128 du même code est applicable », est supprimée. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Au premier alinéa de l'article 2 de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative à la représentation au Sénat des Français établis hors de France, les mots : « des articles L.O. 128 à L.O. 130-1 » sont remplacés par les mots : « des articles L.O. 129 à L.O. 130-1 ». — (Adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi organique.

Je suis saisi par le groupe socialiste d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans le Palais.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants	391
Nombre de suffrages exprimés	391
Majorité absolue	196
Pour l'adoption	333
Contre	58

L'Assemblée nationale a adopté. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

— 5 —

INTERETS MARITIMES ET COMMERCIAUX DE LA FRANCE

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France (n° 1795, 1800).

La parole est à M. Jean Lacombe, rapporteur de la commission de la production et des échanges.

M. Jean Lacombe, rapporteur. Mes chers collègues, le projet de loi qui vous est soumis a été adopté par le Sénat le 9 novembre 1983. Il a pour objet de doter la France, non seulement la France métropolitaine mais aussi la France d'outre-mer, de moyens d'intervention en cas d'atteinte à ses intérêts maritimes et commerciaux.

Il s'inscrit dans la perspective communautaire qui tend à mettre un terme au désordre croissant des relations maritimes internationales et aux menaces qui pèsent sur notre pavillon. Il abroge l'article 20 du code des douanes, texte insuffisamment précis et complet pour être efficace, mais seul moyen juridique à notre disposition aujourd'hui.

En effet, cet article ne permet pas à l'Etat français de prendre des mesures lorsqu'il est porté atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie. Il ne vise que les cas où les discriminations ne s'exercent qu'à l'égard des navires battant pavillon français, alors que les navires peuvent être loués et que bien d'autres cas de discrimination peuvent se présenter.

L'article 20 du code des douanes ne permet pas d'agir conjointement avec les pays de la Communauté économique européenne, qui ont tous, à l'exception de la Belgique, adopté des

textes équivalents à celui qui vous est proposé. De la même manière, il ne permet pas de sanctionner le non-respect d'engagements internationaux. En outre, les mesures de rétorsion qu'il autorise sont formulées en termes très généraux. Enfin, et c'est son plus grand défaut, cet article introduit la procédure du décret en conseil des ministres, trop lourde pour être efficace; elle n'a d'ailleurs été utilisée qu'une seule fois.

Par ailleurs, la loi du 16 juillet 1980 ne permet pas d'intervenir efficacement contre les pratiques discriminatoires. Elle permet seulement de sanctionner la communication de documents à des personnes physiques ou morales étrangères, à l'exclusion de tout autre comportement qui se traduirait par une participation à la mise en œuvre de mesures restrictives.

La situation de notre flotte nécessite un dispositif national de défense contre les pratiques commerciales déloyales.

Comme celles des autres pays occidentaux, notre flotte est particulièrement touchée à un moment où elle est l'objet d'un intense effort de restructuration et de modernisation, qui se traduit, évidemment, par des amortissements élevés. Notre pavillon doit faire face de surcroît à la régression du trafic pétrolier. Par ailleurs, sa spécialisation dans le transport de marchandises générales le rend plus vulnérable.

Si l'on tient compte également du statut social très favorable des marins, on voit que les conditions sont réunies pour que nous subissions les assauts des pavillons de complaisance.

M. Marc Lauriol. Oh oui !

M. Jean Lacombe, rapporteur. Si nous ne prenions pas des dispositions nationales, cela se traduirait par un déficit plus élevé encore de notre balance des transports maritimes, alors que celui-ci a atteint 2,1 milliards de francs en 1982. Cela se traduirait également par la mise en cause de la sécurité de nos approvisionnements et du développement de notre commerce extérieur. L'expérience de la République fédérale d'Allemagne et celle de la Grande-Bretagne, où de nombreux armements ont disparu, illustrent parfaitement ce que je viens de dire.

Ces dispositions nationales sont d'autant plus nécessaires que l'on peut douter de l'assainissement des relations maritimes internationales. En effet, l'entrée en vigueur, le 6 octobre dernier, du code de conduite des conférences maritimes, après la signature, le 6 avril 1974, de la convention, n'assainira pas la situation, le contexte ayant profondément changé depuis.

On observe d'ailleurs un affaiblissement très net du système conférentiel, du fait du développement de nombreux accords bilatéraux mais aussi du fait de la non-ratification de ce code par d'importantes puissances maritimes, dont les Etats-Unis; au demeurant, si ce code a été ratifié par d'autres pays, il a fait l'objet de telles réserves que sa portée ne peut qu'être très limitée.

En outre, cette convention laisse planer de nombreuses incertitudes en ce qui concerne son contenu.

Il est donc impératif qu'une coordination des politiques des Etats membres de la C.E.E. s'instaure, non seulement dans les domaines non couverts par le code de conduite des conférences ou par les accords bilatéraux, mais aussi afin de faire face à des pratiques déloyales ou à des mesures discriminatoires, y compris par des mesures de rétorsion contre des compagnies appartenant à des Etats ayant ratifié les conventions.

Sans cette coordination des Etats membres de la C.E.E., toute action isolée de la France aurait des résultats opposés à l'objectif poursuivi, pour des raisons évidentes.

La démarche communautaire dans le sens d'une meilleure coordination des politiques des Etats a eu pour point de départ une décision du Conseil des ministres du 13 septembre 1977 instituant une procédure de consultation entre les Etats membres et des pays tiers sur les actions relatives aux transports maritimes conduites au sein des organisations internationales.

Cette première étape a été suivie de la décision, en date du 19 septembre 1978, invitant les Etats membres à mettre en place un système leur permettant de recueillir des informations sur les flottes des pays tiers dont les pratiques apparaissent préjudiciables. Elle donne également au Conseil la possibilité de décider que les Etats membres appliqueront conjointement à l'égard des flottes faisant difficulté des contre-mesures adéquates faisant partie de leur législation nationale.

Cette décision a été récemment complétée, le 7 juin dernier. Au cours de cette réunion du Conseil des Communautés, la France a également proposé que la Commission élabore un projet de règlement relatif à la défense contre les pratiques déloyales des compagnies maritimes des Etats non membres de la C.E.E.

Cette riposte communautaire est la conséquence de la crise internationale des transports maritimes qui exacerbe la concurrence déloyale. Cette crise est liée au ralentissement des échanges maritimes internationaux et à l'augmentation de la capacité de transport de la flotte mondiale.

La conséquence de cette situation est la baisse des taux de fret ainsi qu'un renforcement des pressions exercées par les Etats pour tenter d'assurer à leurs armements un volume de trafic suffisant pour maintenir leur flotte en activité.

L'autre facteur désabilisant pour l'activité de transport maritime est la volonté des pays de l'Est et des pays en voie de développement d'être présents dans un domaine où régnaient jusqu'à présent les Occidentaux.

Au regard des perspectives qu'offre une riposte communautaire, la France a accumulé un retard certain dans l'adaptation de sa législation, alors que tous les pays de la C.E.E. — à l'exception de la Belgique, qui va cependant bientôt procéder à cette modification — ainsi que le Japon, se sont dotés de moyens juridiques permettant de répliquer de manière complète et efficace à toute atteinte à leurs intérêts maritimes et commerciaux.

Le projet de loi qui nous est soumis tend à combler ce retard. Il s'inspire très largement des législations des Etats membres de la C.E.E.

Il définit à l'article 2, de manière détaillée, les différentes mesures ou pratiques, mises en œuvre par les autorités publiques ou les entreprises ressortissant d'un Etat étranger, qui portent atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de notre pays. En effet, on constate actuellement un accroissement sensible du nombre des pays dans lesquels le secteur maritime est contrôlé par l'Etat.

L'article 3 énumère les dispositions susceptibles d'être prises en vue de prévenir, de réduire ou de supprimer les effets des mesures précédemment définies.

Ces dispositions sont de deux ordres : possibilité de soumettre à autorisation ou à interdiction les opérations de chargement ou de déchargement des marchandises par des entreprises ou pour le compte des entreprises ressortissant des Etats concernés; possibilité de soumettre à ces mêmes dispositions les opérations d'affrètement par les entreprises françaises de navires de ces pays et les opérations de frètement de navires français aux entreprises ressortissant de ces Etats.

La commission de la production vous propose, mes chers collègues, d'améliorer la rédaction de cet article en incluant dans son champ d'application toutes les catégories de navires, quel que soit le lien juridique qui les rattache à l'Etat ayant pris des mesures discriminatoires.

Le respect de ces dispositions est assuré par l'édition de sanctions pénales, les tribunaux compétents étant les tribunaux correctionnels. Le constat des infractions est assuré par les officiers et agents de police judiciaire, par les agents des douanes et par certains personnels des affaires maritimes.

Le projet de loi propose également, à l'article 4, l'application de prélèvements financiers importants dont l'assiette est constituée soit par le volume des navires, soit par la valeur des marchandises transportées. Les modalités de mise en œuvre de cet article sont précisées à l'article 8.

La commission vous propose d'adopter un article additionnel après l'article 4 insérant dans le projet de loi un type de contre-mesures répondant à deux objectifs.

Celui de mettre en œuvre des mesures de rétorsion d'un niveau moins élevé que celles prévues aux articles 3 et 4, afin que leur effet dissuasif joue pleinement.

Celui de porter remède à l'apparition récente de situations non prévues par le projet de loi et qui peuvent porter atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France.

L'amendement n° 5 offre ainsi la possibilité d'interdire à toute personne d'apporter son concours à la mise en œuvre de mesures restrictives.

Le présent projet de loi réaffirme à l'article 9 que le dispositif est applicable sous réserve des traités et accords internationaux qui lient la France et, en particulier, des traités instituant les Communautés européennes. Cela confirme la volonté du Gouvernement de coordonner le dispositif national avec celui des Etats membres de la Communauté économique européenne.

Enfin, à l'article 11, du fait de l'abrogation, par l'article 10, de l'article 20 du code des douanes, il a paru opportun à la commission, d'une part, de prévoir explicitement que la procédure de consultation des professionnels concernés sera déterminée par décret en Conseil d'Etat; d'autre part, de confier également à un décret en Conseil d'Etat le soin de fixer les modalités d'application des articles 3, 4 et 4 bis, qui définissent les contre-mesures auxquelles s'exposent les personnes concernées par le projet de loi.

Au bénéfice de ces observations et sous réserve de l'adoption de ces amendements, la commission de la production et des échanges vous demande, mes chers collègues, d'adopter le projet de loi relatif aux mesures pouvant être prises en cas d'atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France,

qu'il s'agisse, je le répète, de la France métropolitaine ou de la France d'outre-mer. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, l'économie mondiale est de plus en plus tributaire des transports maritimes et c'est ce qui explique, sans doute, que cette activité fasse l'objet de multiples initiatives fondées sur les actions unilatérales de certains Etats.

Afin d'assurer à leur flotte de commerce une part importante du marché, ces Etats ont adopté des mesures préoccupantes qui entravent la liberté du commerce maritime.

Cela s'explique en partie par le contexte actuel du transport maritime, ainsi que l'a rappelé, à juste titre, le rapporteur, M. Jean Lacombe. La crise économique mondiale que nous subissons depuis près de dix années a eu de profondes répercussions sur le transport maritime.

Depuis plusieurs années, en effet, il y a divergence entre l'évolution des échanges internationaux et celle des flottes. Pour la quatrième fois depuis 1975, et pour la troisième année consécutive, le volume des transports maritimes a connu une régression en termes réels en 1982. L'année 1983 n'a pas, pour l'instant, enregistré d'amélioration. De la même temps, la flotte mondiale a continué de s'accroître, de façon ralentie, certes, mais réelle, pour atteindre, à la fin de 1982, près de 390 millions de tonneaux de jauge brute.

Il est probable que la surcapacité mondiale qui en résulte sera durable. Même si la reprise économique, discernable dans certains pays développés en 1983, se maintenait et s'étendait au cours de l'année 1984, je ne crois pas qu'elle puisse modifier sensiblement la situation actuelle des transports maritimes avant plusieurs années.

On constate que les pays maritimes traditionnels que sont les pays d'Europe voient tous — je dis bien : tous — leur position attaquée par de nouveaux concurrents redoutables. La part des pavillons des pays de la Communauté européenne dans le trafic de ligne a diminué au cours des dernières années. Le rapporteur a d'ailleurs souligné l'émergence des nouveaux intervenants qui posent donc un problème redoutable aux armements européens.

Dans ces conditions, l'application unilatérale des pratiques auxquelles je fais allusion porte directement atteinte à nos intérêts maritimes en affaiblissant nos compagnies et en les plaçant sous la dépendance incontrôlée d'organismes étrangers. C'est particulièrement vrai pour celles qui offrent des services de ligne régulière et transportent nos exportations de produits manufacturés et de marchandises diverses. Nos importations de produits pondéreux — hydrocarbures, charbon, minerais — qui sont transportés par des navires de vrac, sont encore peu sujettes à de telles contraintes, mais on ne doit pas exclure, de la part de certains pays exportateurs, des tentatives pour les introduire.

Il est vrai que les pratiques unilatérales peuvent être efficacement éliminées par l'édiction de normes internationales reconnues par l'ensemble des pays. Tel est d'ailleurs l'un des objectifs de la conférence dite de Paris. A cet égard, comme l'a indiqué M. le rapporteur, une action européenne s'impose.

Cependant, le Gouvernement se devait d'examiner les conditions dans lesquelles il pouvait défendre nos intérêts maritimes et instituer des contre-mesures efficaces si le besoin s'en faisait un jour sentir.

La protection de nos intérêts maritimes est actuellement régie par l'article 20 du code des douanes. La portée générale de ce texte masque les difficultés de son application.

M. le rapporteur a parfaitement expliqué comment cet article laisse au Gouvernement, sans préciser la nature des mesures discriminatoires, le soin de prendre des contre-mesures qui empiètent en fait sur le domaine de la loi.

En outre, cet article concerne les navires battant pavillon de l'Etat visé, sans mentionner les navires affrétés par cet Etat. Il manque, pour les applications éventuelles de l'article en question, un régime de sanctions pénales suffisamment sévères pour que nul ne recherche à enfreindre les contre-mesures qui pourraient être adoptées.

C'est pourquoi le projet de loi s'efforce d'abord, dans son article 2, de préciser, de façon exhaustive, les circonstances dans lesquelles le Gouvernement pourra recourir à l'arsenal prévu.

Il énumère ensuite, dans ses articles 3 et 5, les contre-mesures susceptibles d'être adoptées. Je voudrais souligner, dès à présent, une innovation importante à ce sujet : le texte ne se contente pas de prévoir des procédures d'interdiction ou d'autorisation des chargements ou des déchargements ; il institue aussi un prélèvement financier sur les transporteurs ressortissants de l'Etat visé ou sur les cargaisons qu'ils chargent. Ce prélèvement, qui peut remplacer les interdictions ou les auto-

risations classiques, ou s'y ajouter, présente l'avantage d'être plus aisé à mettre en œuvre, tout en pénalisant effectivement les compagnies maritimes de l'Etat concerné. Il s'analyse comme une compensation des avantages indus que cet Etat se serait octroyés.

J'ajoute qu'en incluant les navires exploités pour le compte des ressortissants de l'Etat étranger visé, l'échappatoire antérieure qui pouvait exister dans l'application de l'article 20 du code des douanes disparaît.

Les articles 5, 6, 7 et 8 du projet de loi précisent enfin le régime pénal applicable en cas d'infraction au dispositif de défense qui pourrait être institué.

Je voudrais, à ce stade, apporter une précision importante : l'article 9 précise que la loi est applicable sous réserve des dispositions des conventions internationales, notamment du traité de Rome, dans la mesure où le texte de loi touche de près les échanges extérieurs.

Mais tous les pays européens sont placés, du fait de la géographie de leurs côtes et de leurs ports, dans une situation comparable. C'est la raison pour laquelle ils ont estimé que, dans ce domaine, une concertation étroite devait avoir lieu.

Cette concertation a porté, dans un premier temps, sur la compatibilité des régimes juridiques existants. Celle-ci semble à peu près assurée.

La concertation a débouché ensuite sur une décision adoptée par le Conseil des ministres de la Communauté le 7 juin dernier, par laquelle les Etats membres, lorsqu'ils ont adopté ou qu'ils envisagent d'adopter des mesures de rétorsion, se concertent entre eux. Cette procédure, qui ne prive les Etats d'aucune de leurs compétences nationales, devrait permettre de conforter l'efficacité des contre-mesures nationales.

Je souhaiterais, en terminant, insister sur l'état d'esprit qui est celui du Gouvernement en cette matière.

Il doit être clair que nous cherchons à faire en sorte que tous les Etats s'associent dans la voie de la coopération. A cet égard, tous les pays doivent être associés à l'effort de régulation que met en œuvre la communauté internationale.

Il ne s'agit donc pour nous ni de déclarer systématiquement une guerre commerciale à tous les pays — et ils sont nombreux — qui entravent le transport maritime international par des mesures unilatérales, ni de mettre en place, le cas échéant, des dispositifs de contrôle ou de restriction permanents. Toujours, l'action de la France s'exerce d'abord par la voie de la négociation. Ce n'est que dans un deuxième stade, en cas d'échec ou lorsque l'Etat étranger se dérobe à cette négociation ou qu'il exerce des pressions inacceptables, que des contre-mesures seront envisagées. Leur institution n'aura alors d'autre objectif que d'amener cet Etat à adopter un comportement plus conforme aux règles de la vie internationale. Ainsi, dès que des solutions convenables seront trouvées, les contre-mesures mises en œuvre pourront être levées.

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui, mesdames, messieurs les députés, a déjà fait l'objet d'un vote favorable au Sénat, au terme d'une discussion qui a permis d'enrichir son texte d'un certain nombre d'éléments tendant à en préciser le contenu.

Je souhaite que l'Assemblée nationale puisse, à son tour, l'adopter. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, en tant que membre du groupe d'étude des problèmes de la mer, présidé par M. Lacombe, je suis heureux de participer aujourd'hui à ce débat. J'ajoute que, quand le groupe communiste m'a proposé cette participation, je me suis senti flatté.

Le projet de loi que nous examinons tend à permettre à notre pays de se doter de moyens efficaces pour combattre les effets de pratiques déloyales entravant son commerce maritime.

Il s'inscrit positivement dans l'action menée à tous les niveaux par le gouvernement de gauche — action qu'il convient d'amplifier — pour atteindre le double objectif qu'il s'est fixé et qui consiste, d'une part, à améliorer les positions du pavillon français dans le trafic maritime international et, d'autre part, et efficaces, en matière de transport maritime international.

Quatrième pays du monde pour l'importance de son commerce maritime, la France n'occupe pourtant que la neuvième place pour la capacité de sa flotte. Cet écart explique en particulier la persistance et l'aggravation de nos difficultés dans les autres domaines de la filière maritime, notamment en ce qui concerne la construction navale et l'activité des ports.

C'est dire l'enjeu de la reconquête d'une juste place des positions maritimes de la France !

Dans le même temps, il appartient à notre pays de jouer un rôle actif au plan international en vue de promouvoir une nouvelle coopération, mutuellement avantageuse entre les Etats,

tendant à l'élimination de la désastreuse concurrence sauvage qui multiplie les gâchis économiques et humains à l'échelle de la planète tout entière.

La philosophie du projet de loi mérite donc d'être abordée selon deux perspectives, l'une relative au champ d'application du texte lui-même et l'autre concernant la place qui doit être celle de ce texte dans l'action internationale de la France.

En premier lieu, il convient de préciser le champ d'application du projet de loi.

Les débats du Sénat nous semblent avoir insuffisamment éclairé les enjeux. L'interprétation de la droite nous paraît singulièrement réductrice quant à la portée que devrait avoir le texte. Au Sénat, nous avons assisté à une nouvelle attaque de la droite contre les pays en voie de développement et contre les pays socialistes...

M. Marc Lauriol. Quant à nous, ici, nous n'avons rien dit!

M. André Tourné. ... les uns et les autres étant accusés de tous les maux ...

M. Marc Lauriol. Eh oui!

M. André Tourné. ... dont souffre le transport maritime des grands pays capitalistes.

C'est ce qui ressort des débats du Sénat, mon cher collègue, que j'ai lus et relus.

Cette attitude m'inspire deux considérations.

Tout d'abord, je dirai que, au-delà des pratiques ponctuelles condamnables, c'est en fait toute l'organisation du système du transport maritime international qui doit être revue, car les pratiques dénoncées dans le projet de loi ne sont finalement que les conséquences du dérèglement et de l'inefficacité économique et sociale de ce système fondé essentiellement sur la logique réductrice des critères de rentabilité financière privée.

Il est juste que l'article 20 du code des douanes soit « enterré ». La commission, en adoptant l'article 10 du projet de loi, en a décidé ainsi. C'est une bonne chose, d'autant que cet article 20 n'a jamais servi à rien : il ne fut utilisé qu'une seule fois, en 1965 et, paraît-il, sans aucun effet.

Ensuite, j'observerai que certaines attitudes de la droite sont conformes, dans cette affaire, aux intérêts rétrogrades que celle-ci essaie de défendre. Aux côtés des grands monopoles capitalistes, des puissances de la finance et de l'argent...

M. Marc Lauriol. Ah! Il y avait longtemps!

M. André Tourné. ... se rangeant sous la bannière atlantiste et agissant à l'inverse de ses discours lénifiants sur l'aide aux pays en voie de développement et sur l'amitié entre les peuples, la droite se montre bien comme étant l'héritière d'un vieil ordre économique, social et spatial, mondial, caractérisé par la domination colonialiste d'une poignée d'impérialistes occidentaux.

M. Marc Lauriol. Oh! la la!

M. Emmanuel Hamel. N'y a-t-il pas d'autres impérialismes que l'impérialisme occidental?

M. André Tourné. Elle se montre bien dans le camp de ceux qui — grands monopoles et puissances de l'argent — tentent aujourd'hui de perpétuer leur domination sur des pays qui, de plus en plus nombreux, aspirent à maîtriser seuls leur destin et leur développement.

Ainsi donc, plutôt que de faire de la crise internationale le bouc émissaire des difficultés des activités maritimes françaises, nous pensons, pour notre part, qu'il convient de bien apprécier les racines et les éléments de cette crise, laquelle ne saurait être considérée comme une contrainte insurmontable pour la France.

Ce qui nous semble en cause, c'est l'attitude des puissances capitalistes, en particulier celle des Etats-Unis, face à l'émergence de nouveaux partenaires que sont les pays en voie de développement et les pays socialistes, tout comme les critères de la rentabilité financière privée qui président à la gestion de la majorité de la flotte mondiale.

Les grandes puissances capitalistes, qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, disposaient du quasi-monopole du contrôle direct ou indirect de la chaîne du transport maritime, ont dû, depuis, abandonner du terrain et laisser une place aux pays qui entendent s'assurer une maîtrise nationale de leurs besoins en transports maritimes.

Les puissances industrielles et financières de ces pays ont mené leur contre-offensive en constituant des flottes sous pavillons de complaisance fonctionnant à leur profit. C'est ainsi que la part dans la flotte mondiale des pays dits « de libre immatriculation » est passée de 15 p. 100 en 1965 à près de 30 p. 100 dans les années 1980.

Ainsi, tandis que, de 1971 à 1981, la part du Liberia dans le tonnage mondial est passée de 15,8 p. 100 à 17,8 p. 100, celle de la Grèce est passée de 5,4 p. 100 à 10 p. 100 et celle de Panama de 2,6 p. 100 à 6,6 p. 100.

M. Marc Lauriol. Plus l'armement d'Etat de l'U. R. S. S.

M. Parfait Jans. Qu'est-ce que cela vient faire?

M. André Tourné. Je cite des chiffres sérieux! Nous y avons beaucoup travaillé!

M. Emmanuel Hamel. Ceux concernant la flotte soviétique sont tout aussi réels!

M. Marc Lauriol. Je suis bien d'accord! On peut même en ajouter!

M. André Tourné. Vous savez, en général, je ne parle qu'en m'aidant de notes. Mais, cette fois-ci, on m'a conseillé d'être prudent. On m'a dit : « Fais attention, tu as l'habitude de déborder! » (Sourires.). Au surplus, le sujet doit être examiné avec soin. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons étudié avec minutie tous les textes et les chiffres.

M. le président. Ne vous laissez pas déborder par votre droite, je vous prie! (Sourires.)

M. Emmanuel Hamel. Quelle sagesse! Quelle lucidité!

M. André Tourné. Ce dont j'ai peur, c'est que ce soit notre flotte qui soit débordée!

De 1971 à 1981, les armements nationaux de pays comme le Japon ont chuté de 12,5 à 9,7 p. 100, ceux des Etats-Unis de 6 p. 100 à 4,5 p. 100, ceux de la Norvège de 8,9 à 5,1 p. 100, ceux de l'Angleterre de 11,2 à 6 p. 100, ceux de l'Union soviétique de 6,6 à 5,6 p. 100 et ceux de la France de 2,9 à 2,7 p. 100.

Ces quelques chiffres, au-delà de leur aridité, sous-tendent deux réalités :

La première est que le mouvement de croissance de la flotte sous pavillons de complaisance se poursuit, même si les chiffres les plus récents semblent montrer, au niveau mondial, une certaine stabilisation due, pour l'essentiel, au recul de la flotte pétrolière — je pense notamment aux pétroliers de 400 000 et de 500 000 tonnes — dont la majeure partie était sous pavillon de complaisance.

Cependant, cette stabilisation récente ne doit pas nous dissimuler un nouveau sujet de préoccupation : les chiffres témoignent, en effet, et c'est la seconde réalité, de l'engagement officiel, ou quasi officiel, d'Etats dans la politique des pavillons de complaisance : tel est le cas, par exemple, tout récemment, de la Suède, qui succède ainsi à la Norvège. Il est préoccupant de voir cette orientation se dessiner sous divers aspects au niveau de la Communauté économique européenne.

M. Emmanuel Hamel. Ah, ces sociaux-démocrates!

M. André Tourné. Nous n'en sommes pas étonnés, car deux de nos partenaires de la Communauté, la Grèce et la République fédérale d'Allemagne, figurent parmi les dix premiers pays du monde pour l'importance de leur flotte mise sous pavillon de complaisance. Ainsi, la Grèce détient à elle seule 14 p. 100 du tonnage dit « de libre immatriculation ».

Au total, la baisse des armements nationaux des pays que je décrivais précédemment peut s'interpréter non par un affaiblissement de leurs positions, mais par le transfert d'une partie de leur flotte sous pavillon de complaisance.

Monsieur le secrétaire d'Etat, la prolifération de ces pavillons nous préoccupe particulièrement : cette prolifération n'est pas acceptable pour au moins trois raisons.

D'abord, pour une raison humanitaire qui doit conduire la gauche à manifester sa solidarité à l'égard de marins, généralement originaires du tiers monde, victimes d'une exploitation scandaleuse : salaires misérables, conditions de vie déplorables à bord, absence de toute législation du travail et de garanties sociales. Dans certains ports, on considère même ces pauvres gens comme des pirates!

Ensuite, pour une raison de sécurité : bon nombre de navires battant pavillon de complaisance sont dans un état déplorable. La recherche du profit maximum, tout comme elle entraîne l'exploitation forcée des travailleurs de ces navires, suscite également de graves négligences en matière de sécurité de la navigation — autant les équipages que l'environnement général des navires peuvent en être victimes.

A ce sujet, on ne rappellera jamais assez que le *Torrey Canyon*, le *Gino* et l'*Amoco Cadiz* étaient libériens, l'*Olympic Bravery* était grec. Quant au *Hydo*, qui vient de faire encore parler de lui — sans cesse, il navigue, coule, puis est remis à flot avant de couler de nouveau!... — il est panaméen. Ce sont là des navires dangereux, les Bretons en savent quelque chose. Nous n'ignorons pas non plus combien tout cela a coûté aux communes touchées, et à notre pays d'une manière générale.

Tous ces navires ont été accidentés au large des côtes de Bretagne, ce qui n'a rien d'une coïncidence : selon la *Lloyd's*, organisme réputé sérieux, c'est le Liberia qui a eu le plus de pertes par accidents, en tonnage, et Panama le plus de pertes en bateaux. D'ailleurs le *Gino* a battu aussi pavillon panaméen — on prétend même qu'il arborait tel ou tel pavillon suivant le port d'escale!

M. le président. Monsieur Tourné, je vous prêterai d'accoster! (Sourires.)

M. Marc Lauriol. Les côtes sont en vue, monsieur le président. (Nouveaux sourires.)

M. André Tourné. Monsieur le président, nous avons beaucoup travaillé.

M. le président. Je l'avais bien compris, mon cher collègue !

M. André Tourné. Je vais conclure, monsieur le président.

Même lorsque les navires sont aux normes de sécurité et les équipages convenablement traités, la complaisance est un mal pernicieux : l'ensemble des flottes de commerce pourrait bien être contaminé. En tout cas, ce mal va à l'encontre de l'exigence d'un nouvel ordre économique international, susceptible de donner une nouvelle impulsion aux échanges et un nouveau contenu aux échanges internationaux maritimes.

Au total, le texte qui nous est proposé représente donc une pierre dans la construction de la vaste politique cohérente qu'il convient de développer pour atteindre les objectifs que j'ai cités.

Cependant, dans ce dispositif, il conviendrait, nous semble-t-il, d'attacher la plus grande importance aux dispositions contenues dans l'accord de la C. N. U. C. E. D. relatif au code de conduite des conférences maritimes. La France devrait elle-même le ratifier car il est juste : il accorde, je vous le rappelle, 40 p. 100 du trafic sous armement national à chaque pays concerné par un échange maritime et 20 p. 100 au développement des transports maritimes des pays en voie de développement.

Néanmoins cet accord souffre de graves insuffisances en ce sens qu'il ne porte que sur une partie du trafic international. Ainsi certains pays dont l'influence est déterminante sur le transport maritime international, les Etats-Unis par exemple et des Etats accordant des pavillons de complaisance, ne le ratifieront pas.

En plus des insuffisances il y a aussi des risques de dévoiement de cet accord au niveau de la Communauté économique européenne dont les recommandations ne sont pas nécessairement compatibles avec l'esprit du code de bonne conduite.

Il est donc indispensable que la France poursuive, parallèlement aux négociations de la C. N. U. C. E. D., ses efforts de coopération bilatéraux avec les pays concernés. Les accords existants pourraient être renforcés, la coopération technique et économique améliorée et d'autres partenaires pourraient être recherchés, en particulier parmi les pays en voie de développement et les pays socialistes. A cet égard, il serait injuste de continuer à formuler des critiques non fondées tout en laissant ces pays à l'écart quand il s'agit de négocier.

Au bénéfice de ces quelques remarques et interrogations, monsieur le secrétaire d'Etat, le groupe communiste émettra un vote positif sur ce projet de loi. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La discussion générale est close.

Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi, dans le texte du Sénat, est de droit.

Je rappelle que peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. « Art. 1^{er}. — Lorsque des mesures ou pratiques énumérées à l'article 2 ci-après, provenant d'autorités publiques ou d'entreprises ressortissant d'un Etat étranger, portent atteinte aux intérêts maritimes et commerciaux de la France, des dispositions peuvent être prises afin d'en prévenir, réduire ou supprimer les effets. »

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les mesures ou pratiques mentionnées à l'article premier sont les suivantes :

« 1. Mesures ou pratiques contraires à un engagement international ;

« 2. Mesures ou pratiques établissant de manière directe ou indirecte une répartition unilatérale de cargaisons ;

« 3. Mesures fiscales ou assimilées liées à l'emploi de certains pavillons ainsi que toutes mesures relatives à la réglementation des changes faisant obstacle à l'exécution des paiements afférents à l'exploitation des navires utilisés par un armement français ;

« 4. Fixation ou homologation unilatérale, par un gouvernement ou un organisme étranger, des taux de fret applicables aux services rendus par un navire exploité par un armement français ;

« 5. Pratiques à caractère discriminatoire ;

« 6. Pratiques portant atteinte au principe d'une concurrence commerciale et loyale en matière de transport maritime. »

M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 2, après les mots : « à l'article 1^{er} », insérer les mots : « de la présente loi ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. Cet amendement est purement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je met aux voix l'article 2, modifié par l'amendement n° 1. (L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Dans les cas énumérés à l'article 2 de la présente loi, peuvent être soumis à autorisation ou interdits :

« 1. Le chargement ou le déchargement en France des marchandises autres qu'en transit transportées à bord de navires exploités par ou pour le compte d'entreprises ressortissant de l'Etat étranger concerné ;

« 2. L'affrètement total ou partiel par des entreprises françaises de navires exploités par ou pour le compte d'entreprises ressortissant de l'Etat étranger concerné ;

« 3. Le frètement total ou partiel à des entreprises ressortissant de l'Etat étranger concerné de navires exploités par des entreprises françaises. »

M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« 1° Dans le deuxième alinéa (1) de l'article 3, substituer au mot : « exploités », le mot : « utilisés ».

« 2° Procéder à la même substitution dans les deux derniers alinéas. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. La commission propose d'améliorer la rédaction en incluant dans le champ d'application de l'article 3 les divers cas de figure liant juridiquement un navire à un Etat ayant pris des mesures discriminatoires. La substitution du mot « utilisés » à « exploités » sera d'ailleurs reprise par l'amendement n° 4 à l'article 4.

En effet, l'article 1^{er} de la loi du 3 janvier 1969, qui définit l'armateur comme la personne exploitant le navire en son nom, qu'il en soit propriétaire ou non, ne permettrait pas de viser les cas où des navires seraient affrétés dans certaines conditions particulières, l'affrètement d'espace ou au voyage, par exemple. En appliquant la loi du 3 janvier 1969, il ne serait pas possible non plus de viser les cas où des chargeurs ou d'autres personnes participant à l'activité maritime, bien qu'appartenant aux Etats concernés, utiliseraient des navires exploités par des armements d'une autre nationalité, notamment à l'occasion de transports sous connaissance.

En résumé, il s'agit d'élargir le champ d'application de l'article 3 compte tenu de la volonté de dissuasion du projet en discussion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'article 3, modifié par l'amendement n° 2. (L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Article 4.

M. le président. « Art. 4. — Dans les cas énumérés à l'article 2, peuvent être également décidés :

« 1. Un prélèvement financier sur les navires exploités par ou pour le compte d'entreprises ressortissant de l'Etat étranger concerné, à l'occasion de leurs opérations commerciales dans les ports français.

« Son montant, établi en fonction du volume du navire tel qu'il est défini pour le calcul des droits de port et de navigation, est fixé à 30 F par mètre cube ou fraction de mètre cube, pour un navire dont le volume ne dépasse pas 50 000 mètres cubes. Pour un navire dont le volume dépasse 50 000 mètres cubes s'ajoutent à ce montant 20 F par mètre cube pour chaque mètre cube compris entre 50 000 et 100 000 mètres cubes et de 10 F par mètre cube au-delà de 100 000 mètres cubes ;

« 2. Un prélèvement financier s'élevant à 30 p. 100 de leur valeur en douane, sur les marchandises d'origine française ou à destination de la France, transportées à bord de navires exploités par ou pour le compte d'entreprises ressortissant de l'Etat étranger concerné. »

M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 4, après les mots : « à l'article 2 », insérer les mots : « de la présente loi ».

Cet amendement ressemble fort à l'amendement n° 1, monsieur le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. En effet, monsieur le président, c'est aussi un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 4, ainsi rédigé :

« 1) Dans le deuxième alinéa (1) de l'article 4, substituer au mot : « exploités », le mot « utilisés ».

« 2) Procéder à la même substitution dans le dernier alinéa. »

Monsieur le rapporteur, vous avez déjà en quelque sorte soutenu cet amendement en défendant l'amendement n° 2 ?

M. Jean Laborde, rapporteur. Exactement, cet amendement est identique à celui que nous avons adopté à l'article 3.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 4, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 4.

M. le président. M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« Après l'article 4, insérer l'article suivant :

« Dans les cas énumérés à l'article 2 de la présente loi, il peut être interdit à toute personne physique ou à tout dirigeant de droit ou de fait d'une personne morale, de se prêter ou d'apporter directement ou indirectement son concours à la mise en œuvre des mesures ou pratiques mentionnées à l'article 2 précité.

« Les actes faisant l'objet de cette interdiction sont portés à la connaissance des intéressés. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. Par cet amendement, la commission propose d'adopter un article additionnel habilitant le Gouvernement à prendre un nouveau type de contre-mesures répondant à deux objectifs.

D'abord, la commission a estimé qu'il était opportun de déterminer des contre-mesures plus faciles à appliquer que celles contenues dans les articles 3 et 4. Ensuite, elle a souhaité la mise au point d'un dispositif propre à mettre un terme à certaines pratiques récentes — celles-ci consistent à demander à certaines personnes de prêter leur concours à l'application de mesures discriminatoires. Les personnes concernées peuvent être d'ailleurs soit des nationaux, soit des ressortissants des Etats concernés.

A cet égard, la loi du 16 juillet 1980, qui permet de sanctionner la communication de documents à l'étranger, n'est pas toujours applicable, notamment dans l'hypothèse de l'établissement d'un système de double visa ou de la fixation unilatérale du taux de fret.

L'amendement n° 5 s'inspire donc de la philosophie de cette loi, en étendant son dispositif aux cas où des personnes prèteraient leur concours à des pratiques discriminatoires telles que définies à l'article 2.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement est adopté.)

Article 5.

M. le président. « Art. 5. — Quiconque effectue, en violation d'une interdiction ou sans autorisation lorsqu'elle est requise, ou en infraction avec les conditions de l'autorisation, une opération de chargement, de déchargement, d'affrètement ou de frètement prévue par l'article 3 de la présente loi, sera puni d'une amende de 70 000 francs à 500 000 francs.

« En cas de récidive, la peine d'amende sera portée au double. »

M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 6, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 5 par l'alinéa suivant :

« Sera puni des mêmes peines quiconque, au mépris de l'interdiction qui aura été portée à sa connaissance en application de l'article 4 bis de la présente loi, se prète ou apporte directement ou indirectement son concours à la mise en œuvre des mesures ou pratiques énumérées à l'article 2 de la présente loi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. Cet amendement a pour objet d'étendre l'application des sanctions édictées à l'article 5 aux personnes qui ne se seraient pas conformées aux interdictions figurant à l'article additionnel, que nous venons d'adopter, après l'article 4 de la présente loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 5, ainsi modifié, est adopté.)

Articles 6 à 10.

M. le président. « Art. 6. — Les infractions prévues à l'article 5 de la présente loi sont de la compétence du tribunal correctionnel du lieu de commission de l'infraction, ou du lieu de résidence du prévenu, ou du lieu de sa dernière résidence connue, ou du lieu où le prévenu a été trouvé. A défaut de tout autre tribunal, le tribunal compétent est celui de Paris. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

« Art. 7. — Outre les officiers et agents de police judiciaire, les agents des douanes, les administrateurs des affaires maritimes et les officiers du corps technique et administratif des affaires maritimes sont chargés de rechercher et constater les infractions prévues à l'article 5 de la présente loi.

« Les procès-verbaux constatant lesdites infractions sont transmis immédiatement au procureur de la République par l'agent verbalisateur. » (Adopté.)

« Art. 8. — Le calcul et le recouvrement des prélèvements financiers prévus à l'article 4 de la présente loi sont assurés par les services de la direction générale des douanes et des droits indirects, selon les règles, garanties et sanctions applicables en la matière. » (Adopté.)

« Art. 9. — Les dispositions de la présente loi s'appliquent sous réserve des traités ou accords internationaux qui lient la France, en particulier des traités instituant les Communautés européennes. » (Adopté.)

« Art. 10. — L'article 20 du code des douanes est abrogé. » (Adopté.)

Article 11.

M. le président. « Art. 11. — Les modalités d'application des dispositions de la présente loi sont fixées par décret en Conseil d'Etat. »

M. Jean Lacombe, rapporteur, a présenté un amendement, n° 7, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 11 :

« Un décret en Conseil d'Etat prévoit une procédure de consultation des professionnels concernés.

« Ce même décret fixe les conditions et modalités d'application des dispositions de la présente loi, notamment en ce qui concerne les articles 3, 4 et 4 bis. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Jean Lacombe, rapporteur. La nouvelle rédaction proposée par la commission tend d'abord à introduire dans le dispositif législatif le principe de la consultation des professionnels, avant l'adoption de contre-mesures — le principe de la consultation ne figure que dans l'exposé des motifs du projet, je le rappelle. En outre, la nouvelle rédaction prévoit explicitement le renvoi à un décret en Conseil d'Etat des modalités d'application des articles 3, 4 et 4 bis, définissant les contre-mesures auxquelles s'exposent les Etats concernés par le projet de loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Favorable.

Puisque nous arrivons au terme de l'examen du projet, je félicite la commission qui, par ses modifications, a permis d'améliorer le texte proposé.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 11.

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Le groupe Union pour la démocratie française approuve les motivations de ce projet dont il accepte les dispositions, non sans faire observer, en guise de corollaire, en quelque sorte, que la défense des intérêts maritimes et commerciaux de la France appelle une vigilance toute particulière, s'agissant notamment du renforcement des moyens de la flotte militaire, parallèlement à l'adoption des dispositions juridiques aujourd'hui proposées.

Nous déplorons qu'il n'y ait pas, dans la loi de programmation militaire, des crédits permettant à notre flotte militaire d'atteindre dans les cinq prochaines années le niveau nécessaire à la défense des intérêts maritimes et commerciaux de la France sur toutes les mers du globe et en toutes circonstances.

M. le président. La parole est à M. Lauriol.

M. Marc Lauriol. Monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, le groupe du rassemblement pour la République a toujours manifesté une hostilité déterminée à l'encontre des pavillons de complaisance et de toutes les pratiques abusives de détournement du trafic au détriment de notre flotte.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Marc Lauriol. Nous savons quelles charges supporte la flotte française. Elle s'est, en effet, modernisée, et les charges d'amortissement sont extrêmement lourdes. Il en va de même des frais financiers qui pèsent sur nos entreprises maritimes. Si, de surcroît, nous sommes victimes de pratiques déloyales et abusives, préjudiciables aux intérêts de notre flotte, il est absolument nécessaire de réagir et de lutter pour les éliminer. Nul ne peut donc contester, je crois, le bien-fondé de mesures complémentaires.

Je tiens à souligner, à l'intention de nos collègues communistes, que nous avons toujours été opposés aux pavillons de complaisance : par conséquent, monsieur Tourné, nous nous associons à votre déclaration de guerre à l'encontre de ces pavillons.

Cela étant, il est des Etats qui, comme la Belgique, ne possèdent pas de législation analogue à celle dont nous allons nous doter. Bien souvent, les Belges nous laissent seuls dans la lutte entreprise. J'ai appris, par M. le rapporteur, que la Belgique comptait précisément se doter d'une législation similaire à la nôtre. En attendant, il faudra prendre des mesures.

Monsieur le secrétaire d'Etat, j'appelle votre attention sur ce point. Au sein de la Communauté économique européenne, des pays comme la Belgique doivent pouvoir nous seconder. Sous cette réserve, nous sommes évidemment d'accord sur les principes.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Monsieur Lauriol, je vous remercie de votre approbation.

Vous avez eu parfaitement raison de souligner que nos dispositions seraient non seulement inefficaces mais dangereuses si nous étions les seuls à les adopter. Mais je crois savoir qu'en Belgique on est en train de préparer un texte qui devrait — mon homologue belge me l'a indiqué — être présenté sous peu au Parlement belge.

Je pense donc que votre question recevra une réponse favorable dans les mois à venir.

M. Marc Lauriol. Souhaitons-le.

M. le président. La parole est à M. Tourné.

M. André Tourné. Le groupe communiste, je l'ai indiqué, votera ce projet, mais je tiens auparavant à exprimer un vœu, monsieur le secrétaire d'Etat.

Le groupe de la mer se réunit fréquemment pour discuter des problèmes concernant la pêche française et examiner les dangers que court sa flotille — je ne les précise pas, car vous les connaissez. Ce groupe étudie aussi l'évolution et la modernisation de la pêche dans tous les quartiers de l'hexagone.

Mais il serait utile qu'au printemps prochain, par exemple, ce groupe puisse se réunir pour traiter des difficultés de la flotte française — je pense notamment à toutes celles qu'elle subit du fait de la prolifération des pavillons de complaisance.

C'est un vœu que je forme.

M. Emmanuel Hamel. Qu'il soit exaucé !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat chargé de la mer.

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat. Monsieur Tourné, je me tiens à la disposition du groupe de la mer afin d'examiner, je dirais presque amicalement, des problèmes qui nous préoccupent tous.

D'ailleurs, je dois de nouveau formuler des excuses car lors de la dernière réunion de ce groupe j'ai été impérativement retenu. Je n'ai malheureusement pu arriver que très tard, et certains députés avaient déjà quitté la réunion de travail animée par M. Lacombe.

Monsieur le député, je répète que je suis à la disposition du président de votre groupe pour convenir d'une heure et d'un jour de réunion.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous félicite, car votre projet a été adopté à l'unanimité. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

— 6 —

CONGE PARENTAL D'EDUCATION ET TRAVAIL A MI-TEMPS DES PARENTS D'UN JEUNE ENFANT

Discussion, après déclaration d'urgence, d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion, après déclaration d'urgence, du projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant (n° 1784, 1822).

La parole est à Mme Jacquaint, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Monsieur le président, madame le secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, mesdames, messieurs, la discussion de ce projet de loi portant modification du code du travail et relatif au congé parental d'éducation et au travail à mi-temps des parents d'un jeune enfant, qui intervient immédiatement après celle du projet de loi instituant pour les salariés un congé pour la création d'entreprise et un congé sabbatique, illustre la détermination du Gouvernement et de la majorité qui le soutient de poursuivre les réformes engagées en ce qui concerne le temps de travail. Toutefois, la portée des innovations qu'il propose ne doit pas être surestimée.

Aussi, tout en reconnaissant volontiers les apports indiscutables de ce texte à notre droit du travail, la commission considère que sa discussion n'épuise pas les réflexions sur les relations entre vie familiale et vie de travail. En conséquence, tout en étant un élément nécessaire de la politique familiale, il ne dispense pas d'entreprendre des réformes plus importantes.

M. Emmanuel Hamel. Tout à fait d'accord !

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Par rapport aux dispositions actuelles du code du travail relatives au droit d'absence des salariés parents de jeunes enfants, ce projet apporte des améliorations indiscutables et indispensables.

Je veux d'abord rappeler brièvement la législation actuelle en ce domaine, ainsi que ses insuffisances.

Le congé parental non rémunéré pour élever un jeune enfant est réservé aux travailleurs des entreprises de plus de 200 salariés, l'extension aux entreprises de 100 salariés n'ayant été acquise qu'à partir du 1^{er} janvier 1977. La mère est considérée comme bénéficiaire prioritaire. La possibilité pour les deux parents de bénéficier conjointement du congé est expressément écartée. Ainsi se trouve assez exactement exprimé dans la loi le partage des rôles familiaux selon lequel le rôle du père n'est que secondaire dans l'éducation du jeune enfant. Quant au retour anticipé dans l'entreprise, il n'était possible que dans un nombre réduit de cas. Aucune rémunération n'est prévue pendant la durée du congé. Enfin, la couverture sociale demeure problématique.

Pour pallier les insuffisances de la législation en vigueur, le texte en discussion propose diverses innovations qui procèdent du souci d'égalité entre les parents qui anime le Gouvernement et qui se traduiront par l'ouverture simultanée du droit au congé offerte au père et à la mère, l'idée d'exclusivité de ce droit pour la mère étant supprimée.

C'est ainsi qu'est offerte la possibilité d'une alternance pour l'organisation du congé en deux phases : une période initiale d'un an maximum renouvelable une fois qui est suivie soit du retour pur et simple dans l'entreprise, soit du choix à titre transitoire d'un travail à mi-temps. On notera cette innovation essentielle qui sera un véritable droit au travail à horaire réduit.

Désormais, la suspension du contrat de travail ne sera plus le seul aménagement offert aux salariés. Le travail à mi-temps permettra lorsque cela correspondra au souhait des intéressés, de concilier la vie familiale et professionnelle, et d'éviter une trop grande discontinuité dans la vie professionnelle au moment de la naissance d'un enfant, ainsi que les conséquences qui en résultent sur le déroulement de carrière et le maintien des qualifi-

fictions ou avantages liés à une présence effective dans l'entreprise. Or les discontinuités affectant la vie professionnelle des mères de famille expliquent en partie les disparités importantes en ce domaine entre les hommes et les femmes.

Sans doute, de multiples contraintes viendront-elles, dans une première phase, limiter le recours effectif des salariés masculins aux nouvelles dispositions. Le principe n'en aura pas moins été posé d'un partage égal des responsabilités.

Autre progrès qu'entraînera ce texte : l'inclusion dans le champ d'application de la loi, moyennant quelques réserves, des entreprises de cent salariés ou moins. On peut penser que la solution de difficultés individuelles s'en trouvera facilitée.

Toutefois, ces droits nouveaux ne s'exerceront que sous réserve d'un certain nombre de conditions : l'ancienneté d'appartenance à l'entreprise ; le respect du délai de préavis avant la demande de congé ou la modification de celui-ci, ou avant le retour dans l'entreprise ; de plus, les employeurs de moins de cent salariés pourront refuser l'accès au congé ou au travail à mi-temps s'ils estiment que cela gêne la production et la marche de l'entreprise.

On peut toutefois s'interroger sur l'intérêt de l'interdiction d'exercer une activité professionnelle. Cette interdiction paraît dictée par un souci d'empêcher des détournements éventuels, dont la sanction serait problématique. Elle risque d'être à l'origine de difficultés en cas de pluralité d'employeurs. J'ajoute qu'elle ne comporte d'exceptions qu'en faveur d'activités traditionnellement féminines.

En dépit des améliorations proposées, le projet de loi comporte encore un certain nombre de lacunes ; nous devons les combler au cours de la discussion.

Il importe d'abord de définir plus précisément les modalités de travail à temps réduit. Une part des conditions d'exercice de cette activité ne peut relever que de l'accord entre les intéressés. Il convient aussi de ne pas laisser la définition de l'ensemble de ces questions à la discrétion de l'employeur, sous peine d'imposer aux salariés une inconnue.

Quant au principe d'égalité, il n'est pas complet du fait même que le père, dans tous les cas, devrait respecter un délai de préavis de trois mois, alors que pour la mère dont la demande de congé parental suit le congé de maternité, ce délai est d'un mois.

Les cas concernant le retour anticipé dans l'entreprise restent encore trop limitatifs, ce qui peut remettre en cause le choix des bénéficiaires.

La commission et son rapporteur sont particulièrement inquiets sur les conditions de protection sociale des bénéficiaires du congé parental au-delà d'un an. Cela risque de dissuader les utilisateurs potentiels.

Une autre de nos préoccupations a trait aux indemnités en cas de maternité au cours de la deuxième année de congé, au calcul des indemnités en cas de travail à mi-temps ou encore à l'interruption des cotisations à l'assurance vieillesse. A l'évidence, le travail à mi-temps posera un problème pour les cadres, de même qu'il entraînera la réduction de certaines indemnités de chômage. D'autres questions demeurent, notamment sur la possibilité pour les parents isolés et les familles modestes de bénéficier du congé parental du fait de l'abandon de toutes ressources professionnelles. Mais, dans l'ensemble, ce texte sera de nature à améliorer la vie familiale et la vie professionnelle. La commission vous demande donc de l'adopter, tout en espérant que des réformes plus ambitieuses se poursuivent conformément aux orientations que s'est fixé le Gouvernement et à votre souci, madame le secrétaire d'Etat, d'améliorer la vie familiale et professionnelle pour la rendre plus harmonieuse. (Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

M. Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. En présentant à l'Assemblée un projet de loi sur le congé parental, le Gouvernement a le souci de créer et d'étendre les conditions qui permettront à chacun de concilier au mieux sa vie professionnelle, son évolution personnelle et sa vie familiale.

Ce projet s'inscrit donc dans le cadre de la politique du « temps choisi » qui vise à réduire le temps de travail en combinant la démarche collective et la démarche individuelle.

Dans ce cadre, il a d'abord été institué une prime aux embauches à trente heures. C'est un horaire qui ouvre de nouvelles libertés pour les salariés et peut accroître la souplesse de fonctionnement des entreprises.

Dans le même esprit, le Gouvernement va proposer aux partenaires sociaux de négocier les conditions d'exercice des horaires réduits ; les modalités qui permettront d'établir une flexibilité annuelle de la durée du travail. A partir des résultats de ces

négociations, nous élaborerons un projet de loi sur le temps choisi. Ce projet de loi sera soumis au Parlement lors de la session de printemps.

De plus, pour permettre au travailleur de mieux gérer sa vie professionnelle, d'autres souplesses ont été introduites. Il faut citer notamment le recours au travail à mi-temps, à certains moments privilégiés de la vie professionnelle.

Les mesures adoptées au cours des deux dernières années ont permis aux jeunes d'entrer progressivement dans la vie active par un développement de l'alternance entre la formation et la vie professionnelle. Elles ont permis aux plus anciens de préparer leur départ à la retraite en travaillant à mi-temps au cours des dernières années de leur vie active.

Elles permettront, lorsque la loi sur le congé sabbatique sera adoptée, de concilier les aspirations profondes des travailleurs, citoyens à part entière et entrepreneurs, s'ils le souhaitent, avec les exigences d'une carrière professionnelle.

Enfin, avec ce projet de loi relatif au congé parental, les parents de jeunes enfants — le père comme la mère — pourront concilier plus aisément leur vie professionnelle et leur vie familiale. Ils pourront assumer mieux que par le passé leur responsabilité de parents.

A cet égard, le congé parental s'inscrit pleinement dans l'objectif prioritaire du IX^e Plan que le Président de la République a retenu pour thème du programme prioritaire d'exécution n° 8, lequel a pour objectif de « créer un environnement favorable à la famille et à la maternité ».

Le code du travail prévoyait jusqu'à présent un congé parental d'éducation, mais la loi comportait des rigidités multiples qui expliquent que beaucoup de parents hésitaient à en demander le bénéfice. Ce projet s'inscrit très naturellement dans l'esprit de la politique d'ensemble que le Gouvernement mène et continuera de mener, politique dont il est un des éléments.

Ce congé, d'une durée maximale de deux ans, devait nécessairement être pris à la fin du congé de maternité. Il n'était pas possible de le fractionner ni même de l'interrompre, sauf cas de force majeure.

L'interruption du travail devait être totale, et aucune réduction du temps de travail n'était prévue par la loi.

De plus, celle-ci ne s'appliquait qu'aux entreprises de plus de cent salariés. De ce fait, elle ne prenait pas en compte 56 p. 100 des hommes et 61 p. 100 des femmes, même si bon nombre de conventions collectives complétaient le dispositif législatif.

Enfin, le père et la mère n'étaient pas à égalité devant ce droit : la mère devait y renoncer pour que le père puisse le demander.

Voilà, mesdames, messieurs les députés, l'état de la question relative au congé parental au moment où je vous propose, au nom du Gouvernement, ce projet de loi.

Ce texte apportera des améliorations considérables : premièrement, il établira une authentique égalité entre le père et la mère pour l'éducation de l'enfant ; deuxièmement, il élargira le champ d'application du congé parental sans compromettre le fonctionnement des entreprises ; troisièmement, il assouplira considérablement les conditions de mise en œuvre du congé et, quatrièmement, il introduira — et c'est une innovation — la possibilité de travailler à mi-temps pendant deux années après la naissance ou après l'adoption.

Je reprendrai rapidement ces quatre points.

Le projet de loi vise à établir, en premier lieu, une authentique égalité entre le père et la mère. La clause qui nécessitait un renoncement de la part de la mère est supprimée. Désormais, le père pourra décider de contribuer plus largement à l'éducation de son enfant en même temps que la mère ou en alternance avec elle. Cela permettra de répondre favorablement à l'attitude des jeunes ménages et, plus particulièrement, des jeunes pères. La relation que le père et la mère entretiennent avec l'enfant a évolué, en effet. Nous devons en tenir compte. Je considère, pour ma part, que cette évolution est très positive et qu'elle ira en s'accroissant dans les années à venir.

En deuxième lieu, ce projet tend à élargir le champ d'application du congé parental, sans toutefois compromettre le fonctionnement des entreprises. Il est nécessaire de veiller à cela.

Désormais, quelle que soit la taille de l'entreprise, les parents d'un jeune enfant pourront en bénéficier, et le contrat de travail ne sera pas rompu, mais seulement suspendu.

Le chef d'une entreprise de moins de cent salariés pourra cependant s'y opposer ou le différer dans le cas où ce congé aurait des conséquences préjudiciables sur la production et sur la marche de l'entreprise.

Les facilités ouvertes au chef d'entreprise par le contrat de travail à durée déterminée pour remplacer un salarié absent atténueront grandement, d'une part, les difficultés de fonctionnement des entreprises et, d'autre part, les risques, pour le salarié, d'être privé de la possibilité d'exercer le droit au congé parental.

En outre, ce projet vise à assouplir les conditions de mise en œuvre du congé parental.

D'une part, le salarié n'est plus obligé de prendre ce congé dès la fin du congé de maternité ou du congé d'adoption. Il peut demander à n'en bénéficier qu'au bout de quelques mois. Pour autant, bien entendu, le congé ne pourra pas s'étendre au-delà des deux années qui suivent le congé de maternité ou le congé d'adoption.

D'autre part, la durée initiale du congé ne pourra pas excéder un an. Ce congé pourra être prolongé à la demande de l'intéressé, dans la limite du délai de deux ans que je viens d'indiquer.

Bien entendu, comme par le passé, le salarié pourra l'écourter en cas de décès de l'enfant, par exemple, ou de diminution importante des revenus du ménage.

Enfin, le projet vise à introduire la possibilité de travailler à mi-temps pendant deux ans après la naissance ou l'adoption d'un enfant.

Cette possibilité répondra à un souhait très souvent exprimé au cours des récentes enquêtes d'opinion. Elle évitera aussi les difficultés de réinsertion que le salarié pourrait rencontrer lors de son retour dans l'entreprise.

Elle permettra en outre aux responsables de l'entreprise de recruter un autre agent sur un contrat de travail à durée déterminée, à temps partiel, pendant toute la durée de ce congé.

Par ailleurs, je voudrais préciser que les autres dispositions relatives au congé parental qui étaient incluses dans le code du travail, seront, bien entendu, maintenues. À titre d'exemple, je citerai la réadaptation professionnelle que l'entreprise doit assurer lorsque les méthodes de production ont changé au cours de la période du congé parental, les avantages dus au titre de l'ancienneté, qui sont acquis pour la moitié de la durée de l'absence et, bien sûr, la nécessité de retrouver un emploi équivalent chez le même employeur.

Je rappelle également que le travailleur en congé parental se trouve dans la même situation que les autres travailleurs de l'entreprise au regard du licenciement collectif pour raison économique et au regard du licenciement individuel.

Mesdames, messieurs, les députés, après vous avoir présenté ce projet de loi qui, pour être court n'en est pas moins très important tant au regard de la vie familiale que de la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle, je voudrais remercier le rapporteur qui a fait un travail essentiel en soulignant les forces et les insuffisances de ce texte, que nous nous efforcerons d'étudier ensemble. Je remercierai également, pour leur travail considérable, les membres de la commission.

En conclusion, c'est par de telles avancées législatives que nous pourrons, dans les années à venir, permettre aux hommes et aux femmes de notre pays de concilier ces deux rôles essentiels de leur vie : leur rôle social de travailleur ou de travailleuse et leur rôle familial.

On a trop souvent dit que la vie d'un individu se déroulait exclusivement hors de son domicile. Je crois qu'elle est à la fois familiale et professionnelle. L'enjeu des années à venir pour une société, à la fois plus juste et plus épanouissante pour ses membres, est de leur donner les moyens de concilier ces deux rôles qui n'ont rien d'antagonistes, qui sont au contraire parfaitement complémentaires ; encore faut-il que les structures économiques de notre pays le permettent. Ce projet de loi sur le congé parental est l'un des éléments qui nous permettra d'avancer dans ce sens. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. Dans la discussion générale, la parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Madame le secrétaire d'Etat, mesdames, messieurs, le congé parental est une disposition récente de notre législation, qui néanmoins nécessitait des aménagements. C'est l'objet du texte qui nous est soumis aujourd'hui et qui s'insère dans le dispositif mis en œuvre par le Gouvernement en matière de temps de travail. Il vient après la délibération de notre assemblée, hier soir, sur le congé sabbatique et sur le congé pour la création d'entreprise, auxquels il s'apparente par la volonté politique qui le sous-tend, mais aussi par les questions qu'il pose et dont certaines demeurent en suspens.

Tout d'abord, ce projet participe des différentes réflexions engagées sur le temps de travail et sur l'emploi. En facilitant les possibilités de départ en congé parental ou de travail à mi-temps pour élever un enfant, il tendra à créer des emplois.

Comme mon groupe a déjà eu l'occasion de le souligner dans le débat d'hier soir, et sans vouloir minimiser toutes possibilités de création d'emplois, il faut surtout et résolument mettre en œuvre des mesures qui auront des résultats plus convain-

cants, telles que la poursuite de la réduction du temps de travail hebdomadaire, sans diminution du pouvoir d'achat, notamment pour les parents de jeunes enfants.

C'est également par ce type de mesures qu'une aide sera apportée aux familles pour l'éducation des enfants. Disposant de plus de temps, les salariés pourront mieux s'organiser et mieux se consacrer à leurs enfants sans négliger leur vie professionnelle. C'est pourquoi le congé parental ne saurait être seulement conçu comme une mise à l'écart, momentanée, d'un des parents par rapport au monde du travail. Je pense en particulier aux familles qui ne pourraient pas supporter une diminution de leurs revenus et pour lesquelles d'autres modalités doivent être envisagées afin de les aider dans leur mission éducative et affective.

Ce souci a été pris partiellement en compte par le Gouvernement puisque le IX^e Plan, dont nous délibérerons prochainement, propose la création d'un congé d'éducation rémunéré, accordé aux parents appelés à cesser ou à réduire à mi-temps leur activité professionnelle à l'occasion de la naissance d'un troisième enfant. À cet égard, nous regrettons la précipitation avec laquelle le présent projet a été inscrit à l'ordre du jour, ce qui n'a pas permis de le compléter utilement par ces nouvelles prestations qui auraient donné de l'ampleur à cette réforme indispensable.

Le congé parental qui nous est proposé reste donc un congé non rémunéré, réservé aux familles qui pourront ou qui choisiront de se passer d'un salaire pour élever leurs enfants. Certes, une possibilité de mi-temps est proposée mais elle ne constitue sans doute pas la meilleure solution d'aménagement du temps de travail dans l'intérêt de l'enfant.

Comme l'a justement souligné le rapporteur, ce projet de loi ne saurait à lui seul, en l'état actuel des choses, franchir un pas véritablement décisif dans la voie de l'humanisation de la vie familiale et de la vie professionnelle.

Sur un autre plan, il est vrai qu'il reste beaucoup à faire au niveau de toutes les structures collectives d'accueil et de garde du jeune enfant. S'il s'agit d'un des volets importants de l'aide aux familles, notamment pour les plus modestes d'entre elles, il s'agit aussi d'un aspect décisif pour l'éducation de l'enfant, pour sa prise en compte par l'ensemble de la société, comme un de ses membres et comme un de ses travailleurs de demain. Notons que cela suppose aussi une certaine contribution des entreprises à la charge d'éducation des enfants.

La loi du 12 juillet 1977 n'avait pas été inspirée par un souci d'égalité entre les deux parents face au congé parental. C'est au contraire l'innovation la plus intéressante de ce projet de loi. En effet le droit au congé parental, ou à un travail à mi-temps pour élever un enfant, est désormais ouvert simultanément et non exclusivement. L'égalité des parents est posée en principe et ils pourront décider, comme ils le souhaitent, d'aménager leur temps de travail et donc le temps supplémentaire qu'ils consacrent à l'éducation de leur enfant. Cet aspect est renforcé par le fait que le congé parental ne se traduira plus exclusivement par une suspension du contrat de travail, mais qu'il pourra devenir un travail à mi-temps. Encore faut-il que, dans ce cas, l'employeur n'utilise pas ces travailleurs à mi-temps comme bon lui semble en venant contrecarrer le choix des parents, détournant ainsi l'objectif éducatif recherché. Tout cela devra donc être négocié avant toute décision du salarié afin de faciliter le réel choix des parents.

Le congé parental sera désormais ouvert, sous certaines conditions, dans les entreprises de moins de cent salariés ; il s'agit là d'une avancée intéressante.

Mais si tout ce mécanisme permet de rapprocher des situations, de régler des difficultés individuelles, de gommer des causes de distorsion entre les carrières masculines et féminines, ne nous trompons pas sur les blocages qui vont subsister. Les mentalités, les conditions économiques vont encore réserver principalement les congés éducatifs aux seules femmes, et encore dans les familles qui auront les possibilités financières de choisir.

Ce sera une œuvre de longue haleine ; des mesures de soutien économique devront être prises. Nous défendrons tout à l'heure des amendements tendant à améliorer les mécanismes proposés par ce projet de loi.

Deux questions importantes ne sont pas parfaitement réglées dans le texte actuel. Elles concernent la protection sociale des bénéficiaires des congés et le maintien des avantages liés à l'ancienneté.

Sur ce dernier point, nous considérons que la suspension du contrat de travail du salarié bénéficiaire devrait être totalement assimilée à une période de travail, et qu'il faudrait donc en tirer toutes les conséquences pour le déroulement de la carrière de l'intéressé, sinon continueront à être pénalisés les parents qui prendront un congé, limité dans le temps, pour élever leurs enfants.

En ce qui concerne la protection sociale, nous attendons de nécessaires précisions, voire des décisions du Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'interruption des cotisations

d'assurance vieillesse et la situation du bénéficiaire au regard de l'assurance maladie dans le cas d'un congé dépassant une année.

Ce projet de loi marque donc une avancée certaine. Il appelle d'autres réformes et nous souhaitons, madame le secrétaire d'Etat, que vous en saisissiez prochainement le Parlement.

Si le vaste sujet de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle est loin d'être épuisé et si le débat ne sera pas clos aujourd'hui, si beaucoup d'efforts restent à faire en ce domaine, votre projet, qui inscrit dans le code du travail des dispositions nécessaires, constitue un indiscutable pas en avant et le groupe communiste le soutiendra. *(Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Madame le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, l'esprit du projet de loi concernant le congé parental nous paraît conforme à l'évolution des besoins de la famille, en particulier lorsque les deux parents travaillent.

En effet, ceux-ci doivent pouvoir exercer alternativement leurs activités familiales et professionnelles. Ils doivent pouvoir concomitamment ou successivement s'occuper de leurs jeunes enfants. Ils doivent donc pouvoir cesser totalement ou partiellement leurs activités professionnelles sans pour autant renoncer au droit au retour dans leur entreprise.

Cependant, ce texte nous semble imparfait sur plusieurs points qui ont déjà été évoqués et nous pose plusieurs questions.

Première question : pourquoi ne proposer que deux hypothèses au congé parental, soit une espèce de mise en disponibilité totale ou si l'on veut un congé sans solde pour convenance familiale, soit un travail à mi-temps ? N'aurait-il pas été heureux d'envisager d'autres formules, telles que les horaires variables, c'est-à-dire l'aménagement du temps de travail, ou encore le temps partiel ?

Pourquoi figer la réduction du temps de travail au mi-temps ?

Nous sommes, quant à nous, favorables à une notion plus large, celle du temps partiel. Cette formule est plus souple aussi bien pour l'employé que pour l'employeur.

En fonction des problèmes personnels de l'employé et des sujétions spécifiques de l'entreprise, une formule convenant aux deux partenaires pourrait être trouvée dans le cadre d'un dialogue, d'une confrontation, d'un colloque entre l'employeur et l'employé.

La solution choisie ne sera pas nécessairement le temps partiel ou le mi-temps ; elle pourra être le travail à tiers temps ou à trois quarts de temps. Elle pourra aussi consister en un choix d'horaires variables avec l'attribution annuelle d'un crédit d'heures que les parents pourraient utiliser à leur convenance. A cette formule pourrait d'ailleurs se greffer un décalage d'horaires entre les administrations et les entreprises privées.

Nous souhaitons donc, madame le secrétaire d'Etat, des dispositions plus souples, répondant mieux aux besoins des uns et des autres.

Deuxième question : pourquoi limiter le congé parental au cas de l'éducation des jeunes enfants ?

Bien sûr, dans la plupart des cas, c'est l'arrivée d'un enfant dans une famille qui constitue l'élément nouveau exigeant la présence des parents au foyer. Mais il y a d'autres cas, malheureusement plus douloureux, qui peuvent perturber une famille. Il y a l'accident grave qui fait passer un enfant d'une vie normale à une vie de handicapé. Il y a la longue maladie qui fait passer un enfant en bonne santé d'une vie active à une vie de reclus. Pourquoi les oublier, eux qui ont certainement autant besoin de leurs parents que l'enfant en bas âge ?

Nous sommes donc pour une extension des dispositions de ce projet de loi, c'est-à-dire du congé parental en faveur de ces catégories de familles.

Troisième question : pourquoi ne pas diminuer l'inégalité naturelle qui malheureusement existe entre les familles dans lesquelles les deux parents sont présents au foyer et celles dans lesquelles seul l'un des deux parents assure la charge des enfants ?

Dans les familles monoparentales, les enfants en bas âge ont encore plus besoin de la présence de la mère ou du père puisqu'ils n'ont qu'un parent. Certes, cette solution suppose l'attribution de ce que j'appellerai un revenu minimum garanti, équivalent au salaire minimum interprofessionnel de croissance, qui leur permettrait ainsi de bénéficier de la couverture sociale au-delà d'une année de cessation d'activités.

Nous sommes favorables à une telle solution qui permettrait de mettre un terme à cette inégalité entre la famille composée d'un père et d'une mère et la famille monoparentale.

Enfin, quatrième question : le remplacement temporaire des employés va-t-il permettre l'embauche temporaire d'un remplaçant par l'entreprise ?

C'est une question très importante. En effet, M. Bérégovoy a recommandé à tous les employeurs de ne pas passer de contrat à durée déterminée. Une loi en a d'ailleurs fixé les modalités. Si les entreprises n'ont pas la faculté, dans ce projet de loi, d'embaucher des employés pour des durées déterminées, non seulement elles seront hostiles au congé parental mais de surcroît cette interdiction ira à l'encontre de la politique de l'emploi.

Nous sommes donc favorables aux contrats à durée déterminée dans un certain nombre de circonstances dont celle du congé parental.

Je souhaiterais connaître la position du Gouvernement à ce sujet.

Ces quelques réflexions vous montrent, mes chers collègues, que ce texte pose beaucoup plus de questions qu'il n'en résout.

On peut même se demander, avec ceux qui ont préparé les travaux des VIII^e et IX^e Plans, si de tels problèmes doivent être du ressort de la loi plutôt que de la négociation collective.

On doit aussi, comme M. Bouyala dans le rapport consacré à l'enfant dans la vie, se poser la question de savoir si « la solution d'un régime particulier qui serait faite par le code du travail aux parents de jeunes enfants, pour souhaitable qu'elle soit, ne devrait pas être actuellement exclue en raison des tensions existant sur le marché du travail. Toute dérogation au régime du droit commun joue comme un frein à l'embauche de la catégorie de travailleurs qu'elle prétend protéger ».

Si nous sommes favorables au congé parental, pour toutes les raisons que j'ai développées, nous sommes très sceptiques, madame le secrétaire d'Etat, sur les résultats des propositions que vous nous présentez. *(Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)*

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Madame le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, remarquons tout d'abord que le Gouvernement et sa majorité tiennent leurs engagements en concrétisant, par ce texte de loi, l'égalité entre les hommes et les femmes et en traitant sur le même pied les travailleurs de toutes les entreprises de notre pays.

Il traduit l'intérêt que nous portons à la famille et notre volonté de permettre une approche nouvelle des rapports dans le couple.

Il offre aussi des moyens nouveaux aux familles monoparentales.

Il s'inscrit dans un ensemble de textes qui traiteront, en particulier, du temps choisi. Mais nous savons que nous ne résoudrons pas en le votant tous les problèmes qui se posent.

Les mesures qui nous sont proposées n'atteindront leur plein effet qu'à deux conditions : ne pas adopter un texte trop contraignant pour les entreprises, qui pousserait les employeurs à refuser l'autorisation de congé et interdirait au bénéficiaire de retrouver un emploi ; apporter certaines modifications que nous proposerons par amendements au cours du débat et qui concernent des points très précis : un délai égal de préavis pour l'homme et pour la femme, le champ d'application de la loi et les problèmes de couverture sociale.

Il se révèle en effet nécessaire de réduire la durée du préavis. Le maintien d'un délai trop long obligerait le père à demander un congé d'éducation parentale avant la naissance de l'enfant, ce qui ne paraît guère réaliste. En outre, le père ou la mère doivent bénéficier d'un même délai de préavis, ne serait-ce que parce que l'objet de la loi consiste à garantir des droits égaux à chaque citoyen de notre pays. Nous voulons que l'on ouvre des droits nouveaux pour tous.

Ce projet de loi élargit les droits des parents à un congé parental mais un certain nombre de catégories restent exclues du bénéfice des nouvelles mesures. Nous serons donc conduits à formuler des propositions tendant à élargir encore le champ d'application de la future loi.

Enfin, ce texte ne répondra à l'attente des familles que si ses conditions d'application sont réalistes et s'accompagnent de mesures assurant la protection sociale des intéressés. Comment imaginer que le père et la mère prendront simultanément un congé parental si au bout d'un an ils perdent leur droit à l'assurance maladie ou aux prestations de maternité ? Imaginez que l'enfant tombe malade. Comment les parents assureront-ils les soins pendant la période où il n'y aura pas de couverture sociale ? Est-il réaliste de croire qu'une femme enceinte, dans la deuxième année de son congé, acceptera de perdre ses indemnités journalières et de cotiser à nouveau pour retrouver ses droits ? Enfin, comment penser qu'une femme seule, divorcée par exemple, vivant des allocations familiales et d'une pension alimentaire, prendra un congé parental pour s'occuper de ses enfants si elle est assurée de perdre sa protection sociale ? Je rappelle

d'ailleurs que, dans la loi de janvier 1982, le Gouvernement a fait bénéficier les chômeurs non indemnisés de l'ensemble de la couverture sociale.

Le texte dont nous discutons perdrait une grande partie de son efficacité s'il n'assurait pas une couverture sociale comprenant assurance maladie et assurance maternité. Le groupe socialiste est tout à fait favorable au principe ainsi posé, mais il attend du débat qu'il nous apporte, madame le secrétaire d'Etat, la certitude que l'application de la nouvelle loi se traduira par une réelle amélioration de la situation actuelle.

Il ne pourra en être ainsi que si la protection sociale est assurée.

Nous formons le souhait que le projet de loi s'inscrive dans une politique globale de la famille et du temps choisi, afin de promouvoir de nouveaux rapports sociaux et familiaux. Ce texte ne résout pas tous les problèmes, mais il émane d'une majorité soucieuse de progrès social. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Madame le secrétaire d'Etat, le texte que vous nous présentez présente plusieurs aspects positifs. Mais les innovations qu'il propose ne doivent pas être surestimées. Elles ne représentent qu'une petite facette d'une politique familiale. Cette importance relative se mesure sans doute par les délais très brefs qui ont été laissés aux députés pour étudier le projet : ce dernier a été discuté avant-hier par la commission et le rapport n'a été mis à notre disposition que ce matin.

Le congé parental, qui donne la possibilité aux salariés de bénéficier d'un congé non rémunéré pour élever un jeune enfant, a été institué par la loi du 12 juillet 1977. Ces dispositions importantes, parce que novatrices, présentaient des insuffisances que je rappellerai brièvement après Mme le rapporteur.

D'abord, les salariés des entreprises de moins de cent salariés étaient exclus du droit au congé parental. Ensuite, la mère était considérée comme bénéficiaire prioritaire et la possibilité d'accès conjoint des deux parents avaient été écartée. Enfin, le retour anticipé dans l'entreprise n'était possible que dans peu d'hypothèses. Si aucune rémunération n'était prévue pendant la durée du congé, la possibilité d'acquisition d'un revenu d'appoint était possible. Quant à la couverture sociale, elle posait des problèmes, en particulier pour les parents célibataires.

Le projet actuel propose certaines solutions à ces insuffisances, des solutions souvent timides, quelquefois incomplètes, même s'il est vrai qu'il n'est pas facile de concilier l'intérêt des salariés et celui de l'entreprise.

Comme M. Pinte, je suis favorable à une grande souplesse dans ce domaine et hier, à cette même tribune, parlant du congé sabbatique et du congé pour création d'entreprise, nous disions que dans un certain nombre de pays, les recherches étaient plus avancées que dans notre pays et qu'aux Etats-Unis, par exemple, 21 millions de personnes bénéficiaient d'horaires flexibles et d'autres aménagements favorables à une vie familiale.

Voyons les innovations.

Je citerai, en premier lieu, l'égalité entre les parents, puisque le père et la mère peuvent bénéficier des dispositions du nouveau texte, ensemble ou alternativement.

Je citerai, en second lieu, l'égalité entre les salariés grâce à l'inclusion des entreprises de cent salariés ou moins. De même, me semble positive l'affirmation du droit au travail à temps réduit des deux parents, sans remettre en cause les relations avec l'entreprise.

Cela étant, certaines garanties sont données aux entreprises. Les employeurs de moins de cent salariés pourront refuser l'accès au congé s'ils estiment que cela peut avoir des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise.

Pour conclure sur ce chapitre, je pense, comme Mme le rapporteur, que la solution d'un certain nombre de difficultés individuelles s'en trouvera facilitée.

Pour autant, tous les problèmes ne sont pas réglés.

Ce texte laisse en suspens le problème de la protection sociale du bénéficiaire de congé, qu'il s'agisse de l'interruption des cotisations à l'assurance-vieillesse, ou du fait que la couverture de l'assurance-maladie ne sera maintenue que jusqu'à un an ; quant aux indemnités de chômage, elles risquent de se trouver réduites pour certains.

Comme par le passé, le bénéficiaire de congé ne percevra aucune rémunération pendant la durée de celui-ci, ce qui posera aux ménages modestes des problèmes d'autant plus graves que désormais toute activité professionnelle, autre que des activités d'assistance maternelle, est interdite, ce qui n'était pas le cas avec les textes précédents.

Ce texte posera aussi des problèmes d'organisation dans des petites entreprises de plus de 100 salariés, quand plusieurs personnes bénéficieront du congé en même temps, quand un salarié

décidera unilatéralement, durant ses congés, de transformer ce congé parental en travail à temps partiel ou inversement, et cela plusieurs fois, quand un salarié conjuguant congés de maternité, congés de maladie et congé parental sera absent pendant plusieurs années.

On aurait peut-être pu aussi prévoir une durée minimale pour le congé parental afin d'éviter que celui-ci ne soit transformé en congé non rémunéré de courte durée pour convenance personnelle.

On ne peut examiner un tel texte sans évoquer aussi la politique familiale et nous nous posons quelques questions à ce sujet. Une politique familiale suppose d'abord une amélioration ou tout au moins un maintien du pouvoir d'achat des familles. La situation économique est telle qu'on assiste actuellement à une diminution de celui-ci.

Nous savons aussi — des études récentes l'ont montré — que la naissance du troisième enfant pose souvent des problèmes insurmontables aux familles, notamment parce que la mère cesse fréquemment de travailler après le deuxième enfant.

Actuellement, il nous semble que l'on mène une politique malthusienne. J'en veux pour preuve les modalités de relèvement des allocations familiales qui ont avantagé les familles de deux enfants et désavantagé les familles de trois enfants et plus, ainsi que la banalisation de l'avortement désormais pris en charge par la collectivité.

M. Emmanuel Hamel. Ce fut une décision funeste !

M. Jean-Paul Fuchs. Nous pensons qu'une véritable politique familiale doit permettre à toute femme de travailler si elle le désire — et en France elles sont nombreuses à le vouloir — mais aussi d'élever ses enfants à la maison si elle le souhaite. Dans ce dernier cas, il faut lui donner des moyens suffisants et nous avons suggéré la création d'une indemnité de la mère au foyer dont le montant pourrait approcher le S. M. I. C.

Tout en présentant des aspects positifs — et je l'ai dit suffisamment — le présent projet ne constitue pas un pas décisif dans la voie de l'harmonisation de la vie familiale et de la vie professionnelle. Ce n'est pas, non plus, une facette importante de la politique familiale.

Nous attendons que le Gouvernement propose prochainement un véritable débat sur la politique familiale. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme Lecuir.

Mme Marie-France Lecuir. Rapporteur l'an dernier du projet de loi sur l'égalité professionnelle, je me réjouis d'autant plus que ce soit aujourd'hui l'égalité parentale, si je puis dire, qui soit consacrée. C'est une innovation importante que nous mettons entre les mains des hommes et des femmes dont la très grande majorité vit encore dans une forte inégalité l'éducation des enfants.

Le rapporteur, les orateurs, comme Mme le secrétaire d'Etat, ont parfaitement montré l'intérêt de ce texte. En effet, il tend à offrir aux salariés, hommes et femmes, la possibilité de mieux concilier leur activité professionnelle avec l'éducation de leurs enfants, à garantir le droit à réintégration dans l'entreprise après le congé parental d'une ou de deux années, à faciliter le recours au temps partiel des hommes et des femmes, à ouvrir aux travailleurs des petites entreprises du secteur privé ce droit qui, jusqu'à présent, était réservé de fait aux salariés des grandes entreprises, aux fonctionnaires ou aux bénéficiaires de certaines conventions collectives.

Instrument de partage du temps entre père et mère, cette loi permet à un couple de travailler alternativement dans la semaine, dans l'année ou dans une carrière et de s'occuper alternativement des enfants.

Mais ne nous leurrons point : les nouvelles dispositions seront, pendant un certain temps encore, surtout utilisées par les femmes.

Aujourd'hui, bien des mères n'hésitent pas à arrêter leur travail et donc à perdre leur salaire, leur poste, leur avancement et leur qualification. Demain, elles pourront élever leurs enfants, garder leur emploi et ne pas renoncer à leur carrière.

Certes elles perdront leur salaire, mais elles économiseront les frais de garde, de transport et tous les faux frais induits par le travail à l'extérieur. Surtout leur choix pourra ne plus être définitif, il pourra s'exercer entre différentes formules : le congé total d'un an ou deux, le temps partiel, des aménagements d'horaires entre père et mère.

Enfin, les femmes qui élèvent seules leurs enfants — leur nombre augmente très vite : de 8 p. 100 entre 1962 et 1968 et de plus de 25 p. 100 entre 1975 et 1981 — voient leurs droits au travail mieux garantis par ces dispositions. Les femmes de quarante ou cinquante ans ayant élevé les enfants d'un marl qui les abandonne à l'âge mûr pourront se réjouir de voir leurs cadettes mieux protégées puisqu'elles auront pu garder une attache professionnelle.

C'est donc une loi d'égalité, une loi de dignité que nous voterons aujourd'hui.

Mais c'est aussi une loi de partage du travail, de lutte contre le chômage. C'est aussi notre fierté que de participer ainsi à cette mobilisation pour l'emploi.

Pouvez-vous, madame le secrétaire d'Etat, nous préciser les conditions de ce pari : quelles hypothèses peut-on formuler en ce qui concerne les conséquences sur l'emploi du dispositif de travail à mi-temps et de congé parental ? Combien d'emplois pourront être ainsi dégagés ?

Le rapport de Mme Jacquaint pose très justement la question du revenu de remplacement pendant le temps de congé parental. D'autres collègues l'ont aussi évoquée. Jusqu'à présent, aucune solution collective n'était proposée. Les choix étaient individuels, quoique fortement influencés par la tradition.

Il n'est pas question que le droit à congé s'accompagne d'une rémunération puisqu'il n'y a pas travail professionnel. L'éducation de ses propres enfants ne peut en aucun cas être considérée comme une source de revenu. Le temps passé à soigner son enfant n'a pas à être payé.

Mais, dans la perspective d'une aide spécifique aux familles nombreuses, l'hypothèse d'une allocation spéciale pour l'éducation d'un troisième enfant a été avancée. Pouvez-vous nous dire, madame le secrétaire d'Etat, où nous en sommes à ce sujet ? Une telle allocation à la mère du troisième enfant qui quitterait son travail dans les conditions que nous allons voter serait, certes, un très grand progrès. Je crains cependant qu'en s'engageant dans cette voie, on ne mette en cause l'objectif exprimé par le Président de la République de faire diminuer les prélèvements obligatoires dans les prochaines années.

Enfin, dernière question, comment allez-vous mobiliser l'opinion pour que cette loi soit vécue et utilisée dans son double objectif : harmonie et épanouissement individuel et familial d'une part, partage du travail et création d'emplois d'autre part ?

Le scepticisme est encore trop grand à l'égard du rôle de la réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage, encore que, récemment, de nombreux accords d'entreprises témoignent de négociations qui aboutissent à maintenir ou à créer des emplois par des réductions d'horaires.

Notre vote d'aujourd'hui, comme celui d'hier sur le congé pour création d'entreprise et sur le congé sabbatique, comme ceux de l'autre semaine sur les crédits des contrats de solidarité pour la réduction du temps de travail ou la retraite progressive, nos votes donc, et vos décisions, madame le secrétaire d'Etat, ne peuvent seuls entraîner l'opinion. Les hommes et les femmes, les syndicats et les patrons, les associations et les individus ont maintenant à leur disposition des instruments pour choisir le temps, réduire la durée du travail et lutter contre le chômage. Qu'ils s'en saisissent ! (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

M. le président. La parole est à M. Sueur.

M. Jean-Pierre Sueur. Madame le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'aborderai trois points à propos de ce projet.

Ce texte se situe dans la perspective d'une meilleure gestion de la répartition entre le temps de travail et le temps choisi. Il s'inscrit donc dans une politique qui sera l'un des points importants des débats que nous aurons prochainement à propos du Plan. Il s'agit d'une politique d'ensemble dans laquelle prennent place les primes aux embauches à trente heures, les mesures propres à favoriser une plus grande flexibilité annuelle de la durée du travail et une meilleure répartition de sa durée hebdomadaire.

Ce texte prend aussi sa place dans la préparation, que vous avez annoncée tout à l'heure, madame le secrétaire d'Etat, d'un projet de loi sur le temps choisi qui sera sans doute l'un des projets de loi les plus décisifs pour notre vie sociale et pour la vie professionnelle que nous aurons l'occasion de discuter ici.

Au même ordre de préoccupations répondront les mesures permettant un meilleur recours au travail à mi-temps à la fin de la vie active pour aller vers des solutions de retraite progressive qui ont été envisagées.

Ce projet de loi s'inscrit donc dans un ensemble de dispositions, et il est parfaitement cohérent avec le texte dont nous discutons hier soir, ici même, concernant le congé sabbatique et le congé pour création d'entreprise.

Second point de mon intervention : il s'agit de concilier le temps de travail et le temps choisi, mais aussi de mieux concilier la vie familiale et la vie professionnelle.

D'autres orateurs ont insisté sur les limites du congé parental d'éducation tel qu'il existe à ce jour. D'abord, il doit prendre place nécessairement immédiatement après le congé de maternité ou le congé pour adoption, ce qui constitue une limitation considérable, car un grand nombre de parents souhaitent pouvoir prendre le congé quelque temps après la naissance, surtout lorsqu'ils ont déjà plusieurs enfants.

Par ailleurs, l'interruption du travail doit être totale, alors que le texte qui nous est présenté offre la possibilité de travailler à mi-temps. MM. Pinte et Fuchs ont demandé si cela n'était pas trop restrictif et s'il ne conviendrait pas de développer des formules intermédiaires qui permettraient de travailler à deux tiers ou trois quarts de temps par exemple. Je leur ferai observer que la négociation annuelle rendue obligatoire par la troisième des lois Auroux que nous avons adoptées ici va déjà dans ce sens, puisqu'elle permet de négocier au cas par cas, dans les entreprises, les conditions de la durée du travail. Nous estimons que c'est au niveau de l'entreprise qu'il faut, avec le maximum de souplesse, imaginer toutes les solutions possibles pour parvenir à une meilleure répartition du temps de travail.

Autres avantages du projet par rapport à la situation actuelle : toutes les entreprises de plus de cent salariés seront concernées et le père et la mère seront placés à égalité vis-à-vis du nouveau droit.

Ce projet pose aussi quelques problèmes.

Après d'autres orateurs, je voudrais insister sur la nécessité de prévoir des solutions claires et précises en ce qui concerne la protection sociale au-delà d'un an pour les assurances maladie et maternité. Le problème des indemnités journalières doit également être réglé clairement. Il est certain que faute de réponses sur ces points, ce texte perdrait beaucoup de sa portée.

Par ailleurs, il est indispensable d'apporter des précisions sur ce qui se passera dans les entreprises de moins de cent salariés. Des amendements pourront améliorer le texte. Il semble notamment nécessaire que l'avis du comité d'entreprise ou des délégués du personnel soit sollicité, que les refus soient motivés et qu'il puisse y avoir contestation dans un délai raisonnable devant le tribunal des prud'hommes.

Il est certes indispensable de penser à l'intérêt des entreprises, notamment des petites et des moyennes entreprises. Au terme de nos débats, le texte devra réaliser un bon compromis entre l'intérêt des entreprises et celui des salariés. Mais il serait anormal qu'il y ait une trop grande disparité entre le droit du salarié qui travaille dans une grande entreprise et celui du salarié membre d'une petite entreprise.

Ce texte va clairement dans le sens d'une politique familiale qui doit avoir sa spécificité et son financement propre au sein de l'ensemble de la politique sociale. Nous savons, madame le secrétaire d'Etat, que vous vous battez avec une grande constance en ce sens, et je crois que ce projet en est un nouveau témoignage.

Enfin, ce texte va dans le sens d'une meilleure gestion du temps. Les gains de productivité, les changements profonds dans l'organisation du travail qu'entraînera encore la troisième révolution industrielle, le fait qu'il faille mieux partager le travail disponible dans une période où l'on compte deux millions de chômeurs, tout cela doit nous entraîner à une meilleure maîtrise du temps, du temps de travail comme du temps choisi.

Les travailleurs, pendant longtemps, ont lutté pour que le plus grand nombre maîtrise mieux l'économie et le travail. Je crois que les luttes vont maintenant s'orienter essentiellement vers la maîtrise du temps. Il convient de faire en sorte que le temps imposé, le temps qui s'impose aux salariés, le temps programmé, le temps qui façonne la vie, devienne le temps choisi, le temps maîtrisé. C'est, je crois, l'un des principaux enjeux de nos débats sur le travail et sur la vie sociale en cette fin du XX^e siècle. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. Si vous n'aviez pas été le dernier orateur inscrit, j'aurais demandé aux suivants de mieux maîtriser aussi leur temps de parole. (Sourires.)

La discussion générale est close.

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés.

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs les députés, les intéressantes interventions que je viens d'écouter montrent bien que, même s'il ne résout pas tous les problèmes qui se posent aux parents pour concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle ainsi que pour assurer l'égalité du père et de la mère dans leur rôle de parents, ce texte constitue une avancée significative. Nous ne résolvons pas tout, mais nous avançons, et cela est déjà important.

Parmi les nombreuses questions qui ont été soulevées, plusieurs ont trait à la politique familiale. Il doit être clair que ce texte qui concerne l'aménagement du temps de travail s'inscrit dans le cadre plus général de la politique familiale. Je présenterai d'ailleurs au Parlement, probablement lors de la prochaine session ordinaire, un projet de loi qui nous permettra encore d'avancer. Il comportera la création d'une allocation « jeune enfant », qui interviendrait dès la grossesse et qui serait versée à toutes les familles jusqu'à l'âge de trois ans, ainsi que la possibilité pour les jeunes parents de familles nombreuses nombreuses de bénéficier effectivement d'un congé parental rémunéré.

Ce projet de loi s'inscrit dans le mouvement déjà engagé, qui tend à doter notre pays de structures d'accueil de la jeune enfance en plus grande quantité. Nous disposons de structures de bonne qualité, mais en nombre encore insuffisant. Avec les « contrats-crèches » qui sont opérationnels depuis le 1^{er} octobre, nous pourrions dans les années à venir disposer d'une meilleure structure d'accueil. Certes, tout n'est pas parfait, mais un progrès sensible est amorcé.

Je me réserve d'approfondir un certain nombre de points à l'occasion de la discussion des amendements. En tout état de cause, je pense que ce texte constitue un progrès social important, même si, je le répète, il est insuffisant, comme tous les progrès sociaux. Mais il pourra être amélioré. Il permettra aux familles les plus défavorisées, celles qui ont le plus de mal à concilier la vie familiale et la vie professionnelle, de vivre dans des conditions dignes de notre pays. En effet, ce n'est pas dans les catégories socio-professionnelles les plus favorisées qu'on éprouve des difficultés pour concilier vie professionnelle et vie familiale, mais dans les familles où le second salaire est absolument nécessaire, et cela est particulièrement vrai à une époque où les structures familiales sont largement éclatées et où, ce qu'on appelle la famille élargie n'existant plus, on est privé de l'appui qu'on pouvait encore en recevoir il y a seulement vingt ou trente ans.

Bref, ce projet est porteur d'une avancée sociale, certes encore insuffisante, mais on constatera dans les années à venir qu'il aura été important à la fois pour la vie familiale et pour la vie professionnelle.

M. le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi dans le texte du Gouvernement est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

M. le président. Art. 1^{er}. — L'article L. 122-28-1 du code du travail est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. L. 122-28-1. — Pendant la période de deux ans qui suit l'expiration du congé de maternité ou d'adoption prévu par l'article L. 122-26 ou par une convention ou un accord collectif, le salarié qui justifie d'une ancienneté minimale d'une année à la date de la naissance de son enfant ou de l'arrivée au foyer d'un enfant de moins de trois ans confié en vue de son adoption a le droit, sous réserve des dispositions de l'article L. 122-28-4, soit de bénéficier d'un congé parental d'éducation durant lequel le contrat de travail est suspendu, soit de réduire sa durée de travail à la moitié de celle qui est applicable à l'établissement.

« Le congé parental et la période d'activité à mi-temps ont une durée initiale d'un an au plus ; ils peuvent être prolongés une fois et prennent fin, au plus tard, au terme de la période de deux ans définie à l'alinéa premier, quelle que soit la date de leur début.

« Le salarié doit informer son employeur du point de départ et de la durée de la période pendant laquelle il entend bénéficier des dispositions de l'alinéa premier du présent article.

« Lorsque cette période suit immédiatement le congé de maternité ou le congé d'adoption pris par la salariée, celle-ci doit informer l'employeur au moins un mois avant le terme dudit congé ; dans les autres cas, l'information doit être donnée à l'employeur trois mois au moins avant le début du congé parental d'éducation ou de l'activité à mi-temps.

« Lorsque le salarié entend prolonger son congé parental d'éducation ou sa période d'activité à mi-temps, il doit avertir l'employeur de cette prolongation au moins un mois avant le terme initialement prévu et l'informer, le cas échéant, de son intention, soit de transformer le congé parental en activité à mi-temps, soit de transformer l'activité à mi-temps en congé parental. »

M. Pinte a présenté un amendement, n° 23, ainsi rédigé :

« A la fin du premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, supprimer les mots : « à la moitié de celle qui est applicable à l'établissement ».

La parole est à **M. Pinte**.

M. Etienne Pinte. Cet amendement a pour objet de rendre le texte compatible avec les amendements que je soutiendrai dans un instant et qui ont pour objet de substituer la notion de travail à temps partiel à la notion de travail à mi-temps.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dutoix, secrétaire d'Etat. La proposition de **M. Pinte** ne manque pas d'intérêt, puisqu'elle tend à assouplir le système du congé parental en permettant aux entreprises de proposer une formule autre que le travail à mi-temps.

Mais je ferai observer à **M. Pinte** que le code du travail permet déjà à l'employeur et à l'employé de négocier des horaires différents. Cependant, il est certain que si un salarié décide de travailler à deux tiers de temps, il est beaucoup plus difficile de lui trouver un remplaçant. Au regard des problèmes d'organisation des entreprises, c'est donc le travail à mi-temps qui semble le plus prometteur.

En résumé, la formule proposée par **M. Pinte** peut être adoptée s'il y a accord entre l'employeur et l'employé, mais la prévoir dans la loi risquerait de poser de délicats problèmes d'organisation aux entreprises.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. **M. Pinte** a présenté un amendement, n° 24, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase du deuxième alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, substituer au mot : « mi-temps », les mots : « temps partiel ».

La parole est à **M. Pinte**.

M. Etienne Pinte. En fait, madame le secrétaire d'Etat, vous limitez à deux possibilités seulement le choix des parents qui souhaitent bénéficier d'un congé parental : le congé total ou le travail à mi-temps. Vous affirmez qu'il sera beaucoup plus difficile à l'entreprise de trouver quelqu'un pour remplacer un salarié qui travaillera à deux tiers de temps, ou à trois quarts de temps, qu'un salarié qui travaillera à mi-temps. Je considère, pour ma part, qu'il est beaucoup plus souple d'offrir aux employeurs et aux employés des possibilités plus larges que le travail à mi-temps. Cela permettrait de répondre à des besoins spécifiques des employés et à des sujétions particulières des employeurs.

Je ne comprends pas pourquoi vous souhaitez limiter au travail à mi-temps cette possibilité de choix offerte aussi bien aux employeurs qu'aux employés, d'autant que vous déclarez qu'il est toujours possible de négocier, individuellement ou éventuellement dans le cadre conventionnel, d'autres formules.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dutoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement souhaite que l'organisation des entreprises n'ait pas à pâtir du congé parental.

M. Pinte a exprimé tout à l'heure son scepticisme, et une telle mesure sera effectivement difficile à mettre en œuvre si ni les salariés ni les employeurs n'en veulent. Je crois, pour ma part, que les salariés sont très demandeurs, et il est donc essentiel, lorsqu'on étend une telle mesure à de petites entreprises, de veiller à ne pas compromettre l'équilibre de celles-ci. Et cet équilibre sera plus facilement maintenu par une référence au travail à mi-temps que par une référence au travail à temps partiel qui rendrait leur organisation plus difficile.

Je m'étonne donc, monsieur **Pinte**, de votre insistance, car votre scepticisme initial pourrait en fait se nourrir du refus que certaines petites entreprises opposeraient aux demandes de congé parental. Mon ambition est que les salariés, et particulièrement ceux des petites entreprises, puissent effectivement prendre un tel congé. Pour cela, certaines conditions doivent être remplies et, à cet égard, la référence au travail à mi-temps me paraît importante.

M. le président. La parole est à **M. Le Foll**, contre l'amendement.

M. Robert Le Foll. Ce que nous souhaitons avant tout, c'est que le texte de loi soit applicable sur le terrain. Pour qu'il en soit ainsi, il ne faut pas qu'il complique trop la vie de ceux qui auront à le mettre en œuvre. Compte tenu de l'expérience que nous avons déjà sur le travail à temps partiel et le travail à mi-temps, dans la fonction publique par exemple, et des problèmes que cela pose, il me semble prudent, si nous ne voulons pas compromettre dans l'opinion publique l'idée que le congé parental est une bonne chose, de simplifier au maximum les modalités d'application de ce texte, au moins dans un premier temps.

Il faut être simple, j'y insiste. N'oublions pas, en effet, que nous allons demander à des employeurs de changer leurs habitudes, de modifier certains modes d'organisation du travail dans leurs entreprises.

Nous souhaitons, par ailleurs, que le salarié retrouve son emploi à l'issue du congé parental. Or si, abandonnant l'idée du travail à mi-temps, nous adoptions des dispositions trop

complexes, cela pourrait obliger l'employeur à embaucher pour assurer son remplacement et il pourrait être difficile de lui redonner un travail au terme de son congé. Nous sommes donc contre tous les amendements identiques qui tendent à remplacer les mots « mi-temps » par les mots « temps partiel ».

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 24. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 25, ainsi rédigé :

« Dans la troisième alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, après le mot : « employeur », insérer les mots : « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. A partir du moment où le salarié, quelle que soit la situation, est tenu de prévenir l'employeur dans des délais précis, il y a lieu que les choses se fassent officiellement afin qu'il ne puisse y avoir aucune contestation.

La précision que je propose se justifie donc d'elle-même, et la commission proposera d'ailleurs de l'introduire dans l'un des alinéas suivants.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement. A titre personnel, je le trouve inutile dans la mesure où la question est réglée à l'avant-dernier alinéa.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement qui apporte une certaine amélioration au texte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, M. Le Foll et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 1, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, substituer aux mots : « pris par la salariée, celle-ci », les mots : « de la mère, le salarié ».

Sur cet amendement, le Gouvernement a présenté un sous-amendement, n° 21, ainsi rédigé :

« Dans l'amendement n° 1, supprimer les mots : « de la mère ».

La parole est à Mme le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 1.

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. Cet amendement a été adopté par la commission à l'initiative de M. Le Foll. Il permet de remédier à ce qui risquerait d'apparaître comme une discrimination à l'égard du parent masculin. Celui-ci, comme je l'ai expliqué dans mon intervention tout à l'heure, ne paraît pas, si l'on s'en tient au texte initial, pouvoir prendre son congé parental, moyennant un préavis d'un mois, dès la fin du congé de maternité de la mère.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat, pour soutenir le sous-amendement n° 21 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1.

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte l'amendement de la commission sous réserve de son sous-amendement n° 21. En effet, les mots « de la mère » sont inutiles pour le congé de maternité, comme d'ailleurs pour le congé d'adoption — lequel sera ultérieurement étendu au père.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 21 ?

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. Je pense que si la commission avait examiné ce sous-amendement, elle l'aurait adopté.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 21. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1, modifié par le sous-amendement n° 21.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 2, ainsi rédigé :

« Dans la première phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, après les mots : « informer l'employeur », insérer les mots : « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ».

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. Il est apparu important à la commission de prévoir, pour l'information de l'employeur, une procédure qui laisse place au minimum de contentieux.

C'est pourquoi, par cet amendement, elle propose que le salarié informe son employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est d'accord avec cet amendement. La procédure s'en trouvera très améliorée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, M. Le Foll et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 3, ainsi rédigé :

« Dans la seconde phrase de l'avant-dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, substituer aux mots : « trois mois », les mots : « deux mois ».

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. Cet amendement a été adopté par la commission à l'initiative de M. Le Foll.

Le délai de trois mois prévu par le projet est manifestement exagéré, compte tenu de la durée du congé de maternité — M. Le Foll l'a d'ailleurs expliqué dans son intervention — et, en tout état de cause, il est très supérieur à celui prévu par la législation en vigueur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. A la réflexion, le délai de deux mois proposé par la commission me paraît suffisant pour organiser le remplacement du salarié qui demande un congé parental. Le Gouvernement est donc d'accord pour l'adoption de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 4, ainsi rédigé :

« Avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, insérer l'alinéa suivant :

« La lettre mentionnée à l'alinéa précédent peut comporter des propositions concernant la répartition des horaires de travail pendant la période d'activité à mi-temps. A défaut de réponse de la part de l'employeur dans un délai de quinze jours à compter de la présentation de la lettre, son accord sur cette répartition est réputé acquis. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguetta Jacquaint, rapporteur. L'amendement n° 4 vise à offrir au salarié la possibilité d'obtenir, avant le début de la période de travail à temps réduit, des garanties sur la répartition de ses horaires — j'ai d'ailleurs évoqué ce point dans mon intervention. Faute d'une telle précision, il se pourrait qu'un salarié ne sache absolument pas comment sera organisé son travail à mi-temps.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Cet amendement fait allusion à la notion d'accord entre l'employeur et le salarié. Le Gouvernement est favorable à une recherche négociée de la solution du problème qui peut se poser à l'occasion de la répartition des horaires pour la période d'activité à mi-temps. Toutefois, il ne peut suivre les auteurs de l'amendement jusque dans leur conclusion et admettre avec eux que si l'employeur ne répond pas aux propositions du salarié, son accord est réputé acquis, et ce pour deux motifs.

En premier lieu, une telle démarche aboutirait, pour cette catégorie particulière de salariés, à renverser le principe de la fixation par l'employeur des horaires de travail.

En second lieu, le travail à mi-temps n'est qu'une modalité du travail à temps partiel qui repose, obligatoirement, sur une base contractuelle, à savoir la fixation par un contrat écrit entre l'employeur et le salarié d'un horaire de travail.

Pour ces raisons, il est difficile au Gouvernement d'accepter cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4.

(L'amendement n'est pas adopté.)

(M. François Massot remplace M. Guy Ducoloné au fauteuil de la présidence.)

PRESIDENCE DE M. FRANÇOIS MASSOT, vice-président.

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 5, ainsi rédigé :

« Avant le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, insérer l'alinéa suivant :

« A défaut d'accord entre les intéressés, la durée quotidienne du travail pendant la période d'activité à mi-temps ne peut excéder cinq heures. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. L'amendement n° 5 vise à empêcher l'employeur, en cas de désaccord persistant avec le salarié sur la répartition des horaires, de procéder à une répartition arbitraire qui remettrait totalement en cause la vie familiale de l'intéressé. Il constitue donc un garde-fou qui garantit le salarié, dans l'hypothèse où il ne parviendrait pas à un accord avec son employeur sur la répartition de ses horaires, contre une désorganisation complète de sa vie familiale qui rendrait sans intérêt la législation que nous sommes en train d'adopter.

Il se peut — nous en avons des exemples — que le patron choisisse seul l'organisation du travail à mi-temps, ce qui irait à l'encontre de ce que nous voulons, c'est-à-dire donner au salarié un temps choisi plus important pour l'éducation d'un jeune enfant.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Pour les mêmes raisons que j'ai exposées à propos de l'amendement précédent, le Gouvernement ne peut accepter les propositions de la commission. Il est, en effet, nécessaire que l'employeur et le salarié s'entendent sur l'organisation du travail. Si tel n'est pas le cas, le congé parental ne pourrait être pris dans des conditions correctes, ni pour l'entreprise, ni pour le salarié.

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Nous avons longuement débattu de cet amendement en commission. Notre souci, que Mme le rapporteur a rappelé à l'instant, est qu'un salarié qui a demandé à travailler à mi-temps ne puisse pas être contraint d'effectuer une journée complète de travail. J'avais, au nom de mon groupe, exprimé certaines réserves à ce sujet lors du débat en commission, et si nous avons finalement accepté de nous rallier à la proposition de Mme le rapporteur, c'est parce qu'elle prévoit qu'à défaut d'accord du salarié, une telle obligation ne pourra lui être imposée.

Nous craignons, en effet, que des responsables qui ne souhaitent pas introduire le travail à temps partiel dans leur entreprise ne bloquent le processus en imposant par exemple aux candidats d'accomplir deux journées de travail complètes dans la semaine. La loi pourrait avoir des effets pervers si aucun plafond n'est fixé à la durée de travail quotidien.

Peut-être l'amendement n° 5 est-il incompatible avec les dispositions en vigueur, mais le problème n'en est pas moins réel et des mesures doivent être prises, éventuellement par voie réglementaire, pour éviter que ne se produisent les errements que nous voulons prévenir.

Peut-être pouvez-vous nous éclairer sur ce point, madame le secrétaire d'Etat.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 26, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, substituer au mot : « mi-temps », les mots : « temps partiel ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. J'ai défendu un amendement identique qui a été repoussé. Je pense que celui-ci subirait le même sort et je considère que le problème a déjà été tranché.

M. le président. L'amendement n° 26 n'a plus d'objet.

M. Pinte a présenté un amendement, n° 27, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-1 du code du travail, après les mots : « cette prolongation », insérer les mots : « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Je pense qu'il faut répéter, dans chacun des alinéas, que lorsque l'employé souhaite modifier ses conditions de travail, en particulier son temps de travail, il doit en avertir son employeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. D'accord !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er}, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 1^{er}, ainsi modifié, est adopté.)

Article 2.

M. le président. « Art. 2. — Les articles L. 122-28-2 et L. 122-28-4 deviennent respectivement les articles L. 122-28-6 et L. 122-28-7 ; l'article L. 122-28-3 est abrogé. »

Mme Fraysse-Cazalis et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 14, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 2 par les dispositions suivantes : « L'article L. 122-28-2 du code du travail qui devient l'article L. 122-28-6 est ainsi rédigé :

« Art. L. 122-28-6. — Le salarié en congé parental d'éducation ou qui travaille à mi-temps pour élever un enfant bénéficie de tous les avantages liés à l'ancienneté et conserve en outre le bénéfice de tous ceux qu'il avait acquis avant le début dudit congé. »

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Cet amendement vise à maintenir tous les avantages liés à l'ancienneté pendant la période du congé afin de ne pas pénaliser dans le déroulement de sa carrière le salarié, femme ou homme, qui décide de prendre un congé parental.

Cette disposition nous paraît indispensable pour permettre un véritable libre choix de la famille et une application la plus large possible de ce texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission avait rejeté un amendement proche de celui que vient de soutenir Mme Fraysse-Cazalis, dans lequel il était indiqué que le salarié ne perdrait aucun des avantages liés à l'ancienneté.

La rédaction proposée par l'amendement n° 14 prévoit pour le salarié en congé parental ou à mi-temps le bénéfice des avantages liés à l'ancienneté, ce qui est plus positif.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est défavorable à cet amendement, car les textes relatifs au congé parental prévoient déjà la prise en compte de la moitié de l'ancienneté. Cette règle est plus favorable que celle qui s'applique dans d'autres cas de suspension de contrat de travail, par exemple le congé sabbatique.

La loi que nous élaborons est extrêmement importante. Le salarié qui n'aura pas travaillé pendant son congé parental aura des droits, mais il est juste qu'il n'ait pas autant de droits que celui qui a travaillé pendant la même période. La prise en compte de la moitié de l'ancienneté traduit, me semble-t-il, une attitude qui se veut à la fois généreuse dans sa motivation initiale et rigoureuse dans son application.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 14. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Mme Fraysse-Cazalis et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 15, ainsi rédigé :

« Compléter l'article 2 par l'alinéa suivant :

« Le premier alinéa de l'article L. 122-28-4 du code du travail qui devient l'article L. 122-28-7 est ainsi rédigé :

« Le salarié réembauché dans l'entreprise en application de l'article L. 122-28 et celui qui reprend son activité à l'issue du congé parental d'éducation ou d'un travail à mi-temps pour élever un enfant prévus à l'article L. 122-28, bénéficient, dans tous les cas, d'une réadaptation professionnelle à leur poste de travail. »

Sur cet amendement, le Gouvernement a présenté un sous-amendement, n° 39, ainsi rédigé :

« Dans le second alinéa de l'amendement n° 15, substituer aux mots : « dans tous les cas », les mots : « en tant que de besoin ».

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis, pour soutenir l'amendement n° 15.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Cet amendement vise à élargir les possibilités de réadaptation professionnelle au terme du congé.

Une telle réadaptation n'est prévue que dans deux cas seulement : un changement de technique ou un changement de méthode de travail. Or l'expérience montre qu'elle peut être nécessaire dans d'autres circonstances. Je pense notamment au travail posté où, après un certain temps d'absence, un salarié peut avoir besoin d'un délai pour retrouver le rythme exigé, faute de quoi il pourrait être pénalisé par la perte des primes liées au rendement, ou même être licencié pour faute professionnelle.

C'est pour éviter ces écueils que nous avons déposé notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission avait rejeté cet amendement, car il est bien précisé dans les textes qu'une période de réadaptation est laissée au salarié. Toutefois, j'ai été personnellement sensible aux arguments de Mme Fraysse-Cazalis, qui montrent bien que le besoin de réadaptation peut se faire sentir dans d'autres cas que ceux qui sont actuellement prévus, et notamment pour le travail posté.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat, pour soutenir le sous-amendement n° 39 et donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15.

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. L'amendement n° 15 paraît de nature à améliorer la loi. Le Gouvernement est donc disposé à l'accepter, sous réserve de son sous-amendement n° 39 qui tend à remplacer les mots « dans tous les cas » par les mots « en tant que de besoin ».

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 39 ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Je suis d'accord, à titre personnel.

M. le président. La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. J'accepte le sous-amendement du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 39. (Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15, modifié par le sous-amendement n° 39. (L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés. (L'article 2, ainsi modifié, est adopté.)

Article 3.

M. le président. « Art. 3. — Sont insérés au code du travail, après l'article L. 122-28-1, les articles L. 122-28-2 à L. 122-28-5 ci-après :

« Art. L. 122-28-2. — En cas de décès de l'enfant ou de diminution importante du revenu du ménage :

« 1° le salarié bénéficiaire du congé parental d'éducation a le droit soit de reprendre son activité initiale, soit d'exercer son activité à mi-temps ;

« 2° le salarié exerçant à mi-temps pour élever un enfant a le droit de reprendre son activité initiale.

« Le salarié doit adresser une demande motivée à l'employeur un mois au moins avant la date à laquelle il entend bénéficier des dispositions du présent article.

« Art. L. 122-28-3. — A l'issue du congé parental d'éducation ou de la période d'exercice de son activité à mi-temps ou dans le mois qui suit la demande motivée de reprise de l'activité initiale mentionnée à l'article L. 122-28-2, le salarié retrouve son précédent emploi ou un emploi similaire assorti d'une rémunération au moins équivalente.

« Art. L. 122-28-4. — Dans les entreprises employant moins de cent salariés, l'employeur peut refuser au salarié le bénéfice des dispositions de l'article L. 122-28-1 s'il estime, après avis du comité d'entreprise, ou, à défaut, des délégués du personnel s'ils existent, que le congé parental ou l'activité à mi-temps du salarié pourraient avoir des conséquences préjudiciables à la production et à la marche de l'entreprise.

« Le refus de l'employeur peut être directement contesté devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes qui est saisi et statue, selon les formes applicables au référé. La décision du conseil est en dernier ressort.

« Art. L. 122-28-5. — Le salarié en congé parental d'éducation ou qui travaille à mi-temps pour élever un enfant ne peut exercer, par ailleurs, aucune activité professionnelle autre que des activités d'assistance maternelle définies par les articles L. 123-1 à L. 123-8 du code de la famille et de l'aide sociale. »

M. le président. Mme Fraysse-Cazalis et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 16, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail :

« Dans tous les cas, le salarié bénéficiaire du congé parental ou de la période d'activité à mi-temps pour élever un enfant peut renoncer à poursuivre son droit, sous réserve des dispositions suivantes : ».

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Cet amendement élargit les possibilités de renoncement au congé parental.

En effet, il ne nous paraît pas opportun de limiter aussi strictement les possibilités de retour au travail pour les parents qui le souhaiteraient. Chacun sait à quel point les situations peuvent être diverses, complexes et difficilement prévisibles dans leur gravité.

C'est pourquoi il nous paraît souhaitable de laisser à la famille le choix de reprendre l'activité professionnelle, en dehors des cas limitatifs comme le texte actuel nous le propose, même si cette possibilité doit, bien entendu, s'exercer dans des conditions précises, notamment en ce qui concerne le délai nécessaire pour prévenir l'employeur.

En cas de difficulté, il ne faudrait pas créer des conditions telles que le congé parental se retourne contre le salarié qui en bénéficie. Sinon, le dispositif serait dissuasif, ce que nous ne souhaitons pas.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission a longuement débattu de la question du retour anticipé dans l'entreprise. J'avais personnellement déposé un amendement, qui n'allait peut-être pas aussi loin que celui de Mme Fraysse-Cazalis, mais qui obéissait au même souci. Plusieurs intervenants ont d'ailleurs exprimé ce point de vue.

J'estime qu'il y a effectivement des conditions familiales autres que les deux hypothèses avancées dans ce texte qui risquent de poser bien des problèmes, voire de dissuader ceux qui auraient la possibilité ou l'envie de prendre ce congé. Je m'en remets donc à la sagesse de l'Assemblée sur ce point.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement, parce qu'il envisage le cas concret de l'entreprise qui a embauché un nouveau salarié pour une durée déterminée.

Le contrat à durée déterminée peut déjà poser quelques problèmes au salarié. Si l'on ouvre plus largement les possibilités de congé, le Gouvernement redoute que la précarité de l'emploi du travailleur qui remplace celui qui a pris un congé parental ne soit encore plus grande. Les deux possibilités qui sont ouvertes dans le projet — la diminution importante de revenus ou le décès de l'enfant qui sont des cas de force majeure — ne sont peut-être pas suffisantes mais, avec cet amendement, l'emploi à temps partiel, je le répète, serait encore plus précaire qu'il ne l'est aujourd'hui.

Et ore une fois, ce projet marque notre volonté de maintenir l'équilibre — délicat — entre les entreprises et la vie familiale et parentale. Je comprends bien le souci qui est exprimé, mais je crains que l'amendement n'aille à l'encontre de notre but initial.

M. le président. La parole est à M. Le Foll, contre l'amendement.

M. Robert Le Foll. En commission, nous nous sommes prononcés contre cet amendement pour les raisons que Mme le secrétaire d'Etat vient de rappeler.

Nous sommes conscients que la réussite du congé d'éducation parentale sera fonction de la possibilité, pour les bénéficiaires, de retrouver un emploi à l'issue du congé.

Mme Georges Dufoix, secrétaire d'Etat. En effet !

M. Robert Le Foll. Si nous multiplions les possibilités de suspension du congé, comment l'employeur pourra-t-il s'organiser ? Il aura peut-être à embaucher un autre travailleur pour une certaine durée et une fois en place celui-ci ne quittera sans doute pas son emploi avant le délai arrêté avec son employeur. La personne qui a bénéficié d'un congé parental risque donc de ne pas retrouver son emploi parce que l'employeur ne pourra plus le lui rendre ou lui procurer un emploi similaire dans l'entreprise.

Un amendement de ce type, qui est bon dans son principe, peut conduire en fait ce texte à l'échec parce qu'il posera des problèmes insolubles dans les entreprises : on ne pourra plus licencier la personne que l'on aura embauchée ni, peut-être, créer un emploi pour celle qui aura bénéficié d'un congé parental. On aboutira ainsi au résultat inverse de celui que l'on poursuivait. Mieux vaut nous en tenir au texte du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 28, ainsi rédigé :

« Compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, par les mots : « dû à la mise au chômage total ou partiel du conjoint ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Madame le secrétaire d'Etat, la notion de « diminution importante de revenu du ménage » me paraît vague, et à la limite subjective. A partir de quel niveau peut-on estimer qu'une famille subit une baisse de revenus importante ? Je me demande s'il ne faudrait pas préciser cette notion. C'est pourquoi je vous propose de compléter le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, par les mots : « dû à la mise au chômage total ou partiel du conjoint ».

Par ailleurs, lorsque dans les deux cas que vous avez prévus, l'employé ou le salarié réintégrera de droit, en quelque sorte, son entreprise, quelle sera la situation de la personne qui, bénéficiant d'un contrat à durée déterminée, devra éventuellement laisser la place ? Le chef d'entreprise pourra-t-il le licencier pour raisons économiques, ou envisagez-vous une autre formule ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cet amendement n'a pas été examiné par la commission. Cependant, il me semble que sa rédaction est encore plus restrictive que celle du texte qui nous est proposé.

En effet, s'il était adopté, des employeurs pourraient prétendre que la diminution des revenus ne peut être prise en compte qu'en cas de chômage partiel du conjoint.

M. Robert Le Foll. Absolument !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement partage l'avis de la commission.

En effet, la diminution des revenus peut être due, par exemple, à une séparation des conjoints ou à diverses autres situations familiales.

Je préférerais que l'Assemblée s'en tienne à la rédaction initiale qui est moins restrictive que celle que vous proposez, monsieur Pinte.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 28. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 29, ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, substituer au mot : « mi-temps » les mots : « temps partiel ».

La question a déjà été tranchée. Cet amendement n'a donc plus d'objet.

M. Pinte a présenté un amendement, n° 30, ainsi rédigé :

« A la fin du troisième alinéa (2°) du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, substituer au mot : « initiale », les mots : « professionnelle à plein temps ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. La rédaction que je propose me semble plus explicite et de nature à clarifier le texte.

Permettez-moi de revenir un instant à la question que je vous ai posée et à laquelle vous n'avez pas répondu, madame le secrétaire d'Etat, en ce qui concerne le retour anticipé de l'employé. Que fait-on de ceux ou de celles qui l'ont remplacé dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Cette précision me paraît également restrictive. Il me semble préférable de s'en tenir à la rédaction initiale. Le Gouvernement s'oppose donc à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 30. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Mme Fraysse-Cazalis et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 17, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, supprimer le mot « motivée ».

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. La précision apportée par le mot « motivée » n'apporte pas grand-chose puisque les cas sont précisés dans le texte, et cela d'autant plus que mon amendement précédent a été repoussé.

Quoi qu'il en soit, il me semble nécessaire de préserver le souci de discrétion des familles qui ne désirent pas exposer dans le détail à leur employeur le problème qui est le leur.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas adopté cet amendement de Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Comme la commission, le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement qui est dans la logique de celui que nous avons repoussé tout à l'heure.

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Nous n'avons pas retenu cet amendement en commission pour la raison simple que sont inscrits dans le texte les motifs de la demande de suspension.

La demande de reprise du travail devra donc être « motivée » puisqu'elle sera examinée en fonction d'un texte de loi.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 31, ainsi rédigé :

« Dans le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-2 du code du travail, après le mot : « employeur », insérer les mots : « par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ».

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Cet amendement répond à la même préoccupation que nos amendements n° 25 et 27, adoptés précédemment.

Cela dit, madame le secrétaire d'Etat, qui va juger de l'importance de la baisse des revenus ? L'employeur ou une autre instance ? A partir de quel niveau va-t-on réintégrer l'employé ? Faudra-t-il que les revenus du ménage baissent de moitié pour que cette réintégration soit de droit ?

M. le président. Madame le rapporteur, je suppose que ce que vous avez dit précédemment vaut pour cet amendement ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Oui, monsieur le président.

M. le président. En est-il de même pour le Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Oui.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 31. (L'amendement est adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 32, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. 122-28-3 du code du travail, substituer au mot : « mi-temps », les mots : « temps partiel ».

Cet amendement n'a plus d'objet.

Mme Fraysse-Cazalis et les membres du groupe communiste et apparenté ont présenté un amendement, n° 18, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. 122-28-3 du code du travail, supprimer le mot : « motivée ».

La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Cet amendement exprime la même préoccupation que notre amendement n° 17.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. De même qu'elle a rejeté l'amendement n° 17, la commission a repoussé l'amendement n° 18.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Même avis que sur l'amendement n° 17.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 18.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 33, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. 122-28-3 du code du travail, substituer au mot : « initiale », les mots : « professionnelle à plein temps ».

Cet amendement n'a plus d'objet.

Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 8, ainsi rédigé :

« Dans le texte proposé pour l'article L. 122-28-3 du code du travail, après les mots : « son précédent emploi ou », insérer les mots : «, si cela s'avère impossible, ».

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cet amendement vise à préciser que la fourniture d'un emploi similaire ne constitue qu'une tolérance à l'égard de l'employeur dont la première obligation est de réintégrer le salarié dans son emploi antérieur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. L'employeur peut, en application de son pouvoir d'organisation, opérer des mutations et des changements de postes ou d'affectations dès lors qu'il ne modifie pas de manière substantielle les contrats de travail de ses salariés.

Ceux à qui sont offerts de nouveaux emplois similaires, assortis de rémunérations équivalentes et situés dans un même lieu géographique, ne peuvent en aucun cas refuser les modifications qui leur sont imposées.

Il n'apparaît donc pas possible d'imposer à un employeur de reprendre sur le même poste de travail le salarié de retour d'un congé parental d'éducation.

Par conséquent, le Gouvernement repousse cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 37, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-4 du code du travail :

« Dans les entreprises de moins de cent salariés, l'employeur peut refuser au salarié le bénéfice des dispositions de l'article L. 122-28-1 s'il estime, après avis du comité d'entreprise ou, s'il n'en existe pas, des délégués du personnel, que le congé parental ou l'activité à mi-temps du salarié auront des conséquences préjudiciables à la production et à la bonne marche de l'entreprise. A peine de nullité, l'employeur précise le motif de son refus. Sous la même sanction, ce refus est porté à la connaissance du salarié, soit par lettre remise en main propre contre décharge, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. »

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Cet amendement tend à harmoniser la loi sur le congé parental avec la loi concernant le congé sabbatique.

Il s'agit en fait d'obliger l'employeur à motiver son refus en donnant des éléments objectifs et véritables, la sanction du refus de motiver étant en l'occurrence la nullité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, qui répond toutefois aux préoccupations que nous avons exprimées dans un autre amendement. J'observe qu'il propose une mise en conformité avec le projet de loi relatif au congé sabbatique et au congé pour création d'entreprise qui a été adopté hier.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 37.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n° 19 de Mme Fraysse-Cazalis, 7 de la commission et 34 de M. Pinte deviennent sans objet.

Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 8, ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-4 du code du travail, insérer l'alinéa suivant :

« A défaut de réponse dans les quinze jours qui suivent la présentation de la lettre recommandée mentionnée à l'article L. 122-28-1, son accord est réputé acquis. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cet amendement vise à assigner un délai de réponse à l'employeur lorsque ce dernier a la possibilité de s'opposer au départ en congé ou à la réduction de l'activité du salarié.

Il importe que le salarié ne soit pas informé au dernier moment de la réponse, négative ou positive, de l'employeur.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement est favorable à cet amendement, qui a le mérite de fixer, en quelque sorte, un butoir à la réponse de l'employeur. Ainsi le salarié pourra-t-il être fixé dans un délai raisonnable sur le sort réservé à sa demande.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 8.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 38, ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le second alinéa du texte proposé pour l'article L. 122-28-4 du code du travail :

« Le refus de l'employeur peut être directement contesté, dans les quinze jours suivant la réception de cette lettre, devant le bureau de jugement du conseil de prud'hommes, qui est saisi et statue, en dernier ressort, selon les formes applicables au référé. »

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Il s'agit, là aussi, d'harmoniser ce texte avec la loi sur le congé sabbatique. Le conseil des prud'hommes doit statuer selon une procédure rapide, sinon on pourrait avoir quelque inquiétude quant au bon déroulement du congé parental.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais je ne crois pas qu'elle s'y serait opposée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 38.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements n° 9, de la commission, 20, de Mme Fraysse-Cazalis, et 35, de M. Pinte, deviennent sans objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 3, ainsi modifié, est adopté.)

Après l'article 3.

M. le président. M. Pinte a présenté un amendement, n° 36, ainsi rédigé :

« Après l'article 3, insérer l'article suivant :

« Le salarié ayant un enfant handicapé à 100 p. 100 pour une longue durée, à la suite d'un accident ou d'une grave maladie, peut demander à bénéficier des dispositions de la présente loi. »

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Madame le secrétaire d'Etat, je l'ai déjà dit dans mon exposé introductif, vous ne tenez pas compte dans ce projet de loi des accidents ou maladies graves qui frappent parfois douloureusement les familles. Ainsi, certains enfants sont handicapés à 100 p. 100, pour une très longue durée quelquefois, ce qui bouleverse les habitudes familiales.

Un autre rythme de vie doit être trouvé ; l'enfant doit s'adapter à une vie nouvelle, handicapée. Il faudrait donc étendre les dispositions de ce texte aux familles qui ont la douleur d'avoir un enfant handicapé à la suite d'un accident ou d'une grave maladie.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement vient de prendre connaissance de cet amendement, qui dénaturerait en partie le projet de loi.

Je comprends très bien le souci des familles dont un enfant devient handicapé et je compatis à leur douleur. Mais le projet de loi que nous examinons aujourd'hui a pour objet de permettre aux parents de concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle lorsque les enfants sont en bas âge, car c'est une période particulièrement difficile pour les parents.

Cet amendement a des incidences, incidences financières d'abord — je pense à la possibilité du congé parental rémunéré — mais également d'autres incidences : je pense à d'autres échéances et à d'autres décisions que nous ne pouvons pas prendre aujourd'hui. Un examen approfondi est nécessaire pour mesurer toutes les conséquences de cette proposition.

Je ne ferme pas définitivement la porte à une réflexion sur ce thème mais je ne crois pas opportun d'évoquer aujourd'hui la possibilité de prendre un congé pour élever des enfants handicapés. Le traitement de ce problème relèverait plutôt d'un projet de loi plus général sur la politique en faveur des handicapés.

Je demande donc à l'Assemblée de repousser cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 36.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Articles 4 et 5.

M. le président. « Art. 4. — Aux articles L. 122-30 et L. 122-31 du code du travail les mots : « L. 122-25 à L. 122-28-4 » sont remplacés par les mots : « L. 122-25 à L. 122-28-7 ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4 est adopté.)

« Art. 5. — L'article 7 de la loi n° 77-666 du 12 juillet 1977 est abrogé. » — (Adopté.)

Après l'article 5.

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, M. Le Foll et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 10, ainsi rédigé :

« Après l'article 5, insérer l'article suivant :

« Le deuxième alinéa de l'article L. 771-2 du code du travail est ainsi rédigé :

« Livre I^{er}, titre II, chapitre II, articles L. 122-128-1 à L. 122-31 et chapitre VI : Cautionnement. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission a adopté cet amendement sur proposition de M. Le Foll, qui a souhaité que les concierges et employés d'immeuble à usage d'habitation puissent bénéficier du congé parental.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Cet amendement pose problème. En effet, comment imaginer un mi-temps pour les concierges ou les gardiens d'immeuble ? Si je comprends parfaitement l'inspiration de cet amendement, je crains que son application n'entraîne des difficultés qui iraient à l'encontre du but visé par ce texte. Il sera en effet délicat de définir juridiquement le mi-temps et il ne faut pas, par ailleurs, oublier les difficultés pratiques qui seront liées à l'occupation du logement.

Mieux vaut, dans un premier temps, laisser la profession régler ce type de situation par la voie conventionnelle. Vous êtes certainement consciente du problème, madame le rapporteur.

Le plus sage serait de repousser cet amendement, car la catégorie professionnelle concernée n'entre pas dans les cas de figure pris en compte.

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. En commission, nous n'avons pas évoqué le problème matériel de l'installation de deux concierges à mi-temps dans un même logement. (Sourires.) Je reconnais que cet aspect nous avait échappé. Puisque Mme le secrétaire d'Etat nous assure que ce type de situation peut être réglé par la voie conventionnelle, l'Assemblée peut suivre son avis.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, M. Le Foll et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 11, ainsi rédigé :

Après l'article 5, insérer l'article suivant :

« Après le premier alinéa de l'article L. 773-2 du code du travail est inséré le nouvel alinéa suivant :

« Livre I^{er}, titre II, chapitre II : articles L. 122-28-1 à L. 122-31. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cet amendement, dans la logique du précédent, vise à étendre le bénéfice de ce texte aux assistantes maternelles. Alors que le projet de loi ouvre la possibilité aux salariés travaillant à mi-temps pour élever un enfant d'exercer par ailleurs des activités d'assistance maternelle, il serait regrettable que les assistantes maternelles ne puissent pas bénéficier des dispositions de la loi.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Je suis aussi perplexe que pour l'amendement précédent car je me demande à encore s'il s'agit d'une disposition applicable.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Ce n'est pas la même chose !

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Certes, mais cette disposition serait tout aussi difficile à mettre en œuvre. Je m'en remets à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Certaines assistantes maternelles sont agréées par les départements pour garder des enfants pupilles. Soit une assistante maternelle qui garde deux enfants et en a un troisième à elle. Elle peut ne pas désirer continuer son activité dans le cadre départemental pendant un certain temps. Nous souhaiterions qu'à l'issue de son congé parental elle puisse retrouver, comme les autres, son emploi. C'est ce souci qui a motivé le dépôt de cet amendement.

D'autre part, on donne aux personnes travaillant à mi-temps pour élever un enfant la possibilité d'exercer par ailleurs une activité d'assistance maternelle. Il serait paradoxal que celles qui l'exercent habituellement ne bénéficient pas des dispositions de la loi et qu'une personne ayant pris un congé parental puisse conserver son activité d'assistance maternelle à l'issue de ce congé alors qu'une personne dont c'est la profession ne pourra pas retrouver son emploi.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Les assistantes maternelles doivent être agréées par la D.D.A.S.S. Il conviendrait donc de préciser que, dans ce cas, à l'issue du congé parental à plein temps ou à mi-temps, l'activité antérieure peut être reprise sous réserve de l'agrément de la D.D.A.S.S.

M. Robert Le Foll. Très bien !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, M. Le Foll et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement, n° 12, ainsi rédigé :

Après l'article 5, insérer l'article suivant :

« Les dispositions de la présente loi sont applicables au personnel navigant des entreprises d'armement maritime et aux personnels navigants professionnels de l'aviation civile, dans des conditions fixées, compte tenu des adaptations nécessaires, par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement accepte cet amendement, le problème étant très différent de ceux soulevés par les deux amendements précédents.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12. (L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement, n° 22, ainsi rédigé :

« Après l'article 5, insérer l'article suivant :

« Au premier alinéa de l'article L. 253 du code de la sécurité sociale, il est ajouté la phrase suivante :

« Pour les bénéficiaires d'un congé parental d'éducation, cette période est prorogée de douze mois maximum dans la limite de la durée de ce congé pour le maintien de leur droit aux prestations en nature de l'assurance-maternité et de l'assurance-maladie. »

La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Le Gouvernement a déposé cet amendement à la demande des groupes de la majorité.

Il en est important que l'on puisse prendre le congé parental en toute sécurité, et donc que le droit aux prestations en nature de l'assurance-maternité et de l'assurance-maladie soit maintenu.

Cet amendement améliore considérablement le projet de loi initial.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement mais il répond à notre souci de maintenir la couverture sociale de ceux qui optent pour le congé parental. A titre personnel, j'émet donc un avis favorable.

M. le président. La parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Je remercie le Gouvernement d'avoir déposé cet amendement, qui répond à l'un de nos soucis essentiels. Sans cette mesure, ce texte n'aurait pas eu la portée qui sera désormais la sienne. Il y a là une avancée intéressante.

Mais qu'en sera-t-il pour les indemnités journalières versées pendant la période de la maternité ? L'amendement du Gouvernement ne règle qu'une partie du problème.

M. le président. La parole est à Mme le secrétaire d'Etat.

Mme Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat. Monsieur le député, vous avez raison de soulever cette importante question. Toutefois, nous traitons aujourd'hui du droit du travail. Vous évoquez des problèmes qui concernent plus particulièrement la sécurité sociale et la politique familiale.

Votre observation, qui est d'une très grande portée, ne peut être étudiée aujourd'hui, mais je m'engage à l'examiner lorsque nous délibérerons sur l'ensemble des projets de loi sur la famille qui seront déposés le mois prochain en vue de la prochaine session parlementaire. L'importante disposition que vous évoquez sera étudiée lors de l'examen de la loi « famille » et des différentes modalités qui lui sont liées, en particulier la création de l'allocation jeune enfant et le congé parental rémunéré pour les familles de plus de trois enfants.

Je répète que la possibilité pour les parents — même si nous savons qu'au départ c'étaient les femmes qui bénéficiaient largement du congé parental — d'exercer ce droit fera évoluer les mentalités dans les années à venir. Je crois en effet que la loi en la matière est très incitative. En conséquence, il me paraît très important que les hommes et surtout les femmes qui prendront le congé parental puissent maintenir leurs droits à la sécurité sociale. Ce n'est pas la totalité des droits propres, certes, mais c'est un pas important vers les droits propres. J'ai particulièrement apprécié l'intervention de Mme Lecuir tout à l'heure sur l'égalité parentale, et donc l'égalité devant la vie.

Je pense donc que la seconde partie de notre réponse doit prendre en compte un élément essentiel, la partie famille de cette loi. La réponse que je vous fais aujourd'hui n'est pas une réponse de circonstance, elle est pour moi importante. Nous reverrons donc le problème des indemnités journalières durant le congé de maternité lors de l'examen de la loi « famille ». (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22. (*L'amendement est adopté.*)

M. le président. Mme Jacquaint, rapporteur, a présenté un amendement, n° 13, ainsi rédigé :

« Après l'article 5. insérer l'article suivant :

« Un rapport comportant le bilan d'application de la présente loi et des dispositions ultérieures concernant la rémunération des congés pour l'éducation des jeunes enfants sera communiqué au Parlement au plus tard le 31 décembre 1985. »

La parole est à Mme le rapporteur.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Le but de cet amendement n'est pas d'allonger la liste des documents et rapports que le Gouvernement est tenu de communiquer au Parlement. Il nous a semblé important, à un moment clé de l'évolution de la politique familiale, de disposer d'un instrument permettant d'évaluer les conséquences des décisions prises ainsi que de celles qui devraient l'être prochainement concernant notamment la rémunération des congés pour l'éducation des jeunes enfants.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Je comprends le souci de la commission, mais je propose de reculer la date au 31 décembre 1986 afin de nous laisser suffisamment de recul pour juger les effets de cette loi. Ils ne seront pas immédiats. En effet, 1984 sera une année de mise en œuvre et l'année 1985 permettra de faire un bilan. Je ne suis pas sûre que nous puissions tenir le délai du 31 décembre 1985.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Cela fait tout de même deux ans !

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. Certes, mais 1984 va être une année de montée en charge.

Mme Muguette Jacquaint, rapporteur. Accepteriez-vous, madame le secrétaire d'Etat, de transiger et de retenir la date du 30 juin 1986 ?

Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat. D'accord !

M. Etienne Pinte. Mieux vaudrait prévoir le 1^{er} mars ! (*Sourires.*)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13 rectifié, la date du 30 juin 1986 étant substituée à celle du 31 décembre 1985.

(*L'amendement, ainsi rectifié, est adopté.*)

Vote sur l'ensemble.

M. le président. Dans les explications de vote, la parole est à M. Le Foll.

M. Robert Le Foll. Monsieur le président, madame le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, après le débat que nous venons d'avoir, je tiens à dire que notre groupe est particulièrement satisfait de la manière dont les choses se sont déroulées.

Nous avons quelque appréhension en ce qui concerne l'absence de protection sociale des personnes concernées, après l'achèvement d'une période de douze mois.

Le vote de notre assemblée de l'amendement n° 22, déposé par le Gouvernement, ainsi que les engagements que vient de prendre Mme le secrétaire d'Etat font que ce texte pourra être appliqué, à notre avis, d'une manière beaucoup plus facile et beaucoup plus intéressante, ce qui paraît extrêmement positif.

En outre, la disposition suivant laquelle le père ou la mère pourront informer leur employeur qu'ils souhaitent bénéficier du congé parental au moins un mois avant l'expiration du congé de maternité ou d'adoption rétablit dans le couple l'égalité dans le sens que nous souhaitons.

Les amendements discutés et adoptés améliorent, nous semble-t-il, le texte du projet de loi. Dans ces conditions, le groupe socialiste le votera, et avec beaucoup d'enthousiasme, dans l'espoir que les textes de lois qui viendront plus tard le compléteront, qu'ils formeront avec lui un ensemble et qu'ils permettront la conduite d'une politique familiale, d'une politique du temps choisi, telles que nous les souhaitons.

M. le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Madame le secrétaire d'Etat, je vous prie de m'excuser d'utiliser la procédure des explications de vote pour revenir sur deux questions auxquelles vous n'avez pas répondu et que je vous ai posées à plusieurs reprises.

Ma première question portait sur un point essentiel de l'application de la future loi : qui jugera de la diminution importante du revenu du ménage pour que le salarié bénéficiaire du congé parental puisse réintégrer de droit son entreprise ? Sera-ce l'entreprise elle-même ou sera-ce une autre instance ?

Ma seconde question concernait également la réintégration du salarié dans son entreprise : qu'advient-il de l'employé embauché par contrat à durée déterminée quand le bénéficiaire du congé parental réintégrera son entreprise de droit ? Il est important que l'on sache, pour la bonne application de votre projet, ce que l'on fera dans ce cas.

M. le président. La parole est à Mme Fraysse-Cazalis.

Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis. Je voudrais exprimer la satisfaction du groupe communiste du fait que le Gouvernement ait accueilli favorablement ses observations concernant notamment la protection sociale puisque celui-ci a déposé un amendement qui répond, pour l'essentiel, à nos préoccupations en tendant à instaurer une protection très importante pour les familles.

Le projet de loi comporte toutefois des limites. Nous souhaitons que, dans le cadre de la politique familiale qui est actuellement conduite et des textes qui seront prochainement soumis au Parlement par Mme le secrétaire d'Etat, d'autres avancées aient lieu.

Le texte sur lequel nous devons maintenant nous prononcer marque un pas en avant. Le groupe communiste le votera donc.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(*L'ensemble du projet de loi est adopté.*)

— 7 —

DEMANDE DE VOTES SANS DEBAT

M. le président. J'informe l'Assemblée que la commission des affaires étrangères demande le vote sans débat :

— du projet de loi autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (n° 1715) ;

— et du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres) (n° 1766).

En application de l'article 104 du règlement, ces demandes ont été affichées et notifiées. Elles seront communiquées à la conférence des présidents au cours de la première réunion suivant la distribution des rapports de la commission.

Je rappelle que le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales a été inscrit, avec débat, à l'ordre du jour du lundi 28 novembre 1983.

— 8 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi créant une société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (S. E. I. T. A.).

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1831, distribué et renvoyé à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le Premier ministre un projet de loi visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1832, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 9 —

DEPOT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Roger Rouquette un rapport fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au contrôle de l'état alcoolique (n° 1799).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1826 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Mahéas un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et l'organisation internationale de police criminelle relatif au siège d'Interpol et à ses privilèges et immunités sur le territoire français (n° 1788).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1827 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Mahéas un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'approbation d'une convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (n° 1715).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1828 et distribué.

J'ai reçu de M. André Delehedde un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant l'adhésion de la République française au protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), adopté à Genève le 8 juin 1977 (n° 1721).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1829 et distribué.

J'ai reçu de M. Jacques Blanc un rapport fait au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Panama sur le traitement et la protection des investissements (ensemble deux échanges de lettres). (n° 1766).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1830 et distribué.

J'ai reçu de M. Taddei un rapport fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de loi définissant les moyens d'exécution du IX^e Plan de développement économique, social et culturel (deuxième loi de plan). (n° 1769).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1833 et distribué.

— 10 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Vendredi 25 novembre 1983, à neuf heures trente, séance publique :

Questions orales sans débat.

Question n° 519. — Mme Paulette Nevoux appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le problème de la répartition de la taxe d'apprentissage.

Nul n'ignore que la répartition de cette taxe relève du pouvoir discrétionnaire des chefs d'entreprise. Certains de leurs représentants, et notamment ceux du S. N. P. M. I., recommandent à leurs adhérents de favoriser les établissements privés, alors que ces derniers sont largement minoritaires.

De nouvelles règles de répartition permettraient un financement équilibré des différents types d'établissements d'enseignement.

Il est nécessaire de préciser que de telles dispositions ne se traduiraient pas par une augmentation des charges pour les entreprises et qu'elles auraient l'avantage d'améliorer la qualité du service public de l'enseignement, conformément aux vœux du Gouvernement.

Elle lui demande quelles sont ses intentions dans ce domaine.

Question n° 517. — M. Elle Castor expose à M. le Premier ministre que le Comité interministériel d'aménagement du territoire (C. I. A. T.) a créé, le 11 juillet 1975, la qualification de grand chantier pour les opérations importantes réalisées tant par l'Etat que par les collectivités locales et leurs établissements publics. Il fait remarquer que le label grand chantier entraîne une organisation particulière de chantier avec désignation d'un coordonnateur, l'établissement d'un programme d'équipements

d'accompagnement et les modalités de leur fonctionnement. Il souligne que le programme d'équipements d'accompagnement de chantier distingue les équipements spécifiques et les équipements anticipés. Il lui demande de lui faire connaître si cette procédure de grands chantiers pourra être retenue pour la construction du barrage hydro-électrique de Petit-Saut, sur la Sinnamary (Guyane), en cas de décision favorable du ministère de l'Industrie et d'E. D. F.

Question n° 505. — M. Camille Petit rappelle à M. le Premier ministre que lors de l'arbitrage qu'il vient de rendre il a fixé, pour la prochaine campagne bananière d'octobre 1983 à octobre 1984, le prix moyen de 4,26 wagon-départ le kilo net.

Les producteurs antillais, soucieux à la fois de répondre aux objectifs de limitation de l'inflation et aux exigences spécifiques de l'organisation nationale du marché bananier, admettraient une limitation de l'objectif de prix à partir des références réelles de la précédente campagne.

Toutefois, l'objectif de prix résultant de l'arbitrage de ses services s'est appuyé sur un élément théorique de 4,02 arrêté en octobre 1982 et très inférieur à celui redéfini en cours de campagne et réellement obtenu.

En raison des conséquences graves qui en découleraient, la banane constituant 80 p. 100 du P. I. B. agricole, et pour rétablir l'équité, ce fruit étant le seul dont les prix soient contrôlés par le ministère des finances, M. Camille Petit demande ce qu'il compte faire pour enrayer le déclin de cette production et éviter qu'elle ne subisse le sort tragique de la canne à sucre.

Question n° 515. — M. Michel Sapin expose à M. le ministre de l'Industrie et de la recherche que, pour la troisième fois en trois ans, l'entreprise Balsan, située à Arthon dans l'Indre, est frappée par l'annonce de licenciements. Sur deux cent soixante-cinq salariés, une centaine sont menacés dans leur emploi. La Société Balsan, qui appartient au Groupe Biderman, fabrique de la moquette et avait déjà rencontré, en 1982, des difficultés. Dans le cadre d'une négociation avec l'ensemble du groupe, l'entreprise avait alors bénéficié d'aides publiques, pour un montant de l'ordre de 40 millions de francs (sous forme de prêts bonifiés, semble-t-il). La situation actuelle amène à se poser deux questions principales sur l'utilisation effective des aides accordées et sur la crédibilité du plan de restructuration présenté par la Direction. En conséquence, il lui demande de lui préciser la politique qu'il mène en faveur de l'industrie française de la moquette, face à la concurrence étrangère très présente sur ce marché, dans le souci d'assurer une meilleure coopération entre fabricants de matière première, producteurs et distributeurs.

Question n° 512. — M. Lucien Dutard appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie et de la recherche sur les difficultés que rencontrent les entreprises de l'industrie du cuivre. Dans le contrat de plan signé avec le Groupe Pechiney Ugine Kuhlmann, un objectif de production d'aluminium a été retenu et des moyens dégagés par le groupe en vue de réaliser ces objectifs, d'ailleurs modestes et loin de correspondre aux besoins du pays. Il ne semble pas que semblable décision ait été prise par les pouvoirs publics pour d'autres secteurs, et particulièrement pour le cuivre. En effet, Trefimétaux du Groupe P. U. K. a mis au point un plan de restructuration qui aboutit à la fermeture du site de Dives-sur-Mer et à une réduction importante d'emplois. Il lui demande donc, pour compléter les informations disponibles et permettre à tous ceux que concerne l'avenir de l'usine de Dives d'apprécier la responsabilité de la direction de P. U. K., de faire connaître :

- 1° les grandes orientations du plan cuivre français et son contexte européen ;
- 2° le rôle attribué pour l'exécution de ce plan au Groupe P. U. K. et les modalités de mise en œuvre retenues par sa direction ;
- 3° les conditions de financement du plan cuivre et les dispositions par lesquelles il entend maintenir l'emploi à Dives-sur-Mer ;
- 4° quelles dispositions sont prises pour étudier les propositions que formule l'expertise réalisée à la demande du comité d'établissement.

Question n° 518. — M. Henri Prat appelle l'attention de M. le ministre de l'Industrie et de la recherche sur la situation de la fonderie Messier, située à Arudy, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Il s'agit d'une fonderie aéronautique de haute technicité, dont l'unité de titane est destinée à l'aéronautique française et militaire.

Jusqu'en 1974, cette entreprise était intégrée au Groupe Messier-Hispano-Bugatti (filiale S.N.E.C.M.A.), et comptait plus de quatre cents employés. Depuis cette séparation, Messier Fonderie d'Arudy — dont les principaux clients sont la S.N.E.C.M.A., A.M.D.-B.A., l'Aérospatiale, Turbomeca, Messier-Hispano — se débat dans des problèmes financiers et d'investissements qui dépassent sa propre capacité. Les salaires et avantages sociaux n'ont cessé de régresser et les effectifs de diminuer pour atteindre à ce jour deux cent vingt salariés environ.

La société est, depuis juillet et jusqu'à fin octobre, en suspension provisoire de poursuites pour les créances antérieures au 29 juillet 1983.

Cette situation inquiète au plus haut point l'ensemble des travailleurs.

En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour assurer la survie de cette entreprise.

Question n° 511. — M. Jean Royer fait observer à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, chargé de l'énergie, qu'une autorisation officielle récente permet de mélanger à l'essence une dose réduite d'alcool. De ce fait, l'Etat consacre l'avenir de la fabrication d'éthanol en plaçant ce produit énergétique au niveau d'un carburant national. Il demande dès lors quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les objectifs et les moyens de production du nouveau carburant. Quel soutien est-il disposé à apporter à la création d'unités industrielles expérimentales productrices d'éthanol à partir de plantes alcooligènes (céréales, betteraves, topinambours, sorghos sucriers...)? Par ailleurs, est-il prêt à soutenir la mise au point de nouveaux moteurs fonctionnant à l'alcool, utilisables sur les tracteurs, les cars de transport en commun et les véhicules des grands services publics? A cet égard, est-il décidé à prendre en considération les projets déjà présentés aux administrations centrales concernées par les chercheurs et les collectivités locales de la région Centre et à permettre leur intégration dans un contrat de plan?

Question n° 509. — M. Jean Briane attire l'attention de M. le ministre délégué chargé des P. T. T. :

— sur les mauvaises conditions d'acheminement du courrier résultant des grèves dans les services de tri et sur les conséquences qui en résultent pour les entreprises, l'économie en général et les particuliers ;

— sur les litiges qui opposent parfois les abonnés du téléphone au service des télécommunications et sur la manière dont l'administration traite ces problèmes ;

— sur l'obligation faite au service public des postes et télécommunications, détenteur du monopole de la distribution postale et de la télécommunication, d'assurer la permanence du service aux usagers.

Il lui demande les mesures qu'envisage de prendre le Gouvernement pour que l'administration dont il a la charge redonne ce grand service public des postes et télécommunications dont les Français voudraient pouvoir rester fiers et auquel les agents de tous grades et de toutes fonctions de la grande famille des P. T. T. sont heureux d'appartenir.

Question n° 516. — M. Raymond Douyère expose au ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale le cas des adultes handicapés dont le taux d'invalidité est de 100 p. 100 et qui se voient supprimer l'allocation compensatrice pour tierce personne à dater du 1^{er} novembre 1983. Cette suppression intervient à la suite de la circulaire du 15 juin 1983 relative au contrôle de l'effectivité de l'aide apportée aux personnes bénéficiaires de l'allocation compensatrice. Cette allocation peut leur être supprimée sous prétexte qu'ils effectuent seuls les actes essentiels de la vie courante. Or il arrive souvent que cette mesure frappe des handicapés réellement incapables d'assumer seuls de tels actes. Il lui demande de bien vouloir lui préciser dans quelles conditions de telles décisions sont prises et quelles mesures il compte prendre pour éviter de telles situations.

Question n° 513. — M. Jacques Brunhes attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur la situation de trois délégués et responsables syndicaux C.G.T. de la société des usines Chausson à Gennevilliers. Ayant à statuer sur des faits qui remontent à dix-huit mois, au moment où une délégation de travailleurs, que les trois délégués intéressés accompagnaient, avait été abusivement assilimée à une séquestration, un tribunal administratif vient, après recours de la direction, d'autoriser celle-ci à user de son droit de licenciement à l'égard de ces trois délégués.

Ce recours de la direction qui relance ainsi un conflit ancien étonne d'autant plus que le comité d'entreprise et l'inspecteur du travail avaient émis un avis défavorable. De plus, son ministre, saisi de l'affaire, avait, à juste titre, conclu dans le même sens. Aujourd'hui, ces trois délégués et responsables syndicaux sont menacés de licenciement sur la base de l'exercice de leur mandat. Cette situation est grave. Les difficultés que connaît le secteur automobile appellent la mobilisation de toutes les énergies, de tous les partenaires sociaux, pour aller de l'avant.

Les difficultés spécifiques de l'entreprise Chausson ne sauraient être réglées positivement par l'élimination des délégués syndicaux, porteurs du seul plan de redressement de l'entreprise connu à ce jour. Par ailleurs, le licenciement de ces délégués, outre une atteinte grave aux libertés syndicales, constituerait une entrave inadmissible à la mise en pratique des droits nouveaux des travailleurs. Aussi, il demande au Gouvernement d'intervenir auprès de la direction afin qu'une décision soit prise qui aille dans le sens de l'apaisement et du respect du droit syndical ainsi que dans l'intérêt de l'entreprise.

Question n° 507. — M. Christian Bergelin appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur les dispositions prévues à l'article 3 du projet de loi de finances pour 1984 relatif au régime fiscal de certaines charges du revenu global. Les « réductions d'impôt » résultant des mesures prévues auront pour effet de diminuer la cotisation due au titre de l'impôt sur le revenu mais n'agiront plus sur le revenu net imposable des contribuables qui verront donc dans la plupart des cas leur revenu augmenter par rapport à l'année précédente. Or, de nombreuses prestations sociales sont accordées en tenant compte du revenu net imposable des allocataires. Tel est notamment le cas pour l'attribution de l'aide personnalisée au logement (A.P.L.). Beaucoup de ménages devraient la voir diminuer considérablement et même supprimer au 1^{er} juillet 1984 si d'autres règles d'attribution et de calcul n'ont pas été déterminées d'ici là. Cette situation serait très grave pour beaucoup de familles qui ont étudié avec sérieux leur capacité financière sur plusieurs années en tenant compte d'une A.P.L. à recevoir et qui, perdant le bénéfice de celle-ci seraient réduites dans le moins mauvais cas à placer leur maison sur un marché immobilier très fermé afin d'en obtenir une somme qui serait souvent à peine suffisante pour couvrir leurs emprunts. Des drames personnels ne manqueraient pas d'être engendrés par ce genre de difficultés financières. Il lui expose qu'il était intervenu lors de la discussion de l'article 3 précité (troisième séance du 20 octobre 1983 à l'Assemblée nationale) pour appeler l'attention du Gouvernement sur les effets pervers que les mesures prévues à l'article 3 auraient sur l'attribution de certaines allocations et en particulier de l'A.P.L.

Cette intervention n'ayant obtenu aucune réponse de M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, qui représentait le Gouvernement, il lui demande quelle est sa position en ce qui concerne le problème en cause.

Question n° 506. — M. René André appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale sur un problème... se pose à l'ensemble du personnel relevant de la convention collective de l'enfance et des adultes inadaptés.

Ce problème est le suivant : en 1983, au budget primitif, la valeur moyenne indiciaire du point dans le cadre de la convention collective de mars 1966 s'établissait à 15,40 francs.

Eu égard à l'évolution des salaires en 1983, la valeur du point appliquée était de 15,64 francs.

Il résulte des différentes directives données pour la confection des budgets de 1984 que la valeur du point de 1984 doit se situer à 16,35 francs. Or la simple application des protocoles salariaux établis au début de 1983 donne une valeur moyenne de 16,46 francs au 1^{er} janvier 1984.

Il lui demande en conséquence :

1° comment assurer le financement pour l'année 1983 eu égard à l'écart résultant de ce qui était prévu au budget primitif et de ce qui s'est passé en réalité ;

2° comment sortir de la situation paradoxale pour 1984, puisque selon les directives reçues, la valeur moyenne du point doit être de 16,35 francs et que, selon les conventions collectives, la valeur du point au 1^{er} janvier 1984 est déjà de 16,46 francs.

Question n° 514. — M. Michel Sainte-Marie appelle l'attention de M. le ministre des transports sur le programme Falcon 900 de la Société des avions Marcel Dassault - Bréguet Aviation. Un

prototype de cet avion d'affaires, actuellement en cours de construction aux usines de Saint-Cloud et de Bordeaux-Mérignac, doit effectuer son premier vol à l'automne 1984. Cependant, alors qu'il existe un marché international important — quarante et une options payantes ont été d'ores et déjà passées —, l'industrialisation prévue à partir de septembre 1983 risque de rencontrer de très sérieuses difficultés puisque aucun crédit n'est inscrit à ce sujet dans la loi de finances pour 1984. Aussi, lui demande-t-il quelles mesures il compte prendre pour éviter que le programme Falcon 900 ne prenne un retard préjudiciable à sa compétitivité face à une très vive concurrence étrangère.

Question n° 510. — M. Jean Desanlis rappelle à M. le ministre de l'agriculture le caractère catastrophique des inondations survenues au cours de l'hiver 1982-1983. Il apparaît que les travaux d'assainissement et de drainage des terres agricoles, d'aménagement des émissaires, amènent les eaux de ruissellement vers l'aval beaucoup plus vite qu'autrefois. Il en résulte des montées rapides du niveau des rivières et des débordements de plus en plus importants qui inondent les vallées, ou des villes et des villages. D'autre part, les terres agricoles de l'aval doivent supporter maintenant des crues qui pourraient être à l'avenir de plus en plus fréquentes et abondantes.

L'Etat subventionne les travaux de remembrement et d'hydraulique agricole qui provoquent une montée plus rapide et plus importante des eaux des rivières, mais il ne subventionne pas les travaux d'aménagement des rivières, lesquels sont à la charge des collectivités locales.

Il lui demande s'il envisage de prévoir dans les budgets futurs du ministère de l'agriculture les crédits nécessaires à l'aménagement des grands émissaires des rivières et des fleuves, afin de pouvoir pallier les effets catastrophiques des inondations dans les vallées.

La séance est levée

(La séance est levée à dix-neuf heures vingt-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,
LOUIS JEAN.

NOMINATION DE RAPPORTEURS

COMMISSION DES FINANCES DE L'ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DU PLAN

M. Hervé Vouillot a été nommé rapporteur du projet de loi relatif au prix de l'eau en 1984 (n° 1782).

COMMISSION DES LOIS CONSTITUTIONNELLES, DE LA LÉGISLATION ET DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE LA RÉPUBLIQUE

M. Pascal Clément a été nommé rapporteur de la proposition de loi organique de M. Adrien Zeller relative à la limitation de l'endettement public (n° 1758).

M. Gérard Houteer a été nommé rapporteur du projet de loi abrogeant certaines dispositions des lois n° 64-650 du 2 juillet 1964 relative à certains personnels de la navigation aérienne et n° 71-458 du 17 juin 1971 relative à certains personnels de l'aviation civile, et réglementant l'exercice du droit de grève dans les services de la navigation aérienne (n° 1785).

M. Jean-François Hory a été nommé rapporteur du projet de loi relatif aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion (n° 1798).

M. Jacques Floch a été nommé rapporteur du projet de loi modifiant et complétant les dispositions relatives à la dotation globale de fonctionnement (n° 1807).

Convocation de la conférence des présidents.

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le mardi 29 novembre 1983, à 19 heures, dans les salons de la présidence.

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL

DE LA

Séance du Jeudi 24 Novembre 1983.

SCRUTIN (N° 565)

Sur l'ensemble du projet de loi organique, adopté par le Sénat, abrogeant l'article L. O. 128 du code électoral relatif aux incapacités temporaires qui frappent les personnes ayant acquis la nationalité française.

Nombre des votants	391
Nombre des suffrages exprimés.....	391
Majorité absolue.....	196
Pour l'adoption.....	333
Contre	58

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour :

MM.
Adevah-Pocuf.
Alaize.
Alfonsl.
Anciant.
Ansart.
Asenal.
Ardinot.
Anmont.
Badet.
Balligand.
Bally.
Balmigère.
Bapt (Gérard).
Barailla.
Bardin.
Barthe.
Bartolone.
Bassinat.
Bateux.
Battist.
Baylet.
Bayou.
Beaufils.
Beaufort.
Beccq.
Bédoussac.
Belx (Roland).
Bellon (André).
Belorgey.
Beltrame.
Benedetti.
Benetière.
Bérégovoy (Michel).
Bernard (Jean).
Bernard (Pierre).
Bernard (Roland).
Barson (Michel).
Berthe.
Besson (Louis).
Billardon.
Billon (Alain).
Bladt (Paul).
Blisko.
Bockel (Jean-Marie).
Bocquet (Alain). | Bois.
Bonnemaison.
Bonnet (Alain).
Bonrepaux.
Borel.
Boucheron
(Charente).
Boucheron
(Île-et-Vilaine).
Bourget.
Bourguignon.
Braine.
Branger.
Briand.
Brune (Alain).
Brunet (André).
Brunhes (Jacques).
Bustin.
Cabé.
Mme Cacheux.
Cambolle.
Cartelet.
Cartraud.
Cassaing.
Castor.
Cathala.
Caumont (de).
Césaire.
Mme Chelgneau.
Chanfrault.
Chapuis.
Charpentier.
Charzet.
Chaubard.
Chauveau.
Chénard.
Chevallier.
Chomat (Paul).
Chouat (Didier).
Coffineau.
Collin (Georges).
Colomb (Gérard).
Colonna.
Combaieil.
Mme Commergnat.
Coufflet. | Couqueberg.
Darlot.
Dassonville.
Defontaine.
Dehoux.
Delanoë.
Delehedde.
Dellale.
Denvera.
Derosier.
Deschaux-Beauve.
Desgranges.
Dessain.
Destrade.
Dhaille.
Dolle.
Donyère.
Drouin.
Dubedout.
Ducoloné.
Dumas (Roland).
Dumont (Jean-Louis).
Dupilet.
Duprat.
Mme Dupuy.
Duraffour.
Durbec.
Durieux (Jean-Paul).
Duroméa.
Duroure.
Durupt.
Dutard.
Esculia.
Esmonin.
Estier.
Evin.
Faugaret.
Mme Flévet.
Fleury.
Floch (Jacques).
Florian.
Fontaine.
Forgues.
Forné.
Fourré.
Mme Frachon. |
|--|--|--|

Mme Fraysse-Cazalis.
Frèche.
Frelaut.
Gabarron.
Gaillard.
Gallet (Jean).
Garcin.
Garmenda.
Garrouste.
Mme Gaspard.
Germon.
Giollitti.
Giovanelli.
Mme Goeuriot.
Gourmelon.
Goux (Christian).
Gouze (Hubert).
Gouzes (Gérard).
Grévard.
Guyard.
Haesebroeck.
Hage.
Mme Halimi.
Mme Harcourt
(Florence d').
Hauteœur.
Haye (Kléber).
Hermier.
Mme Horvath.
Hory.
Houteer.
Huguët.
Hunault.
Huyghues
des Etages.
Ibancé.
Istace.
Mme Jacq (Marie).
Mme Jacquaint.
Jagoret.
Jaffon.
Jans.
Jarosz.
Join.
Joseph.
Jospin.
Joselin.
Jourdan.
Journal.
Joxe.
Julien.
Juventin.
Kuchaida.
Labazée.
Lahorde.
Lagorce (Pierre).
Laignel.
Lajoigne.
Lambert.
Lambertin.
Larong (Louis).
Lassale.
Laurant (André).
Laurissergues.
Lavédrine.
Le Bail.
Le Coadic. | Mme Lecuir.
Le Drian.
Le Foll.
Lefranc.
Le Gara.
Legrand (Joseph).
Lejeune (André).
Le Meur.
Leonetti.
Le Pensec.
Loncle.
Lotte.
Luisi.
Madrille (Bernard).
Mahéas.
Maisonnat.
Malsodain.
Maigras.
Melvy.
Marchais.
Marchand.
Mas (Roger).
Masse (Marius).
Massion (Marc).
Massot.
Mazoin.
Mellick.
Menga.
Mercléca.
Metals.
Metzinger.
Michel (Claude).
Michel (Henri).
Michel (Jean-Pierre).
Mitterrand (Gilbert).
Mocœur.
Montdargent.
Mme Mora
(Christiane).
Moreau (Paul).
Mortelette.
Moulinet.
Moutoussamy.
Natiez.
Mme Nelertz.
Mme Nevoux.
Niléa.
Nntebart.
Odru.
Oehler.
Ormeta.
Ortet.
Mme Osselin.
Mme Patrat.
Patriat (François).
Pen (Albert).
Pénicaud.
Perrier.
Peuce.
Peuziau.
Phi'bert.
Pidjot.
Pierret.
Pignion.
Pinard.
Pistre.
Planchou. | Poignant.
Poperen.
Porelli.
Portheault.
Pouchon.
Prat.
Prouvost (Pie.e).
Proveux (Jean).
Mme Provost (Eliane).
Queyranne.
Ravassard.
Raymond.
Renard.
Renault.
Richard (Alain).
Rieubon.
Rigal.
Rimbault.
Robin.
Rodet.
Roger (Emile).
Roger-Machart.
Rouquet (René).
Rouquette (Roger).
Rousseau.
Royer.
Sainte-Marie.
Sanmarco.
Santa Cruz.
Santrot.
Sapia.
Sarre (Georges).
Schiffler.
Schreiner.
Sénés.
Sergent.
Sergheraert.
Mme Scard.
Mme Soum.
Soury.
Mme Sublet.
Suchod (Michel).
Sueur.
Tabanou.
Taddel.
Tavernier.
Teisselre.
Testu.
Théudin.
Tineau.
Tondon.
Tourné.
Mme Toutain.
Vacant.
Vadepied (Guy).
Valroff.
Vennin.
Verdon.
Vial-Masat.
Vidal (Joseph).
Villette.
Vivien (Alain).
Vouillot.
Wacheux.
Worma.
Zarka.
Zuccarelli. |
|---|---|---|

Ont voté contre :

MM.
Alphandéry.
Aubert (François d').
Barre.
Barrot.
Baudouin.
Bayard.
Bégault.
Bigard.
Birraux.
Blanc (Jacques).
Bouvard.
Briane (Jean).
Brocard (Jean).
Brochard (Albert).
Caro.
Clément.
Daillet.
Deifosse.
Deprez.

Desanlis.
Dominat.
Douset.
Durand (Adrien).
Esdras.
Fèvre.
Fouchier.
Gantier (Gilbert).
Gaudin.
Geng (Francis).
Gengenwin.
Hamel.
Koehl.
Léotard.
Lestas.
Ligot.
Madelin (Alain).
Marcellin.
Matheiu (Gilbert).
Maujouan du Gasset.

Mayoud.
Méhaignerie.
Mesmin.
Mestre.
Micaux.
Millon (Charles).
Mme Moraau
(Louise).
Ornano (Michel d').
Pernin.
Perrut.
Proriot.
Rigaud.
Rosinot.
Sablé.
Sautier.
Seitlinger.
Soisson.
Stasi.
Woiff (Claude).

N'ont pas pris part au vote :

MM.
André.
Anquer.
Aubert (Emmanuel).
Bachelet.
Barnier.
Bas (Pierre).
Baumel.
Bèche.
Benouville (de).
Bergalin.
Bourg-Broc.
Brial (Benjamin).
Cavaillé.
Chaban-Delmas.
Charlé.
Charles.
Chasseguet.
Chirac.
Cointat.
Corrèze.
Cousté.
Couve de Murville.
Dassault.
Debré.
Delatre.
Deniau.
Durr.
Falala.
Fillon (François).
Fossé (Roger).
Foyer.
Frédéric-Dupont.
Fuchs.

Galley (Robert).
Gascher.
Gastines (de).
Gissinger.
Goasduff.
Godefroy (Pierre).
Godfrain (Jacques).
Gorse.
Goulet.
Grussenmeyer.
Guichard.
Haby (Charles).
Haby (René).
Hamelin.
Harcourt
(François d').
Mme Hauteclocque
(de).
Inchauspé.
Julia (Didier).
Kaspereit.
Krieg.
Labbé.
Lacombe (Jean).
La Combe (René).
Lafleur.
Lancien.
Lauriol.
Lipkowski (de).
Marcus.
Marette.
Masson (Jean-Louis).
Mauger.
Médecin.

Messmer.
Miossec.
Mme Missoffe.
Narquin.
Noir.
Nungesser.
Paccou.
Perbet.
Péricard.
Petit (Camille).
Peyrefitte.
Pinte.
Pons.
Préaumont (de).
Raynal.
Richard (Lucien).
Rocca Serra (de).
Salmon.
Santoni.
Séguin.
Sprauer.
Stirn.
Tiberi.
Toubon.
Tranchant.
Valleix.
Vivien (Robert-
André).
Vuillaume.
Wagner.
Weisenhorn.
Wilquin.
Zeller.

N'a pas pris part au vote :

M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale.

ANALYSE DU SCRUTIN

Groupe socialiste (285) :

Pour : 281 ;

Non-votants : 4 ; MM. Bèche, Lacombe, (Jean), Mermaz (président de l'Assemblée nationale), Wilquin.

Groupe R. P. R. (89) :

Non-votants : 89.

Groupe U. D. F. (63) :

Contre : 58 ;

Non-votants : 5 : MM. Fucha, Haby (René), Harcourt (François d'), Stirn, Zeller.

Groupe communiste (44) :

Pour : 44.

Non-inscrits (8) :

Pour : 8 : MM. Audinot, Branger, Fontaine, Mme Harcourt (Florence d'), MM. Hunault, Juventin, Royer, Sergheraert.

Mises au point au sujet du présent scrutin :

MM. Bèche, Jean Lacombe et Wilquin, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu voter « pour ».

M. François d'Harcourt, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu « s'abstenir volontairement ».

Mises au point au sujet de votes.

A la suite du scrutin (n° 561) sur l'amendement n° 160 de M. Marette après l'article 85 du projet de loi de finances pour 1984 (obligation de déclarer aux services fiscaux le montant des commissions versées aux avisateurs par la direction des douanes) (*Journal officiel*, Débats A. N., du 19 novembre 1983, page 5543), MM. Audinot, Royer et Sergheraert, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu « voter pour », M. Juventin, porté comme « n'ayant pas pris part au vote », a fait savoir qu'il avait voulu « voter contre ».

A la suite du scrutin (n° 562) sur l'ensemble du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions du code rural relatives aux caisses de mutualité sociale agricole (*Journal officiel*, Débats A. N. du 23 novembre 1983, page 5567), MM. Branger, Chirac, Hunault, Royer et Sergheraert, portés comme « n'ayant pas pris part au vote », ont fait savoir qu'ils avaient voulu « voter contre ».

A la suite du scrutin (n° 563) sur le sous-amendement n° 49 de M. Charles Millon à l'amendement n° 7 de la commission des lois à l'article 20 du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (deuxième lecture) (troisième voie d'accès à l'école nationale d'administration : ouverture du concours aux personnes ne pouvant présenter l'un des autres concours, ayant exercé plus de huit ans une activité professionnelle et remplissant les conditions d'âge fixées par décret) (*Journal officiel*, Débats A. N. du 23 novembre 1983, page 5603), M. Juventin, porté comme « ayant voté pour », a fait savoir qu'il avait voulu « voter contre ».

A la suite du scrutin (n° 564) sur l'amendement n° 7 de la commission des lois à l'article 20 du projet de loi portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (deuxième lecture) (rétablissement de cet article, supprimé par le Sénat, qui institue une troisième voie d'accès à l'école nationale d'administration) (*Journal officiel*, Débats A. N., du 23 novembre 1983, page 5604), M. Juventin, porté comme « ayant voté contre », a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».

Prix du numéro : 2,15 F. (Fascicule de un ou plusieurs cahiers pour chaque journée de débats ; celle-ci pouvant comporter une ou plusieurs séances.)